



Ronald Bisson et associé.e.s
and Associates Inc.



Consultants en gestion



Management Consulting

VERSION FINALE

**L'ACCÈS À LA JUSTICE ET LES CARRIÈRES EN JUSTICE POUR LES
IMMIGRANTS FRANCOPHONES DANS LES COMMUNAUTÉS
MINORITAIRES FRANCOPHONES AU CANADA**

**ÉTUDE NATIONALE RÉALISÉE POUR
LA FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS DE JURISTES
D'EXPRESSION FRANÇAISE DE COMMON LAW INC.**

**LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA ET CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION
CANADA ONT ACCORDÉ UN APPUI FINANCIER POUR RÉALISER CETTE ÉTUDE.**

LE 1 MARS 2011

Tel: (613) 741-4655
Fax: (613) 749-2252
ronaldb@bisson.ca
<http://www.bisson.ca>

235 Chemin Montréal,
Suite 209, Ottawa,
Ontario, K1L 6C7

SYNTHÈSE – LES CONSTATS CLÉS DE L'ÉTUDE

Le but de cette recherche était d'explorer les besoins, les priorités et les pistes d'action possibles en matière d'accès à la justice et de carrières en justice auprès des nouveaux arrivants francophones vivant dans les communautés minoritaires francophones du Canada. Environ 137 000 immigrants francophones vivent dans ces communautés, dont 70 % habitent en Ontario, 15 % en Colombie-Britannique et 8 % en Alberta. Les immigrants constituent 13 % de la population francophone totale dans les communautés minoritaires francophones. (Source : recensement de 2006.)

L'étude a rejoint 589 immigrants francophones originaires de 35 pays différents et vivant en Ontario, au Manitoba, en Alberta, en Colombie-Britannique, au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse. Ils ont complété le questionnaire et participé à des groupes de discussion.

La répartition des réponses relatives aux besoins d'accès à la justice est pour la plupart bimodale. Le marché est segmenté en deux. Un segment a peu de besoins, alors que l'autre segment a beaucoup de besoins. Peu de gens se situent entre les deux. Pour l'ensemble des besoins possibles, il n'y a pas de différence significative selon le pays d'origine, le lieu de résidence au Canada ou le revenu familial parmi les gens qui expriment un besoin élevé. Pour tous les choix de besoins énumérés, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à exprimer un niveau élevé de besoin. Environ la moitié des répondants ne savent pas où trouver les services d'un avocat, les gens pouvant leur donner des informations légales ou les services de l'aide juridique de leur province.

En général, les immigrants francophones connaissent peu les carrières en justice au Canada. Même lorsque les gens pensent connaître une carrière donnée, il y a une confusion dans les termes utilisés pour décrire les carrières dans les pays civilistes, d'où viennent un grand nombre d'immigrants francophones, et dans les provinces où la common law est pratiquée. Les immigrants disposent souvent des mauvaises informations concernant les différentes carrières en justice. Comme exemple, un grand nombre d'immigrants croient qu'il faut être citoyen canadien pour devenir avocat ou policier municipal ou provincial au Canada.

Les carrières en justice ont généralement moins d'attrait pour les jeunes immigrants francophones âgés de 12 à 18 ans. Les jeunes ne connaissent pas ces carrières, n'ont pas de modèles pour ces carrières dans leur entourage familial ou voient le système de justice à travers la lentille d'expériences négatives avec la police. En plus, ils croient que leurs familles n'ont pas les moyens financiers leur permettant de poursuivre des études postsecondaires.

Les immigrants francophones sont fortement sous-représentés selon leur poids démographique proportionnel dans toutes les carrières en justice.

Les enjeux et les défis identifiés dans cette recherche confirment qu'il sera nécessaire de développer des stratégies

et des actions qui ciblent directement les immigrants francophones pour améliorer l'accès à la justice et leur participation aux carrières en justice. Les immigrants francophones dans les communautés minoritaires ont des besoins en justice qui leur sont spécifiques. Une telle stratégie ne peut pas être tout simplement une série de mesures intégrées à une stratégie globale visant la communauté francophone en général.

L'accès à la justice et les carrières en justice pour les immigrants francophones forment un tout. Les immigrants francophones devront se voir et s'entendre chez les professionnels de la justice qui leur rendront des services. Les jeunes immigrants devront aussi se voir et s'entendre chez les personnes qui les sensibiliseront aux carrières en justice.

L'étude propose quatre grandes orientations stratégiques qui devront guider la mise en œuvre des projets : positionner l'accès à la justice en français comme un déterminant de l'immigration réussie dans les communautés minoritaires francophones, agir sur les attitudes et les croyances des immigrants francophones face à l'accès à la justice, organiser une approche concertée entre les AJEF, la FAJEF et les organismes communautaires, et établir des relations de travail avec les communautés immigrantes en utilisant les lieux de rencontres naturels de ces communautés.

Les immigrants formés en droit civil dans leur pays d'origine devront refaire une formation en common law pour pouvoir pratiquer à l'extérieur du Québec. La question qui se pose concerne le temps qu'ils devront consacrer aux études. Une étude sur la transférabilité des professions réalisée en 2003 pour RHDCC concluait que la profession du droit était une des moins transférables au Canada, ayant un indice de transférabilité à peu près identique à celui de la profession de spécialiste du contrôle de la circulation aérienne.

L'étude élabore onze catégories de projets. En voici quelques exemples : instaurer une *Semaine de l'accès à la justice en français dans les communautés immigrantes francophones*; offrir aux diplômés internationaux en justice (DIJ) un aiguillage vers la carrière en justice pratiquée dans leur pays d'origine, incluant un appui à l'obtention de stages, vers une carrière dans un autre domaine en justice ou vers une carrière dans un domaine autre que celui de la justice, selon le cas; éveiller, dès l'école élémentaire, l'intérêt des jeunes immigrants et des enfants d'immigrants à poursuivre des carrières en justice.

L'élément le plus important qui ressort de cette étude est la nécessité de travailler en concertation. Aucun organisme travaillant isolément, que ce soit une AJEF, un groupe communautaire ou un groupe issu d'une communauté immigrante, ne pourra répondre aux besoins identifiés. Il sera nécessaire de mettre en œuvre une concertation qui déborde du cadre territorial des régions, des provinces et des territoires et dépasse les frontières institutionnelles.

TABLE DES MATIÈRES

1.	SOMMAIRE	7
2.	LE MANDAT	14
3.	LA PRÉSENTATION DU RAPPORT	15
4.	L'ANALYSE DÉMOGRAPHIQUE	15
4.1.	DÉFINITION DES PARAMÈTRES : LES IMMIGRANTS FRANCOPHONES DANS LES CFSM – 2006	16
4.2.	LE TERME « FRANCOPHONE »	16
4.3.	LE TERME « IMMIGRANT »	19
4.4.	LES QUESTIONS DE RECHERCHE DÉMOGRAPHIQUE	19
4.5.	L'ABRÉVIATION UTILISÉE	19
4.6.	L'IMMIGRATION FRANCOPHONE TOTALE DANS LES PROVINCES ET TERRITOIRES	20
4.7.	PROPORTION DE L'IMMIGRATION FRANCOPHONE SUR LA POPULATION FRANCOPHONE TOTALE, PAR PROVINCE ET TERRITOIRE	21
4.8.	POURCENTAGE DE LA POPULATION TOTALE IMMIGRANTE SUR LA POPULATION FRANCOPHONE DE CHAQUE CFSM	24
4.9.	POPULATION IMMIGRANTE RÉCENTE FRANCOPHONE ET POPULATION IMMIGRANTE RÉCENTE ÂGÉE DE 15 À 44 ANS – CLIENTÈLE CIBLE PAR PROVINCE ET TERRITOIRE	27
4.10.	CINQ APPROCHES EN FONCTION DE LA DÉMOGRAPHIE DE L'IMMIGRATION FRANCOPHONE DANS LES CFSM	30
5.	LA MÉTHODOLOGIE UTILISÉE	32
5.1.	LA RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES RÉPONDANTS	32
5.2.	LES CARACTÉRISTIQUES PERSONNELLES DES RÉPONDANTS	35
5.3.	LES PAYS D'ORIGINE DES RÉPONDANTS	36
6.	LES CONSTATS RELATIFS AUX ENJEUX DE L'ACCÈS À LA JUSTICE	40
6.1.	LES BESOINS DANS LE DOMAINE DE LA JUSTICE	40
6.2.	LES CONSTATS CONCERNANT LES BESOINS	48
6.3.	LES CONNAISSANCES POUR L'ACCÈS À LA JUSTICE	49
6.4.	CONSTATS CONCERNANT LES CONNAISSANCES DES RESSOURCES JURIDIQUES	52
6.5.	L'ÂGE IDÉAL POUR PRÉPARER UN TESTAMENT – ENJEUX CULTURELS	53
7.	LES CONSTATS DE LA RECHERCHE RELATIFS AUX CARRIÈRES EN JUSTICE	53
7.1.	LE DEGRÉ DE CONNAISSANCE DES CARRIÈRES EN JUSTICE	54
7.2.	LES CROYANCES, LES ATTITUDES ET LES MOTIVATIONS RELATIVES AUX CARRIÈRES EN JUSTICE	57
7.3.	QUESTIONS CONCERNANT LES CONNAISSANCES RELATIVES AUX CARRIÈRES EN JUSTICE	61
7.4.	QUESTIONS CONCERNANT LES CROYANCES ET LES ATTITUDES RELATIVES AUX CARRIÈRES EN JUSTICE	62
7.5.	QUESTIONS CONCERNANT LA MOTIVATION DES GENS À FAIRE CARRIÈRE EN JUSTICE	63
7.6.	QUESTION CONCERNANT LA MOTIVATION À OBTENIR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS RELATIVES AUX CARRIÈRES EN JUSTICE	64
7.7.	EXPÉRIENCES DES RÉPONDANTS QUI ONT POSTULÉ POUR DES CARRIÈRES EN JUSTICE	64
7.8.	DONNÉES QUALITATIVES – CE QUE LES GROUPES TÉMOINS RÉVÈLENT	66
7.8.1.	<i>Les résultats des groupes témoins des jeunes</i>	<i>66</i>
7.8.2.	<i>Les résultats des groupes témoins des diplômés internationaux en justice (DIJ)</i>	<i>67</i>

8.	L'ANALYSE DOCUMENTAIRE	71
9.	DONNÉES CONCERNANT LA DISTRIBUTION DE LA POPULATION DANS DIVERSES CARRIÈRES EN JUSTICE, PREMIÈRE LANGUE OFFICIELLE PARLÉE ET IMMIGRATION, 2006	72
9.1.	LA DESCRIPTION DES TABLEAUX PERSONNALISÉS	72
9.2.	LES CONSTATS QUI SE DÉGAGENT DE L'ANALYSE STATISTIQUE DE LA DISTRIBUTION DE LA POPULATION DANS LES CARRIÈRES EN JUSTICE	84
10.	LES CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE	86
11.	AXES STRATÉGIQUES	88
11.1.	POSITIONNER L'ACCÈS À LA JUSTICE EN FRANÇAIS COMME UN DÉTERMINANT DE L'IMMIGRATION RÉUSSIE	89
11.2.	AGIR SUR LES ATTITUDES ET LES CROYANCES DES IMMIGRANTS FRANCOPHONES FACE À L'ACCÈS À LA JUSTICE	91
11.3.	ORGANISER UNE APPROCHE CONCERTÉE ENTRE LES AJEF, LA FAJEF ET LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES	91
11.4.	ÉTABLIR DES RELATIONS DE TRAVAIL AVEC LES COMMUNAUTÉS IMMIGRANTES EN UTILISANT LES LIEUX DE RENCONTRES NATURELS DE CES COMMUNAUTÉS	92
12.	DES PROJETS PROPOSÉS CONCERNANT L'ACCÈS À LA JUSTICE ET LES CARRIÈRES EN JUSTICE	93
12.1.	REHAUSSER LE PROFIL DE L'ACCÈS À LA JUSTICE EN FRANÇAIS EN INSTAURANT UNE SEMAINE DE L'ACCÈS À LA JUSTICE EN FRANÇAIS DANS LES COMMUNAUTÉS IMMIGRANTES FRANCOPHONES	93
12.2.	DÉCERNER UN PRIX PROVINCIAL DE RECONNAISSANCE EN MATIÈRE DE JUSTICE ET D'IMMIGRATION	94
12.3.	PARTICIPER À DESTINATION CANADA	94
12.4.	CONCEVOIR DU MATÉRIEL DE SENSIBILISATION ADAPTÉ À LA SITUATION DES IMMIGRANTS	94
12.5.	DÉVELOPPER DES ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION DESTINÉES AUX IMMIGRANTS FRANCOPHONES	96
12.6.	APPUYER LA FORMATION DES DIPLÔMÉS INTERNATIONAUX EN JUSTICE (DIJ)	96
12.7.	APPUYER L'OBTENTION DE STAGES DES JURISTES	97
12.8.	APPUYER L'AIGUILLAGE VERS DES CARRIÈRES EN JUSTICE	98
12.9.	APPUYER LA MAÎTRISE DE L'ANGLAIS	99
12.10.	TRANSMETTRE DES INFORMATIONS PERTINENTES AUX IMMIGRANTS EN MATIÈRE DE CARRIÈRES EN JUSTICE	100
12.11.	ÉVEILLER L'INTÉRÊT DES JEUNES À POURSUIVRE DES CARRIÈRES EN JUSTICE	100
13.	CONCLUSION	102
	ANNEXE 1 : QUESTIONNAIRE	104
	ANNEXE 2 : FICHE SIGNALÉTIQUE	108
	ANNEXE 3 : OUTIL – GROUPE TÉMOIN	109
	ANNEXE 4 : DÉFINITIONS DE CARRIÈRES EN JUSTICE	110

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 – Population immigrante francophone totale, par province et territoire des CFSM	20
Tableau 2 – Population F totale et population immigrante F totale dans les CFSM	21
Tableau 3 – Régions d'origine, immigrants F et immigrants F + A - Ontario 2006.....	22
Tableau 4 – Proportion immigration F totale sur population F totale dans les CFSM	25
Tableau 5 – Population immigrante récente et population immigrante récente âgée de 15 à 44 ans dans les CFSM	28
Tableau 6 – Répartition des immigrants francophones par provinces et territoires et répartition prévue des participants aux groupes témoins.....	33
Tableau 7 – Répartition des répondants par province	34
Tableau 8 – Accès la justice – la moyenne, l'écart-type et la répartition des réponses pour chacun des besoins possibles.....	42
Tableau 9 – Rang du degré de connaissance des carrières en justice, moyenne et écart-type...	56
Tableau 10 – Croyances et attitudes relatives aux carrières en justice, distribution des réponses, moyenne et écart-type	59
Tableau 11 – Emplois postulés, carrières en justice	64
Tableau 12 – Suivi accordé à une demande d'emploi dans une carrière en justice	65
Tableau 13 – Suivi accordé aux demandes d'emploi en travail social	65
Tableau 14 – Nouveau-Brunswick – distribution de la population anglophone, francophone, immigrante dans diverses carrières en justice – 2006	77
Tableau 15 – Ontario – distribution de la population anglophone, francophone, immigrante dans diverses carrières en justice – 2006	78
Tableau 16 – Ottawa – distribution de la population anglophone, francophone, immigrante dans diverses carrières en justice – 2006	79
Tableau 17 – Toronto – distribution de la population anglophone, francophone, immigrante dans diverses carrières en justice – 2006	80
Tableau 18 – Manitoba – distribution de la population anglophone, francophone, immigrante dans diverses carrières en justice – 2006	81
Tableau 19 – Alberta – distribution de la population anglophone, francophone, immigrante dans diverses carrières en justice – 2006	82
Tableau 20 – Colombie-Britannique – distribution de la population anglophone, francophone, immigrante dans diverses carrières en justice – 2006	83
Tableau 21 – Nombre et pourcentage – francophones sur le total – diverses professions en justice – 2006.....	85

LISTE DES FIGURES

Figure 1 – Proportion de la population immigrante francophone totale dans chaque CFSM	21
Figure 2 – Proportion immigration F sur population totale F par province et territoire	26
Figure 3 – Comparaison immigration F de chaque CFSM versus la moyenne nationale dans les CFSM	27
Figure 4 – Proportion de l'immigration nouvelle âgée de 15 à 44 ans sur le total de l'immigration nouvelle	29
Figure 5 – Répartition immigrants francophones et poids démographique dans les CFSM – 2006	31
Figure 6 – Moyenne des réponses aux questions relatives à l'accès à la justice	41
Figure 7 – Moyenne des réponses aux questions relatives à la connaissance des carrières en justice.....	55
Figure 8 – Degré d'accord avec diverses affirmations reflétant des croyances et des attitudes relatives aux carrières en justice	58
Figure 9 – Possibilités – connaissance d'une carrière en justice et du terme qui la décrit.....	68
Figure 10 – Modèle – accès à la justice – un déterminant de l'immigration réussie	90
Figure 11 – Comparaison – revenus des individus vivant en famille de recensement – immigrants et non-immigrants – francophones et anglophones – Ottawa – 2006 ...	95

AVIS AU LECTEUR

La Fédération des associations de juristes d'expression française de common law inc. (ci-après appelée la FAJEF) a accordé deux mandats complémentaires à notre firme. Le premier visait les enjeux relatifs à l'accès à la justice auxquels sont confrontés les immigrants francophones et le second visait les enjeux relatifs aux carrières en justice pour les immigrants francophones dans les communautés minoritaires francophones.

Nous avons préparé deux plans de recherche distincts pour ces deux études, l'un en janvier 2010 et l'autre en mars 2010. Les deux recherches sont intimement liées puisqu'elles ciblent la même clientèle. Pour assurer le bon usage des fonds publics, il a été décidé de mener de front les deux études et de fondre les questions de recherche dans un seul outil de recherche.

Puisque les deux études recevaient un financement provenant de deux bailleurs de fonds différents, nous avons préparé deux rapports distincts pour des fins administratives. D'un commun accord avec la FAJEF, ce rapport présente les résultats combinés des deux études.

1. SOMMAIRE

La Fédération des associations de juristes d'expression française de common law inc. (la FAJEF) est le regroupement des associations régionales, provinciales et territoriales de juristes d'expression française engagées à promouvoir et à défendre les droits linguistiques des communautés francophones et acadiennes, notamment en favorisant l'accès à la justice en français partout au Canada.

La FAJEF veut mettre en œuvre une stratégie visant à mieux répondre aux besoins des immigrants d'expression française vivant dans les communautés francophones en situation minoritaire (CFSM). Elle a accordé deux mandats complémentaires à notre firme.

Mandat un : La recherche, la consultation et la rédaction d'une étude nationale sur les besoins, les priorités et les pistes d'action possibles en matière d'information et d'orientation reliées à la justice et au droit auprès des nouveaux arrivants francophones vivant en situation linguistique minoritaire. L'étude nationale aura à traiter notamment des éléments suivants :

1. *Identification des besoins, des priorités et des pistes d'action possibles en termes d'information et d'orientation en justice et en droit pour les nouveaux arrivants francophones vivant en situation linguistique minoritaire, et ce, afin que ceux-ci puissent mieux relever les défis de leur établissement.*
2. *Identification des besoins, des priorités et des pistes d'action possibles en termes de ressources d'information et d'orientation en justice et en droit pour les nouveaux arrivants francophones vivant en situation linguistique minoritaire, et ce, afin que ceux-ci puissent avoir un meilleur accès à la justice en français.*
3. *Faciliter et aider au développement, s'il y a lieu, de projets nationaux, régionaux ou provinciaux pour répondre aux besoins et priorités identifiés par l'étude nationale.*

Mandat deux : La recherche et la consultation auprès des nouveaux arrivants francophones, ainsi que la rédaction d'une étude nationale sur les opportunités, les difficultés, les enjeux particuliers, ainsi que les pistes d'action possibles à considérer en matière de promotion des carrières dans le secteur de la justice auprès des nouveaux arrivants francophones vivant en situation linguistique minoritaire.

Pour les fins de cette étude les carrières en justice sont définies de façon large pour inclure, entre autres, les membres du personnel de soutien comme les greffières et les greffiers, les secrétaires ou les adjointes juridiques, ainsi que les gendarmes, les agents correctionnels et autres.

Voici les questions principales qui doivent être traitées par l'étude nationale :

1. *Est-ce que les nouveaux arrivants francophones connaissent présentement les possibilités de carrières dans le secteur de la justice? Si non, comment pourrait-on mieux faire connaître les possibilités de carrières dans le secteur de la justice auprès des nouveaux arrivants francophones? Si oui, existe-t-il un intérêt chez les nouveaux arrivants francophones pour les carrières dans le secteur de la justice?*
2. *Existe-t-il des opportunités, des difficultés ou des enjeux particuliers à connaître et à considérer lors de la promotion des carrières dans le secteur de la justice auprès des nouveaux arrivants francophones? Si oui, lesquels?*
3. *À la lumière des opportunités, des difficultés et des enjeux particuliers susmentionnés, quelles seraient certaines pistes d'action, aux niveaux national, régional et provincial, pour bien promouvoir les carrières en justice auprès des nouveaux arrivants francophones?*
4. *La méthodologie détaillée à utiliser pour l'étude nationale devra être remise par écrit à la FAJEF, par exemple, le nombre d'entrevues téléphoniques, l'utilisation de groupes de références, l'échantillonnage, etc.*

L'analyse démographique a été réalisée en utilisant les données *Première langue officielle parlée* (PLOP) du recensement de 2006.

Pour rejoindre des répondants à travers le pays, la firme a communiqué avec des organismes culturels, sportifs, communautaires et religieux issus des communautés immigrantes elles-mêmes. Les responsables de ces organismes ajoutaient une période de temps à une activité déjà organisée pour permettre à la firme de rencontrer les membres, d'administrer le questionnaire et d'engager la discussion. En tout, 25 séances ont eu lieu en mars, en avril, en mai, en septembre et en octobre 2010. Au total, 589 personnes ont participé à l'étude. La répartition des répondants reflète à peu près la répartition des immigrants francophones dans les communautés francophones minoritaires, sauf pour la Colombie-Britannique, qui était sous-représentée, et le Manitoba, qui était surreprésenté dans l'échantillon. Cela est le reflet des distances à parcourir dans ces provinces. Au total, environ 67 % des répondants étaient âgés de 39 ans et moins. Les immigrants venaient de 35 pays différents.

De ces 25 séances, six ont visé spécifiquement la participation des diplômés internationaux en justice (DIJ), dont une au Nouveau-Brunswick, trois en Ontario, une au Manitoba et une en Alberta, comprenant environ 50 personnes. Six autres séances visaient spécifiquement des jeunes âgés de 12 à 18 ans. Elles ont eu lieu à Ottawa, à Winnipeg, à Toronto (2), à Hamilton et à Vancouver et ont rejoint environ 85 jeunes. Ces 12 groupes témoins, d'une durée d'environ 90 minutes, ont permis de recueillir des données qualitatives, d'approfondir les défis des DIJ qui voudraient poursuivre une carrière en justice au Canada et de mieux comprendre les perspectives des adolescents concernant des carrières en justice. Les participants aux groupes témoins ont aussi complété le questionnaire.

Les constats suivants se dégagent de l'étude.

1. Le recensement de 2006 confirme qu'environ 137 000 immigrants francophones vivent dans les communautés minoritaires francophones, dont 70 % habitent en Ontario, 15 % en Colombie-Britannique et 8 % en Alberta. Il y a des immigrants francophones dans toutes les provinces et territoires. Les immigrants constituent 13 % de la population francophone totale dans les communautés minoritaires francophones.
2. De ce nombre, environ 20 000 immigrants francophones sont âgés de 15 à 44 ans; 8 200 ont le français comme première langue officielle parlée et 12 000 ont à la fois le français et l'anglais comme première langue officielle parlée. Ce segment de 20 000 personnes constitue le bassin potentiel de recrutement pour des personnes intéressées à poursuivre des carrières en justice.
3. La répartition des réponses relatives aux besoins d'accès à la justice est pour la plupart bimodale. Le marché est segmenté en deux. Un segment a peu de besoins, alors que l'autre segment a beaucoup de besoins. Globalement, la réponse 3 (besoin modéré) n'est pas très fréquente. Cela indique qu'il est nécessaire de comprendre les besoins des différents segments de la population visée plutôt que de se fier à une moyenne globale dans les réponses.
4. Pour l'ensemble des besoins possibles, il n'y a pas de différence significative selon le pays d'origine, le lieu de résidence au Canada ou le revenu familial parmi les gens qui expriment un besoin élevé.
5. Pour tous les besoins possibles, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à exprimer un niveau élevé de besoin, sauf pour l'aide concernant les questions liées au climat de travail, où les hommes sont plus nombreux à exprimer un besoin élevé. Cela est le reflet de certaines questions liées au genre auxquelles sont confrontées les femmes immigrantes. Le processus de compréhension des incidences des droits peut être assez long. Ces incidences causent parfois des différends dans les familles et les femmes portent assez souvent les conséquences de ces différends.
6. Dans tous les cas, ce sont surtout les gens de 30 ans et plus qui expriment un niveau élevé de besoin, sauf pour l'aide concernant les questions liées aux conditions d'emploi, pour lesquelles des gens de tous les groupes d'âge expriment un besoin élevé.
7. Environ la moitié des répondants ne savent pas où trouver les services d'un avocat, où trouver les gens pouvant donner des informations légales et où trouver les services l'aide juridique de leur province.
8. En utilisant comme critère le pourcentage global des gens ayant exprimé un besoin élevé, les besoins des

immigrants francophones en matière d'accès à la justice sont les suivants, par ordre décroissant :

- Aide pour avoir accès aux services gouvernementaux – exemples : santé, appui financier, assistance sociale, logement (53 %);
 - Aide avec les documents officiels liés à l'immigration (51 %);
 - Aide concernant les questions liées au parrainage par un membre de la famille, un ami ou autre (49 %);
 - Aide pour les questions liées aux conditions d'emploi – exemples : contrat de travail, embauche, congédiement, sécurité au travail (46 %);
 - Aide d'interprétation simultanée ou de traduction de documents légaux (43 %);
 - Aide à comprendre les conditions de contrat – exemples : bail de location pour une résidence, contrat d'achat d'automobile, contrat de carte de crédit (42 %);
 - Aide pour les questions liées au droit de la famille dans la province – exemples : mariage, partage de biens entre membres du couple, distribution éventuelle de biens aux enfants (40 %);
 - Aide pour les questions liées au climat de travail – exemples : discrimination, harcèlement (40 %);
 - Aide pour préparer un testament légal au Canada (34 %).
9. En général, les immigrants francophones connaissent peu les carrières en justice au Canada. La moyenne de connaissance de l'ensemble des carrières se situe à 2,81, ce qui est inférieur à 3 sur une échelle de 1 à 5, où 1 = peu de connaissance et 5 = une très grande connaissance. Le degré de connaissance des carrières est le suivant, à partir des carrières les plus connues à celles moins connues :
 1. Policier – 3,66;
 2. Avocat – 3,65;
 3. Traducteur ou interprète – 3,48;
 4. Travailleur social – 3,40;
 5. Juge de paix – 2,74;
 6. Agent des services correctionnels – 2,58;
 7. Huissier (*sheriff*) – 2,57;
 8. Greffier – 2,45;
 9. Agent de probation – 2,44;
 10. Technicien juridique (parajuriste) – 2,36;
 11. Sténographe – 2,31;
 12. Commis du greffe – 2,14.
 10. Même lorsque les gens pensent connaître une carrière donnée, il y a une confusion dans les termes utilisés pour décrire les carrières dans les pays civilistes, d'où viennent un grand nombre d'immigrants francophones, et dans les provinces où la common law est pratiquée.
 11. Les immigrants disposent souvent des mauvaises informations concernant les différentes carrières en justice. Comme exemple, un grand nombre d'immigrants

croient qu'il faut être citoyen canadien pour devenir policier au Canada. Cela n'est pourtant pas le cas pour les polices provinciales ou municipales.

12. Les immigrants ont généralement des perceptions positives du système de justice au Canada et croient que les carrières en justice sont ouvertes à tous. Les immigrants ont confiance en eux-mêmes et sentent qu'ils ont le potentiel requis pour exercer une carrière en justice.
13. Les gens croient que les études requises pour exercer une carrière en justice sont dispendieuses.
14. Les immigrants en général expriment un degré d'intérêt élevé à poursuivre des carrières en justice.
15. Les diplômés internationaux en justice (DIJ) francophones n'ont pas une expérience positive au Canada pour ce qui est de poursuivre une carrière en justice. Au total, 106 immigrants avaient postulé à 218 emplois répartis dans toutes les carrières en justice. De ces personnes, neuf ont traversé toutes les étapes et ont obtenu l'emploi. Cinq de ces emplois étaient en travail social. Presque la moitié des gens n'ont pas reçu de réponse à leur demande et un tiers des gens ont franchi l'étape de l'entrevue. Les diplômes des pays d'origine ne sont pas reconnus. Les années d'études postsecondaires dans les pays d'origine pour obtenir les diplômes ne correspondent pas toujours aux d'études exigées au Canada. Les DIJ connaissent mal le système d'embauche dans l'appareil fédéral canadien. Un nombre important de postulants attribuent les refus de candidature à la discrimination, même si cela n'est pas la cause du refus. Les immigrants francophones qui refont leurs études en droit au Canada connaissent des difficultés importantes à obtenir un stage.
16. Les carrières en justice ont généralement moins d'attrait pour les jeunes immigrants francophones âgés de 12 à 18 ans. Les jeunes ne connaissent pas ces carrières, n'ont pas de modèles pour ces carrières dans leur entourage familial ou voient le système de justice à travers la lentille d'expériences négatives avec la police. En plus, ils croient que leurs familles n'ont pas les moyens financiers leur permettant de poursuivre des études postsecondaires.
17. Les jeunes immigrants ne connaissent généralement pas le système canadien des prêts et bourses leur permettant de poursuivre des études postsecondaires.
18. Les francophones occupent généralement des carrières en justice selon leur poids démographique proportionnel ou sont sous-représentés dans certaines carrières, dont la carrière d'avocat. Les immigrants francophones sont fortement sous-représentés selon leur poids démographique proportionnel dans toutes les carrières en justice.

Les enjeux et les défis identifiés dans cette recherche confirment qu'il sera nécessaire de développer des stratégies et des actions qui ciblent directement les immigrants francophones pour augmenter l'accès à la justice en français et leur participation aux carrières en justice. Une telle stratégie ne peut pas être tout simplement une série de mesures intégrées à une stratégie globale visant la communauté francophone en général.

L'accès à la justice et les carrières en justice pour les immigrants francophones forment un tout. Les immigrants francophones devront se voir et s'entendre chez les professionnels de la justice qui leur rendront des services. D'une part, augmenter le nombre d'immigrants francophones qui exercent une carrière en justice favorisera par le fait même l'accès à la justice en français, et d'autre part, améliorer l'accès à la justice encouragera des immigrants, notamment les jeunes, à vouloir poursuivre des carrières en justice.

L'étude propose quatre grandes orientations stratégiques qui devront guider la mise en œuvre des projets.

1. Positionner l'accès à la justice en français comme un déterminant de l'immigration réussie

Les immigrants francophones ont des besoins relatifs à la justice qui leur sont spécifiques, peu importe leur position le long du continuum de l'immigration. Les cycles de l'immigration comprennent la période de recrutement outre-mer, l'accueil et l'établissement initial, l'intégration et l'enracinement. L'accès à la justice en français devrait être positionné comme un déterminant d'une immigration réussie, au même titre que l'intégration économique, sociale et culturelle des immigrants francophones et que l'accès à des services de santé en français, par exemple.

2. Agir sur les attitudes et les croyances des immigrants francophones face à l'accès à la justice

L'accès à la justice n'est pas vu d'un œil aussi positif que l'accès à la santé, par exemple. Les commentaires de plusieurs répondants ont confirmé la perception qu'une personne devant accéder à un service de justice a un problème. Un nombre important de gens dans les groupes témoins, notamment les réfugiés, ont été marqués par leur propre expérience du système de justice de leur pays d'origine. Ayant connu un système judiciaire faisant preuve d'injustice envers les citoyens ou encore miné par la corruption, ils n'ont aucun intérêt à poursuivre une carrière en justice au Canada. Les AJEF et la FAJEF devront élaborer du matériel de sensibilisation en vue de développer des croyances et des attitudes positives en matière d'accès à la justice et de carrières en justice. Ce matériel devra expliquer, en langage clair et simple, les fondements du système de justice au Canada.

3. Organiser une approche concertée entre les AJEF, la FAJEF et les organismes communautaires

Un grand constat qui se dégage de l'analyse démographique est la répartition inégale des immigrants dans les provinces et territoires. À priori, il faudra accepter que les projets diffèrent selon les régions, en fonction de la répartition des immigrants francophones à travers le pays.

Aussi, presque 30 % des immigrants francophones vivent en Alberta et en Colombie-Britannique, deux provinces où on trouve généralement moins de ressources francophones pouvant servir les communautés. En Ontario, une partie importante des immigrants francophones vivent à Toronto et dans le sud de la province, des régions offrant généralement moins de services en français, comparativement à l'est de la province ou à Sudbury, à titre d'exemple.

En termes d'approche, la conception et la livraison des projets pour immigrants francophones ne se feront pas sur une base provinciale puisque la capacité en matière de l'offre ne se trouve pas nécessairement aux mêmes endroits que la demande. Les AJEF et la FAJEF devront donc déterminer quel organisme est le plus apte à concevoir et à élaborer quel type de projet, selon les antécédents et les forces de chacun. Ensuite, ils décideront ensemble comment mieux livrer ces projets sur le terrain. À peu près tous les projets suggérés devront être réalisés par les AJEF et la FAJEF, celles-ci travaillant ensemble et souvent en partenariat avec des groupes communautaires locaux, selon la nature des projets.

4. Établir des relations de travail avec les communautés immigrantes en utilisant les lieux de rencontres naturels de ces communautés

Des études antérieures ont confirmé que les immigrants, notamment les immigrants récents, ont tendance à se regrouper au sein de leurs groupes culturels ou ethniques, ou encore au sein de leurs lieux de culte. Une étude réalisée à Ottawa en 2009 constatait qu'environ un tiers des immigrants francophones utilisaient les services d'accueil et d'établissement offerts par les groupes communautaires établis à cette fin, qu'un autre tiers des immigrants se fiaient à leur propre famille et à leurs amis pour des avis et conseils et que ceux du dernier tiers utilisaient les avis et conseils de leurs pasteurs ou chefs de file communautaires déjà établis au Canada. Les familles et les réseaux transmettent donc beaucoup d'informations aux nouveaux arrivants. Cela représente un avantage puisque les nouveaux arrivants font confiance à ces personnes et les voient souvent. Cela représente aussi un désavantage. Parfois, les familles, les amis et les chefs de file disposent d'informations partielles ou erronées. Dans ces cas, les nouveaux arrivants sont mal orientés, sans le savoir, et demeurent mal orientés.

Les AJEF et la FAJEF qui veulent rejoindre les immigrants francophones devront développer des relations de travail avec les organismes formels et informels issus des communautés immigrantes elles-mêmes. Ces groupes comprennent les organismes culturels, les organismes

patrimoniaux, les clubs d'immigrants sur les campus, les groupes sportifs, les groupes de femmes, et ainsi de suite.

Des projets proposés concernant l'accès à la justice et les carrières en justice

L'étude propose onze projets.

1. Rehausser le profil de la justice en français en instaurant une *Semaine de l'accès à la justice en français dans les communautés immigrantes francophones*

La Semaine du droit à l'information, le Mois de l'histoire des Noirs et la Semaine de la francophonie sont des événements qui ont lieu chaque année au Canada. Ces événements prestigieux marquent le Canada et rehaussent considérablement le profil des clientèles ciblées. Les AJEF et la FAJEF pourront organiser une *Semaine de l'accès à la justice en français des communautés immigrantes de la francophonie canadienne*. Un tel événement donnerait l'occasion aux AJEF et à la FAJEF, ainsi qu'aux partenaires gouvernementaux et communautaires, de mettre sur pied une série d'événements pour de multiples clientèles cibles afin de rehausser le profil de la justice auprès des communautés immigrantes francophones et des communautés d'accueil. Les AJEF et la FAJEF pourront développer un programme de bourses pour les jeunes immigrants francophones voulant poursuivre une carrière en justice. Les sommes ne seraient pas obligatoirement exorbitantes. Il pourrait s'agir de montants de l'ordre de 500 \$ que les AJEF et la FAJEF offriraient à des jeunes immigrants francophones voulant poursuivre des études pour une carrière en justice. Ce type de projet a comme premier objectif de rehausser le profil des carrières en justice auprès des communautés immigrantes francophones. Ces bourses pourraient être remises lors de la *Semaine de l'accès à la justice en français dans les communautés immigrantes francophones*.

2. Décerner un prix provincial de reconnaissance en matière de justice et d'immigration

La FAJEF et les AJEF pourront décerner un prix de reconnaissance à une personne ou à un organisme qui fait la promotion des enjeux de justice auprès des communautés immigrantes francophones. Un tel prix servirait à rehausser le profil de la justice dans les communautés immigrantes et pourrait être décerné lors de la *Semaine de l'accès à la justice en français dans les communautés immigrantes francophones*.

3. Participer à Destination Canada

Les AJEF et la FAJEF devront participer au projet de Destination Canada dans la phase de recrutement des immigrants, au même titre que le font des organismes économiques, de santé et autres. Les AJEF et la FAJEF pourront profiter de ces occasions pour informer les immigrants potentiels sur des enjeux en matière de justice en français à l'extérieur du Québec. Des contacts pourront être

établis avec les diplômés internationaux en justice (DIJ) pour leur expliquer les avantages et les contraintes de s'installer dans les communautés francophones minoritaires.

4. Concevoir du matériel de sensibilisation adapté à la situation des immigrants

L'étude confirme que les besoins des immigrants évoluent avec le nombre d'années passées au Canada. Il faudra du matériel répondant aux besoins des immigrants, qui évoluent selon les cycles de l'immigration. Pour atteindre la masse des nouveaux arrivants, les AJEF et la FAJEF devront concevoir du matériel pour un segment de la population constitué de clientèles pauvres. Cela aura un impact important sur la perception des familles quant à leur capacité de défrayer des études postsecondaires pour leurs enfants. Le matériel de sensibilisation pour les carrières en justice devra aussi tenir compte des enjeux culturels, des croyances et des attitudes des gens, dont les perceptions négatives à l'égard des policiers, à titre d'exemple.

Tout le matériel devra être en français et rédigé dans un niveau de langue approprié. Il devra aussi utiliser un vocabulaire ayant une signification concrète pour les gens. Par exemple, le concept de droit de la famille n'a pas de résonance pour beaucoup d'immigrants. Il ne faudra pas utiliser des sigles courants dans le matériel puisque ces sigles ne sont pas compris des gens. Cela comprend des sigles aussi répandus que celui de la GRC.

5. Développer des activités de sensibilisation destinées aux immigrants francophones

La FAJEF et les AJEF pourront collaborer avec les organismes communautaires et mettre en œuvre différentes activités de sensibilisation pour atteindre directement les communautés ciblées. Voici trois exemples.

Pièces de théâtre : Les pièces de théâtre ayant un message social communautaire sont des excellents outils de sensibilisation communautaire. La pièce serait accompagnée d'un outil de sensibilisation remis à chaque participant.

Insertion de matériel relatif à la justice dans le matériel pédagogique scolaire des écoles élémentaires et secondaires : Les enfants des immigrants, notamment les adolescents, transmettent souvent des informations à leurs parents. Les AJEF et la FAJEF pourront travailler avec les conseils scolaires et les ministères de l'Éducation de leurs provinces pour élaborer du matériel relatif à la justice à l'intention des immigrants. L'AJEF pourrait travailler de près avec les personnes œuvrant en établissement dans les écoles qui offrent des services d'intégration aux parents et aux enfants immigrants, là où ce service est offert.

Insertion de matériel relatif à la justice dans les clubs et associations sur les campus des collèges et universités : Plusieurs communautés immigrantes francophones ont créé des clubs et des regroupements sur les campus des collèges et universités. Les AJEF et la FAJEF pourront développer des relations de travail avec ces clubs et regroupements pour

élaborer et transmettre du matériel de sensibilisation et d'information relatif à la justice. Ces jeunes adultes agissent souvent comme courroie d'information pour leurs parents et leurs jeunes frères et sœurs.

6. Appuyer la formation des diplômés internationaux en justice (DIJ)

La grande majorité d'immigrants francophones sont originaires de pays régis par le droit civil. Les immigrants formés en droit civil dans leur pays d'origine devront refaire une formation en common law pour pouvoir pratiquer à l'extérieur du Québec. La question qui sera posée concernera le temps qu'ils devront consacrer aux études. Devront-ils compléter le programme au complet ou sera-t-il possible de prévoir des cours d'appoint et de mise à niveau des connaissances? Une étude sur la transférabilité des professions réalisée en 2003 pour RHDCC concluait que la profession du droit était une des moins transférables au Canada, ayant un indice de transférabilité à peu près identique à celui de la profession de spécialiste du contrôle de la circulation aérienne.

Une recherche approfondie est nécessaire pour mieux connaître et comprendre tous les enjeux concernant la formation initiale des DIJ et les cours qui seront requis pour leur permettre de travailler dans une carrière en justice au Canada.

7. Appuyer l'obtention de stages des juristes

La recherche a constaté qu'un certain nombre d'immigrants qui ont refait leurs études au Canada ont connu un obstacle important. Ils ont eu beaucoup de difficultés à obtenir un stage d'avocat. Nous avons eu des témoignages de gens qui avaient soumis des demandes à 20 endroits, d'autres à 60 endroits et un à une centaine d'endroits avant d'obtenir un stage, ou pire, sans réussir à obtenir un stage. L'obtention d'un stage est le résultat de nombreux facteurs, incluant les notes de classe, les contacts de la personne et les antécédents familiaux. Les cabinets privés ne sont pas des œuvres de charité. Ils ne sont pas non plus des organismes d'établissement d'immigrants. Ils n'ont pas d'obligation de créer des places de stage pour les immigrants. Les AJEF et la FAJEF devront approcher les gouvernements pour mettre en œuvre des programmes facilitant l'accès à des stages pour les immigrants. Certains organismes ont développé des programmes de relais (*bridging programs*) pour les juristes ou les médecins formés à l'étranger. Ces programmes connaissent un certain succès, mais les nombres en question sont minimes.

La FAJEF devra mettre sur pied un service national pour appuyer les immigrants qui refont leurs études au Canada à obtenir des stages. Le Bureau de la traduction a établi un programme pour améliorer la capacité du secteur langagier du Canada. Un des volets de ce programme appuie l'offre de stages et est mis en œuvre par la Fédération de la jeunesse canadienne-française. La FAJEF pourrait s'inspirer de ce modèle et mettre sur pied un service à l'intention des immigrants faisant des études en droit ou dans d'autres

carrières en justice dans les communautés francophones minoritaires pour les appuyer dans l'obtention de stages. Les services rendus pourraient varier du plus simple au plus complexe. Voici quelques exemples :

- Une formation en matière de rédaction de curriculum vitae qui puisse répondre aux impératifs culturels et d'affaires du Canada;
- Une formation pour se préparer aux entrevues pour les stages;
- La création et le maintien d'un réseau de contacts dans les milieux de la justice et des affaires.

La FAJEF devra tenir compte de certains facteurs culturels chez les immigrants. Les participants aux groupes témoins ont affirmé que les immigrants n'aiment pas demander de l'aide. Ils sentent qu'ils doivent se prouver plus que les non-immigrants et cela crée des frustrations.

8. Appuyer l'aiguillage vers des carrières en justice

La reconnaissance des diplômes et des acquis d'autres pays est un enjeu complexe. Demander aux gens s'ils ont complété un programme d'études de premier ou de deuxième cycle ne procure aucune information pertinente. Une formation de premier cycle peut correspondre à deux années d'études en travail social dans certains pays. Au Canada, deux années d'études en travail social ne suffisent pas à former un travailleur social. Un diplôme de deuxième cycle peut correspondre à quatre années d'études en droit, ce qui permet à une personne de devenir juriste dans une banque, comme exemple.

L'enjeu est immense. Les gens croient sincèrement qu'ils peuvent répondre aux exigences de l'emploi et accomplir le travail en raison des études terminées dans leur pays. Ils sont souvent blessés d'apprendre, en arrivant au Canada, que leurs qualifications ne suffisent pas. Le terme « travailleur qualifié » porte à confusion. Les immigrants trouvent difficile de comprendre comment une personne peut être « qualifiée » pour immigrer au Canada, mais ne pas être « qualifiée » pour travailler au Canada dans sa profession.

Les AJEF et la FAJEF pourront développer un service d'aiguillage vers des carrières en justice, en collaboration avec les organismes d'accueil et d'établissement qui existent déjà dans les communautés. Ce service pourrait appuyer les immigrants dans leur choix de carrière, même si la carrière canadienne choisie n'était pas la même que celle pratiquée dans le pays d'origine. Par exemple, il existe des professions dans le domaine de la justice, comme celles de policier, de traducteur, d'interprète et d'autres encore, dans lesquelles les immigrants pourraient œuvrer sans être obligés de refaire des années d'études. Le fait d'être diplômé en droit offrirait un avantage concurrentiel pour obtenir l'emploi.

Le service d'aiguillage devra être en mesure d'accomplir les tâches suivantes, entre autres :

- Accueillir tout immigrant francophone qui a déjà une formation dans un domaine de justice dans son pays d'origine;
- Analyser en personne le dossier avec l'individu;
- Poser un jugement sur ses meilleures possibilités d'accéder à une carrière en justice au Canada;
- Recommander un plan de carrière personnel en conséquence.

Les recommandations varieront pour chaque individu. Ce dernier pourrait :

- Suivre une formation supplémentaire pour accéder à la carrière de choix;
- S'orienter vers une carrière dans un autre domaine de la justice;
- S'orienter vers une carrière dans un domaine autre que celui de la justice.

Le défi d'augmenter la participation des immigrants francophones aux carrières en justice est collectif, mais les solutions à apporter sont individuelles puisque chaque candidat possède son propre parcours et chaque dossier est unique. Il faudra donc revoir le dossier de chaque personne concernée.

9. Appuyer la maîtrise de l'anglais

La maîtrise de l'anglais est un enjeu qui a été soulevé lors des discussions des groupes témoins. Il est essentiel de maîtriser l'anglais pour exercer à peu près toutes les carrières en justice au Canada. Les AJEF et la FAJEF devront développer un projet qui analyse tous les enjeux entourant la maîtrise de l'anglais pour les immigrants francophones voulant faire carrière en justice. Cette analyse devra approfondir les connaissances sur ces enjeux et proposer des pistes de solution pour assurer l'apprentissage de l'anglais d'un niveau répondant aux besoins des gens poursuivant des carrières en justice.

10. Transmettre des informations pertinentes aux immigrants en matière de carrières en justice

Généralement, les immigrants francophones connaissent mal les carrières en justice au Canada ou n'en savent rien du tout. Ils ne connaissent pas la common law, pas plus que les diverses carrières qui y sont associées. Un grand nombre de répondants n'avaient aucune idée de ce que sont certaines carrières, dont celle d'agent de probation comme exemple. Certaines personnes connaissaient le terme utilisé pour décrire une carrière, mais l'interprétaient selon leur expérience civiliste. Par exemple, les gens confondaient le terme juge de paix avec celui d'agent de paix du Code civil. Certaines personnes ne connaissaient pas du tout le terme utilisé, mais une fois que le terme leur était expliqué, ils reconnaissaient la carrière qui y est associée – huissier ou *sheriff* comme exemple. Dans certains pays civilistes, le terme commissaire-priseur est utilisé pour désigner cette fonction.

Les AJEF et la FAJEF devront aussi préciser les exigences en matière de citoyenneté pour chacune des carrières en justice.

11. Éveiller l'intérêt des jeunes à poursuivre des carrières en justice

Les AJEF et la FAJEF devront préparer un projet pour approcher les jeunes immigrants francophones et les intéresser à faire carrière en justice. Plusieurs systèmes scolaires francophones utilisent le modèle scolaire primaire-secondaire (maternelle à 6^e année et 7^e à 12^e année). Rendus en 9^e année, les jeunes ont déjà commencé à orienter leurs études en fonction d'une carrière. Les jeunes du secondaire dans les groupes témoins ont confirmé que leur vision d'une carrière se manifestait effectivement vers la 6^e ou la 7^e année. Les AJEF et la FAJEF pourront travailler avec les ministères de l'Éducation de leurs provinces et les conseils scolaires pour élaborer du matériel relatif à la justice à l'intention des immigrants. En termes de carrières en justice, ce matériel devra informer les parents sur les possibilités de carrières pour leurs enfants et sur les divers appuis financiers disponibles pour faciliter l'accès aux études postsecondaires.

Un projet intéressant déjà mis en œuvre à Ottawa est l'implantation d'une concentration en justice au niveau secondaire. Le programme amène l'élève à prendre conscience des multiples facettes du milieu de la justice en français en Ontario, au Canada et à l'international. L'élève qui terminera en 12^e année le programme de concentration en justice recevra son diplôme d'études secondaires et se verra octroyer un certificat en justice en plus de son diplôme. Cette certification lui donnera un accès prioritaire aux nombreux programmes en justice offerts par la Cité collégiale et l'Université d'Ottawa. Les AJEF et la FAJEF devront explorer la possibilité de mettre sur pied une concentration en justice dans au moins une école secondaire de chaque province où sont concentrés les immigrants francophones dans les communautés minoritaires francophones.

Les AJEF et la FAJEF dans les provinces et territoires devront constituer une banque de personnes ressources

composée d'immigrants francophones qui exercent déjà des carrières en justice. Ce sont ces personnes qui devront approcher les jeunes immigrants dans les écoles. Les jeunes doivent se voir et se reconnaître dans les personnes qui leur parleront de ces carrières.

Les AJEF et la FAJEF devront aussi donner des informations précises sur les programmes de prêts et bourses disponibles partout au Canada pour poursuivre des études postsecondaires. Les groupes témoins ont confirmé qu'il ne faut pas prendre pour acquis le fait que les jeunes immigrants connaissent ces programmes.

Les AJEF et la FAJEF devront aussi concevoir du matériel distinct selon le genre, pour encourager notamment les jeunes filles et les adolescentes à faire carrière d'abord, et à se diriger vers une carrière en justice par la suite.

Conclusion

L'immigration francophone occasionne une transformation de la vie même des immigrants et de la vie des communautés qui les accueillent. Cette étude confirme qu'il est nécessaire d'organiser des services favorisant l'accès à la justice en français pour les immigrants francophones. Les stratégies et les projets sont proposés à titre de suggestion. La forme et les modalités de ces projets varieront selon les circonstances de chaque communauté.

L'élément le plus important qui ressort de cette étude est la nécessité de travailler en concertation. Aucun organisme travaillant isolément, que ce soit une AJEF, un groupe communautaire ou un groupe issu d'une communauté immigrante, ne pourra répondre aux besoins identifiés. Il sera nécessaire d'imaginer une concertation qui déborde du cadre territorial des régions, des provinces et des territoires et dépasse les frontières institutionnelles.

2. LE MANDAT

La Fédération des associations de juristes d'expression française de common law inc. (ci-après appelée la FAJEF) est le regroupement des associations régionales, provinciales et territoriales de juristes d'expression française engagées à promouvoir et à défendre les droits linguistiques des communautés francophones et acadiennes, notamment en favorisant l'accès à la justice en français partout au Canada.

La FAJEF accomplit sa mission en :

- Facilitant la concertation et le partenariat;
- Agissant comme porte-parole national et international de ses membres;
- Fournissant des services de soutien aux membres;
- Favorisant le regroupement des juristes de langue française dans toutes les juridictions de common law du Canada.

Le localisateur de ressources uniformes (adresse URL) de la FAJEF est le <http://accesjustice.ca/contact.php>.

La FAJEF veut mettre en œuvre une stratégie visant à mieux répondre aux besoins des immigrants d'expression française vivant dans les communautés francophones en situation minoritaire (CFSM). Ces besoins se situent à deux niveaux, soit les défis à relever au moment de leur établissement au Canada et les défis à relever lorsqu'ils doivent accéder à des services de justice en français.

La FAJEF a accordé les mandats suivants à notre firme.

Le Prestataire fournit les services suivants dès le 1^{er} février 2010 et la date d'achèvement est, au plus tard, le 31 décembre 2010 :

Mandat un : La recherche, la consultation et la rédaction d'une étude nationale sur les besoins, les priorités et les pistes d'action possibles en matière d'information et d'orientation reliées à la justice et au droit auprès des nouveaux arrivants francophones vivant en situation linguistique minoritaire. L'étude nationale aura à traiter notamment des éléments suivants :

- 1. Identification des besoins, des priorités et des pistes d'action possibles en termes d'information et d'orientation en justice et en droit pour les nouveaux arrivants francophones vivant en situation linguistique minoritaire, et ce, afin que ceux-ci puissent mieux relever les défis de leur établissement.*
- 2. Identification des besoins, des priorités et des pistes d'action possibles en termes de ressources d'information et d'orientation en justice et en droit pour les nouveaux arrivants francophones vivant en situation linguistique minoritaire, et ce, afin que ceux-ci puissent avoir un meilleur accès à la justice en français.*
- 3. Faciliter et aider au développement, s'il y a lieu, de projets nationaux, régionaux ou provinciaux pour répondre aux besoins et priorités identifiés par l'étude nationale.*

Mandat deux : La recherche et la consultation auprès des nouveaux arrivants francophones, ainsi que la rédaction d'une étude nationale sur les opportunités, les difficultés, les enjeux particuliers, ainsi que les pistes d'action possibles à considérer en matière de promotion des carrières dans le secteur de la justice auprès des nouveaux arrivants francophones vivant en situation linguistique minoritaire.

Pour les fins de cette étude les carrières en justice sont définies de façon large pour inclure, entre autres, les membres du personnel de soutien comme les greffières et les greffiers, les secrétaires ou les adjointes juridiques, ainsi que les gendarmes, les agents correctionnels et autres.

Voici les questions principales qui doivent être traitées par l'étude nationale :

- 1. Est-ce que les nouveaux arrivants francophones connaissent présentement les possibilités de carrières dans le secteur de la justice? Si non, comment pourrait-on mieux faire connaître les possibilités de carrières dans le secteur de la justice auprès des nouveaux arrivants francophones? Si oui, existe-t-il un intérêt chez les nouveaux arrivants francophones pour les carrières dans le secteur de la justice?*
- 2. Existe-t-il des opportunités, des difficultés ou des enjeux particuliers à connaître et à considérer lors de la promotion des carrières dans le secteur de la justice auprès des nouveaux arrivants francophones? Si oui, lesquels?*
- 3. À la lumière des opportunités, des difficultés et des enjeux particuliers susmentionnés, quelles seraient certaines pistes d'action, aux niveaux national, régional et provincial, pour bien promouvoir les carrières en justice auprès des nouveaux arrivants francophones?*
- 4. La méthodologie détaillée à utiliser pour l'étude nationale devra être remise par écrit à la FAJEF, par exemple, le nombre d'entrevues téléphoniques, l'utilisation de groupes de références, l'échantillonnage, etc.*

3. LA PRÉSENTATION DU RAPPORT

Le rapport présente les éléments suivants :

- Le portrait démographique des immigrants francophones dans les communautés minoritaires francophones au Canada (voir section 4);
- La méthodologie utilisée pour la collecte des données (voir section 5);
- Les constats qui se dégagent de la collecte de données relatifs au premier mandat concernant l'accès à la justice (voir section 6);
- Les constats qui se dégagent de la collecte de données relatifs au second mandat concernant les carrières en justice (voir section 7);
- L'analyse documentaire (voir section 8);
- Les données concernant la distribution de la population dans diverses carrières en justice (voir section 9);
- Les conclusions de l'étude (voir section 10);
- Les axes stratégiques (voir section 11);
- Les propositions de projets (voir section 12).

4. L'ANALYSE DÉMOGRAPHIQUE

Le Canada est un pays d'immigration. Selon Statistique Canada (données disponibles le 23 décembre 2009), au 1^{er} octobre 2009, la population canadienne s'élevait à

33 873 400 habitants. Au cours du troisième trimestre, la population canadienne affichait une croissance de 133 500 personnes (+ 0,40 %). Un peu plus des deux tiers de cette hausse s'explique par l'apport de la migration internationale (+ 90 500 personnes).

Comme pays d'immigration, les différents paliers de gouvernement et les diverses communautés s'efforcent de recruter des immigrants aptes à contribuer activement au développement de la société canadienne.

Le gouvernement canadien a annoncé un plan stratégique en immigration dans les CFSM en septembre 2006. (Voir le site Web : <http://www.cic.gc.ca/FRANCAIS/pdf/pub/plan-minoritaire.pdf>.) Ce plan prévoit que le nombre d'immigrants et de réfugiés d'expression française devant s'établir à l'extérieur du Québec passera de 1 500 à 2 000 personnes par année à environ 8 000 à 10 000 personnes par année au cours des années 2007 à 2023. Ce plan découle d'une série de travaux menés notamment par le commissaire aux langues officielles et la FCFA à la fin de la dernière décennie.

4.1. Définition des paramètres : les immigrants francophones dans les CFSM – 2006

Il importe de connaître où vivent les immigrants francophones dans les CFSM afin d'élaborer une stratégie qui rejoindra les groupes et les personnes ciblés. Ce tour d'horizon démographique permettra aussi d'effectuer l'échantillonnage pour la collecte de données.

L'analyse démographique utilise les données du recensement de 2006. Deux termes sont à circonscrire à priori, soit les termes « francophone » et « immigrant ».

4.2. Le terme « francophone »

Pour définir le terme « francophone », nous utilisons la variable *Première langue officielle parlée* (PLOP) de Statistique Canada. (Voir : <http://www.statcan.gc.ca/concepts/definitions/language-langue05-fra.htm>.) Cette variable a été approuvée comme norme ministérielle le 20 avril 2009.

Le site Web de Statistique Canada définit ainsi la variable PLOP.

Définition

Première langue officielle parlée désigne une variable précisée dans le cadre de la Loi sur les langues officielles. Cette variable permet d'identifier la personne selon la première langue officielle (c.-à.-d. l'anglais ou le français) parlée par cette personne.

Personne s'entend de l'individu et il s'agit de l'unité d'analyse utilisée pour la plupart des programmes de la statistique sociale.

Dérivation

Première langue officielle parlée de la personne est dérivée. La méthode utilisée pour déterminer cette variable est décrite dans les règlements concernant l'utilisation des langues officielles pour la prestation de services au public et tient d'abord compte de la connaissance des deux langues officielles, puis de la langue maternelle, et enfin, de la langue parlée à la maison (c.-à.-d. la langue parlée le plus souvent à la maison).

Pour l'établissement de la variable, à la question concernant la connaissance des langues officielles, les personnes qui indiquent pouvoir soutenir une conversation en français seulement se voient attribuer le « français » comme première langue officielle parlée. Les personnes qui déclarent pouvoir soutenir une conversation en anglais seulement se voient attribuer l'« anglais » comme première langue officielle parlée.

Les réponses aux questions sur la langue maternelle et la langue parlée à la maison servent par la suite à établir la première langue officielle parlée par les personnes qui déclarent parler à la fois l'anglais et le français suffisamment bien pour soutenir une conversation, ou qui déclarent qu'elles ne peuvent parler ni l'une ni l'autre des deux langues officielles. De façon plus particulière, la catégorie « français » comprend les personnes (non encore classées) dont la langue maternelle est le français seulement, ou encore le français et au moins une langue non officielle. La catégorie « anglais » comprend les personnes (non encore classées) dont la langue maternelle est l'anglais seulement, ou l'anglais et au moins une langue non officielle.

Dans le cas des personnes qui ne sont pas classées selon les critères qui précèdent, celles qui parlent le français seulement ou le français et au moins une langue non officielle le plus souvent à la maison sont classées dans la catégorie « français ». Les personnes sont classées dans la catégorie « anglais » lorsque l'anglais seulement ou l'anglais et au moins une langue non officielle sont parlés le plus souvent à la maison.

Les personnes sont classées dans « anglais et français » lorsqu'elles parlent à la fois l'anglais et le français suffisamment bien pour soutenir une conversation et lorsque leur langue maternelle et leur langue parlée à la maison sont à la fois l'anglais et le français, ou ni l'anglais, ni le français.

Les personnes sont classées dans « ni anglais ni français » lorsqu'elles ne parlent ni l'anglais ni le français suffisamment bien pour soutenir une conversation et lorsque leur langue maternelle et leur langue parlée le plus souvent à la maison est une langue autre que l'anglais ou le français.

Les règles de dérivation attribuent des langues particulières aux personnes, comme suit.

Anglais

Cette catégorie comprend :

- 1. les personnes qui parlent suffisamment bien l'anglais pour soutenir une conversation et qui ne peuvent soutenir une conversation en français;*
- 2. les personnes qui parlent à la fois l'anglais et le français suffisamment bien pour soutenir une conversation dont l'anglais est la langue maternelle, ou une de leurs langues maternelles avec une autre langue que le français;*
- 3. les personnes qui ne parlent ni l'anglais ni le français suffisamment bien pour soutenir une conversation dont l'anglais est la langue maternelle, ou une de leurs langues maternelles avec une autre langue que le français;*
- 4. les personnes qui ne sont pas classées selon les critères qui précèdent, qui parlent à la fois l'anglais et le français suffisamment bien pour soutenir une conversation et dont la principale langue parlée à la maison est l'anglais ou l'anglais et une autre langue que le français; et*

5. *les personnes qui ne sont pas classées selon les critères qui précèdent, qui ne parlent ni l'anglais ni le français suffisamment bien pour soutenir une conversation et dont la principale langue parlée à la maison est l'anglais ou l'anglais et une autre langue que le français.*

Français

Cette catégorie comprend :

1. *les personnes qui parlent suffisamment bien le français pour soutenir une conversation et qui ne peuvent soutenir une conversation en anglais;*
2. *les personnes qui parlent à la fois le français et l'anglais suffisamment bien pour soutenir une conversation dont le français est la langue maternelle, ou une de leurs langues maternelles avec une autre langue que l'anglais;*
3. *les personnes qui ne parlent ni l'anglais ni le français suffisamment bien pour soutenir une conversation dont le français est la langue maternelle, ou une de leurs langues maternelles avec une autre langue que l'anglais;*
4. *les personnes qui ne sont pas classées selon les critères qui précèdent, qui parlent à la fois le français et l'anglais suffisamment bien pour soutenir une conversation et dont la principale langue parlée à la maison est le français ou le français et une autre langue que l'anglais; et*
5. *les personnes qui ne sont pas classées selon les critères qui précèdent, qui ne parlent ni l'anglais ni le français suffisamment bien pour soutenir une conversation et dont la principale langue parlée à la maison est le français ou le français et une autre langue que l'anglais.*

Anglais et français

Cette catégorie comprend :

1. *les personnes qui parlent à la fois l'anglais et le français suffisamment bien pour soutenir une conversation et dont les langues maternelles et les principales langues parlées à la maison sont à la fois l'anglais et le français;*
2. *les personnes qui parlent à la fois l'anglais et le français suffisamment bien pour soutenir une conversation et dont les langues maternelles et les principales langues parlées à la maison ne sont ni l'anglais ni le français.*

La dérivation PLOP Français (PLOP F), combinée à la dérivation Français et Anglais (F + A) donne le nombre total de personnes communément désignées comme « francophones » dans les CFSM. Cette dérivation a l'avantage d'inclure à peu près tous les immigrants dans les CFSM qui utilisent ou peuvent utiliser le français, contrairement à la catégorie Langue Maternelle qui comprend uniquement les gens pour qui le français est la première langue apprise et encore comprise. De nombreux immigrants « francophones » ont comme langue maternelle une langue du pays d'origine qui n'est pas le français. Le français est tout de même leur première langue officielle canadienne d'usage dans leur pays d'origine. C'est le cas, par exemple, de nombreux Congolais et Béninois. La dérivation PLOP comprend donc ces personnes. Ce qui est moins connu par contre est jusqu'à quel point la dérivation F + A englobe des gens pouvant réellement soutenir une conversation en français.

4.3. Le terme « immigrant »

Selon Statistique Canada, les immigrants sont *des personnes nées à l'extérieur du Canada qui sont ou qui ont été des immigrants reçus. Un immigrant reçu est une personne qui a obtenu des autorités de l'immigration le droit de vivre au Canada en permanence. Certains immigrants vivent au Canada depuis de nombreuses années, tandis que d'autres sont arrivés récemment.*

Statistique Canada regroupe les immigrants selon leur période d'arrivée (c.-à-d. le moment où on leur a accordé le statut d'immigrant ayant obtenu le droit d'établissement), comme suit :

De longue date : ceux qui sont arrivés au Canada avant 1986.

Établis : ceux qui sont arrivés au Canada entre 1986 et 1995.

Récents : ceux qui sont arrivés au Canada entre 1996 et 2000.

Nouveaux : ceux qui sont arrivés au Canada de 2001 à 2006.

La question précise du questionnaire de recensement de la population est « *En quelle année cette personne est-elle devenue un immigrant reçu pour la première fois?* ».

Les enfants d'immigrants nés au Canada sont comptabilisés avec la population née au Canada.

4.4. Les questions de recherche démographique

Cette recherche vise à déterminer des stratégies pour augmenter l'accès à la justice en français pour les immigrants dans les CFSM. Les stratégies doivent être locales, régionales et nationales. Pour respecter ces paramètres, l'analyse démographique vise à répondre à la question suivante :

- Où vivent les immigrants francophones dans les CFSM?

Pour répondre à cette question, nous avons utilisé la catégorie de données sous la rubrique *Population totale des immigrants*. Cette catégorie donne la population totale des immigrants francophones dans les CFSM, en faisant abstraction de leur année d'arrivée au Canada.

4.5. L'abréviation utilisée

En dernier lieu, nous signalons que nous utilisons les directives d'adressage normalisé de Postes Canada pour l'abréviation des provinces et territoires.

(Voir <http://www.postescanada.ca/tools/pg/manual/PGaddress-f.asp>.)

Province ou territoire – français	Abréviation	Province ou territoire – anglais
Alberta	AB	Alberta
Colombie-Britannique	BC	British Columbia
Île-du-Prince-Édouard	PE	Prince Edward Island
Manitoba	MB	Manitoba
Nouveau-Brunswick	NB	New Brunswick
Nouvelle-Écosse	NS	Nova Scotia
Nunavut	NU	Nunavut

Province ou territoire – français	Abréviation	Province ou territoire – anglais
Ontario	ON	Ontario
Québec	QC	Québec
Saskatchewan	SK	Saskatchewan
Terre-Neuve-et-Labrador	NL	Newfoundland and Labrador
Territoires du Nord-Ouest	NT	Northwest Territories
Yukon	YT	Yukon

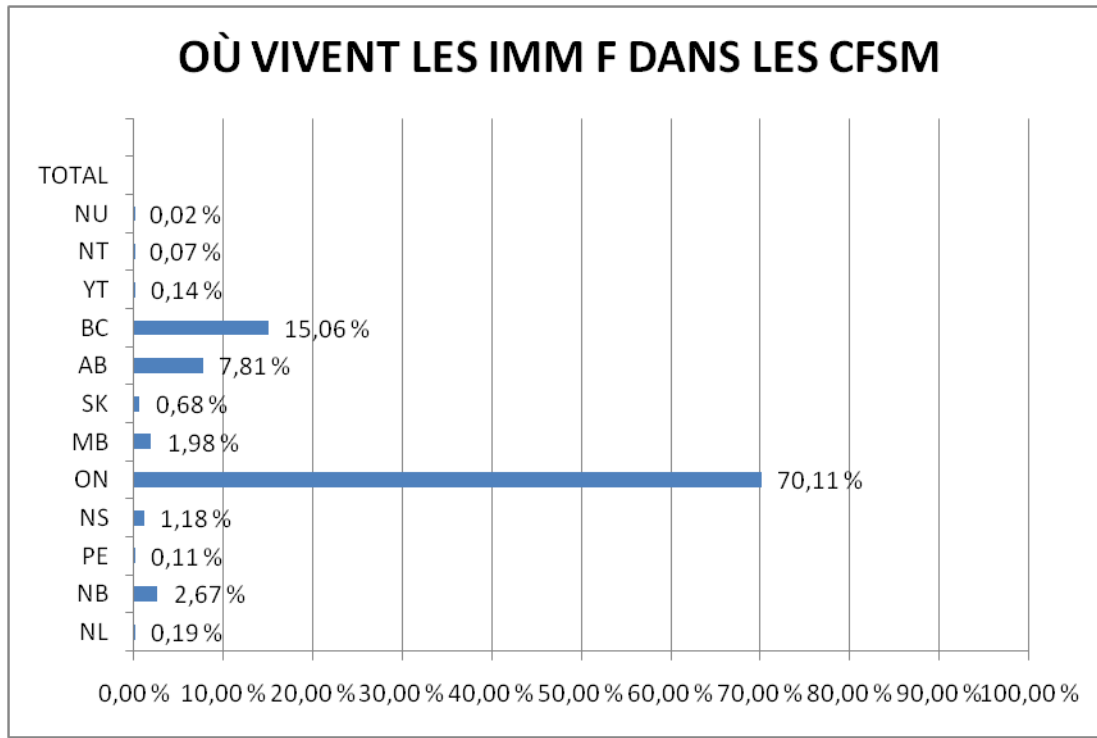
4.6. L'immigration francophone totale dans les provinces et territoires

Notons que les données du recensement de 2006 sont tirées d'un échantillonnage de la population. Il est nécessaire de tenir compte des limites méthodologiques dans l'analyse des données et les conclusions qui en sont tirées, notamment lorsqu'il s'agit de petits nombres.

Le Tableau 1 et la Figure 1 présentent la population totale immigrante francophone dans chaque province et territoire. On dénombre un total de 136 945 immigrants francophones vivant à l'extérieur du Québec. L'Ontario compte 96 000 immigrants francophones, la Colombie-Britannique en compte plus de 20 000 et l'Alberta, plus de 10 000. Le reste est réparti dans les autres provinces et territoires.

Tableau 1 – Population immigrante francophone totale, par province et territoire des CFMS

PROVINCE / TERRITOIRE	POPULATION TOTALE IMMIGRANTS F + (F + A)	% DE L'IMMIGRATION TOTALE PAR P/T
NL	255	0,19 %
NB	3 660	2,67 %
PE	150	0,11 %
NS	1 610	1,18 %
ON	96 010	70,11 %
MB	2 705	1,98 %
SK	930	0,68 %
AB	10 695	7,81 %
BC	20 620	15,06 %
YT	190	0,14 %
NT	95	0,07 %
NU	25	0,02 %
TOTAL	136 945	

Figure 1 – Proportion de la population immigrante francophone totale dans chaque CFSM

Ce premier tableau permet de constater que 93 % de tous les immigrants francophones dans les CFSM vivent en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique, ces trois provinces étant historiquement les principaux pôles d'attraction des immigrants au Canada.

4.7. Proportion de l'immigration francophone sur la population francophone totale, par province et territoire

Le Tableau 2 présente le portrait de la population totale des francophones dans les CFSM. (Il s'agit toujours de la catégorie PLOP.) Nous additionnons PLOP F et PLOP F + A pour déterminer la population francophone totale. Ensuite, nous identifions la population immigrante PLOP F et la population immigrante PLOP F + A pour obtenir la population immigrante F totale, soit le nombre 136 945 qu'on retrouve aussi dans le Tableau 1.

Tableau 2 – Population F totale et population immigrante F totale dans les CFSM

P/T	PLOP F	PLOP F ET A	POP TOTALE PLOP F + (F ET A)	POP TOTALE IMM PLOP F	POP TOTALE IMM PLOP (F + A)	POP TOTALE IMM F + (F + A)
NL	1 835	195	2 030	165	90	255
NB	234 155	1 945	236 100	3 080	580	3 660
PE	5 085	95	5 180	90	60	150

P/T	PLOP F	PLOP F ET A	POP TOTALE PLOP F + (F ET A)	POP TOTALE IMM PLOP F	POP TOTALE IMM PLOP (F + A)	POP TOTALE IMM F + (F + A)
NS	31 510	1 430	32 940	970	640	1 610
ON	497 150	80 885	578 035	40 645	55 365	96 010
MB	42 130	1 985	44 115	1 645	1 060	2 705
SK	14 475	745	15 220	520	410	930
AB	58 575	8 425	67 000	5 035	5 660	10 695
BC	53 060	17 350	70 410	8 530	12 090	20 620
YT	1 125	120	1 245	135	55	190
NT	950	110	1 060	50	45	95
NU	385	75	460	15	10	25
TOTAL	940 435	113 360	1 053 795	60 880	76 065	136 945

Le Tableau 2 présente quelques données sur lesquelles il faut s'attarder. La population francophone totale dans les CFMS compte 1 053 795 personnes, dont 136 945 sont immigrantes. Parmi ces personnes immigrantes, 60 880 sont dans la catégorie PLOP F tandis que 76 065 sont dans la catégorie PLOP F et A. Les pays d'origine des immigrants nous fournissent des informations pertinentes à cet égard et nous ouvrent certaines pistes de recherche. Le Tableau 3 présente les pays d'origine des immigrants dans les catégories PLOP F et F + A pour la province de l'Ontario.

Tableau 3 – Régions d'origine, immigrants F et immigrants F + A - Ontario 2006

Ontario – 2006 – Immigrants	PLOP Français	PLOP Français et anglais
Immigrants	40 645	55 365
États-Unis d'Amérique	1 235	445
Amérique centrale	325	1 485
Antilles et Bermudes	4 505	785
Amérique du Sud	475	2 515
Europe	14 065	21 580
Europe occidentale	10 460	1 935
Europe orientale	1 265	11 990
Europe méridionale	1 955	7 310
Italie	865	2 150
Autre Europe méridionale	1 085	5 160
Europe septentrionale	390	350
Royaume-Uni	320	180
Autre Europe septentrionale	75	165

Ontario – 2006 – Immigrants	PLOP Français	PLOP Français et anglais
Afrique	15 320	6 605
Afrique occidentale	1 275	390
Afrique orientale	4 915	2 915
Afrique du Nord	4 895	2 785
Afrique centrale	4 205	450
Afrique méridionale	35	55
Asie et Moyen-Orient	4 595	21 890
Asie occidentale et centrale et Moyen-Orient	2 735	9 375
Asie orientale	570	5 195
Chine, République populaire de	360	2 700
Hong Kong, zone administrative spéciale	85	1 475
Autre Asie orientale	125	1 020
Asie du Sud-Est	985	2 670
Philippines	25	340
Autre Asie du Sud-Est	955	2 330
Asie méridionale	315	4 655
Inde	115	2 150
Autre Asie méridionale	195	2 505
Océanie et autres	125	60

Dans la deuxième rangée du Tableau 3, on retrouve les nombres cités au Tableau 2, soit 40 645, représentant la population immigrante PLOP F, et 55 365, la population immigrante PLOP F + A. Les régions d'origine sont énumérées sous chacun de ces nombres.

L'analyse de la catégorie PLOP F pour l'Europe montre que 10 460 immigrants, sur un total de 14 065 dans cette catégorie, viennent de l'Europe occidentale. Cette région est constituée des pays suivants, selon Statistique Canada :

- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Allemagne • Autriche • Belgique • France • Liechtenstein | <ul style="list-style-type: none"> • Luxembourg • Monaco • Pays-Bas • Suisse |
|--|--|

(Voir : <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/ref/dict/app-ann010-fra.cfm> - nt6.)

Comme on peut s'y attendre, on retrouve la France, la Belgique et la Suisse parmi les pays d'origine des immigrants dans la catégorie PLOP F.

Par contre, le Tableau 3 révèle aussi qu'un plus grand nombre d'immigrants de l'Europe orientale se retrouve dans la catégorie PLOP F + A (11 990) comparativement au nombre d'immigrants de l'Europe occidentale dans la catégorie PLOP F (10 460). Ceci est une donnée révélatrice.

L'Europe orientale est la région constituée des pays suivants selon Statistique Canada :

- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Bulgarie • Hongrie • Pologne • République fédérale tchèque et slovaque, ancienne <ul style="list-style-type: none"> • Tchéquie, République • Slovaquie • Tchécoslovaquie • Roumanie • URSS, ancienne (composante de l'Europe) <ul style="list-style-type: none"> • Républiques baltes, anciennement soviétiques | <ul style="list-style-type: none"> • Estonie • Lettonie • Lituanie • Républiques de l'Europe orientale, anciennement soviétiques <ul style="list-style-type: none"> • Bélarus • Russie, Fédération de • Moldavie, République de • Ukraine • URSS |
|--|--|

Le Tableau 3 montre aussi des communautés immigrantes francophones importantes en provenance de pays tels la Chine et d'autres pays d'Asie. La recherche devra identifier des ressortissants immigrants de ces pays pour sonder leurs perspectives concernant des carrières en justice en français en Ontario. Ces pays sont rarement ceux qui viennent en premier lieu à l'esprit des chefs de file lorsqu'ils pensent à des immigrants francophones. Notre firme a animé de nombreuses séances avec les organismes d'accueil et d'établissement d'immigrants francophones en Ontario et il est rare de voir des participants originaires d'Asie dans ces séances. Cela nous indique que la méthodologie de la recherche devra prévoir des nouvelles façons de rejoindre ces immigrants francophones en Ontario. La tenue des groupes témoins aidera notamment à déterminer si les ressortissants de ces pays peuvent et veulent poursuivre des carrières en français.

Statistique Canada a publié une étude en avril 2010 sur les comportements des immigrants francophones dans les communautés minoritaires. Une des conclusions de l'étude était que *« les immigrants de PLOP français-anglais partagent beaucoup plus de comportements et de caractéristiques avec les immigrants non francophones qu'avec les immigrants de PLOP français. »* Ce phénomène aura des effets importants sur les stratégies à mettre en œuvre pour rejoindre ces immigrants.

Voir : Portrait statistique de la population immigrante de langue française à l'extérieur du Québec (1991 à 2006) - <http://www.statcan.gc.ca/pub/89-641-x/89-641-x2010001-fra.htm>.

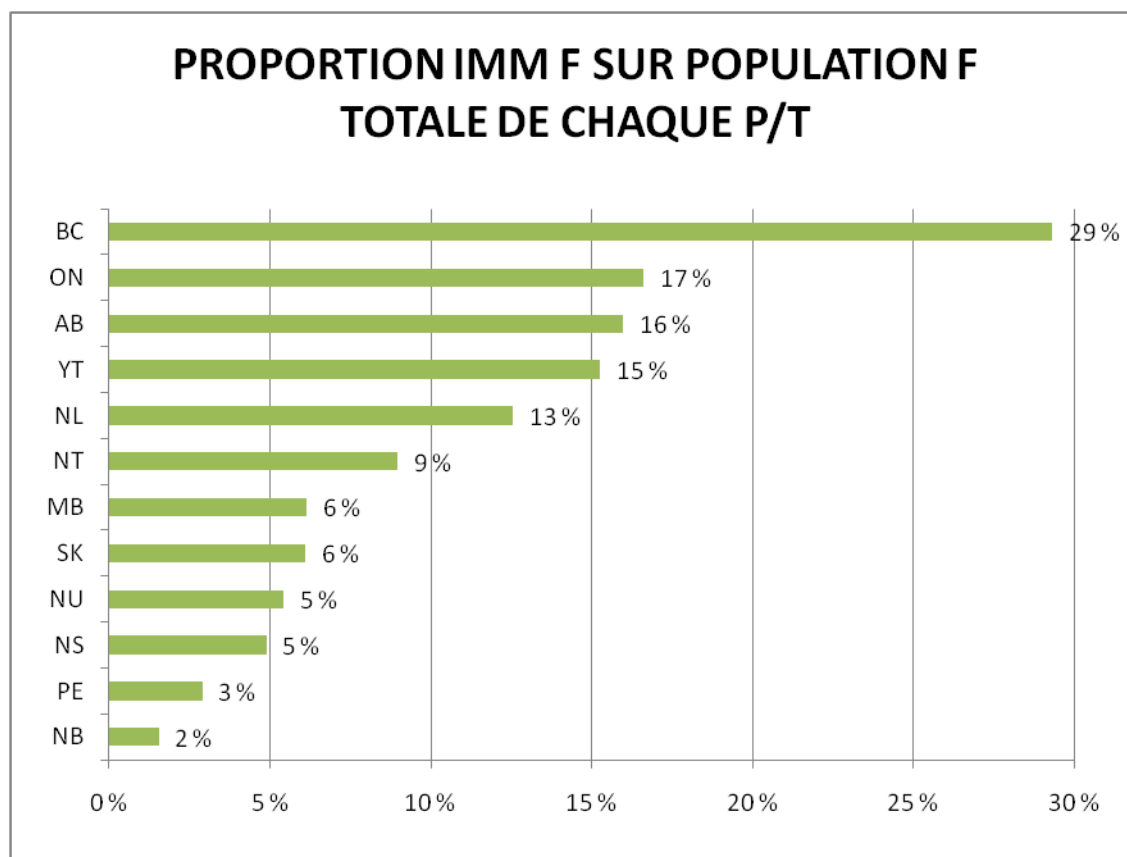
4.8. Pourcentage de la population totale immigrante sur la population francophone de chaque CFSM

Le Tableau 4 et la Figure 2 permettent d'analyser l'immigration francophone par rapport à la population francophone totale de chaque province et territoire. En plus des nombres absolus, il faut connaître les nombres relatifs d'immigrants sur l'ensemble des populations francophones des CFSM. Cela permet de mieux comprendre les dynamiques communautaires au sein de

chaque CFSM, ce qui aura un impact sur les recommandations éventuelles de la recherche. Par exemple, on constate que les immigrants représentent 29 % de la communauté francophone totale de la Colombie-Britannique, mais seulement 2 % de la communauté francophone totale du Nouveau-Brunswick. Ces données fournissent déjà une piste pour déterminer où plus de ressources devront être investies pour rejoindre des immigrants. Elles permettent aussi d'anticiper des défis, puisqu'il y a très peu de formation en français dans les carrières en justice en Colombie-Britannique et en Alberta, alors que plus de formation est disponible au Nouveau-Brunswick.

Tableau 4 – Proportion immigration F totale sur population F totale dans les CFSM

PROVINCE / TERRITOIRE	TOTAL PPOP F + (F ET A)	TOTAL IMMIGRANTS F + (F + A)	PROPORTION IMM F SUR POPULATION F TOTALE
BC	70 410	20 620	29 %
ON	578 035	96 010	17 %
AB	67 000	10 695	16 %
YT	1 245	190	15 %
NL	2 030	255	13 %
NT	1 060	95	9 %
SK	15 220	930	6 %
MB	44 115	2 705	6 %
NS	32 940	1 610	5 %
NU	460	25	5 %
PE	5 180	150	3 %
NB	236 100	3 660	2 %
TOTAL	1 053 795	136 945	13 %

Figure 2 – Proportion immigration F sur population totale F par province et territoire

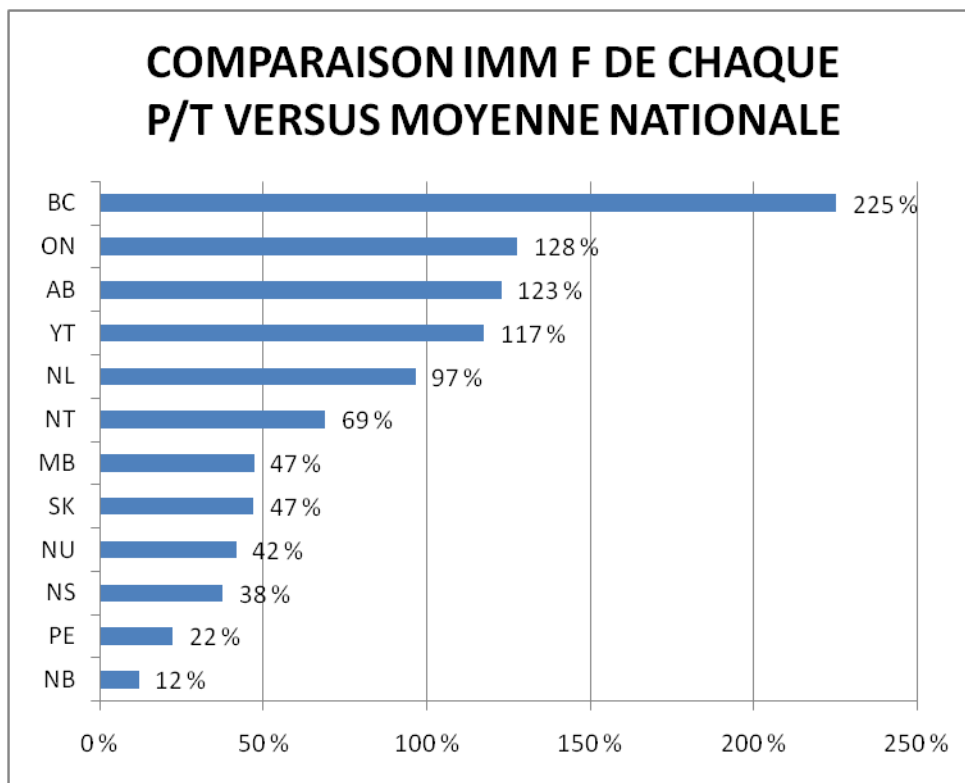
Au total, on constate dans le Tableau 4 que les immigrants francophones constituent 13 % de l'ensemble des CFMS. Il est intéressant de noter comment se compare l'immigration francophone dans chaque CFMS par rapport à la moyenne nationale. Cela permet de mieux comprendre l'impact de l'immigration sur les CFMS, indépendamment du nombre absolu d'immigrants et du nombre absolu de la population totale de la CFMS.

Dans la Figure 3, les provinces et territoires qui dépassent 100 % ont un taux d'immigration francophone plus élevé que la moyenne nationale dans les CFMS; les provinces et territoires qui sont inférieurs à 100 % ont un taux d'immigration francophone sous la moyenne nationale dans les CFMS.

La Colombie-Britannique a le taux d'immigration francophone le plus élevé comparativement à celui de la moyenne nationale dans les CFMS. La communauté francophone de la Colombie-Britannique reçoit 2,25 fois plus d'immigrants d'expression française que la moyenne des autres CFMS. Elle est suivie de l'Ontario, qui reçoit 1,28 fois plus d'immigrants que les autres CFMS, de l'Alberta, qui en reçoit 1,23 fois plus, et du Yukon, qui en reçoit 1,17 fois plus. Les autres provinces et territoires ont un taux inférieur à la moyenne nationale. Le Nouveau-Brunswick possède le taux le plus faible comparativement à la moyenne nationale, soit 0,12 fois la moyenne nationale des autres CFMS.

(Note : Il faut tenir compte des arrondissements dans ces calculs.)

Figure 3 – Comparaison immigration F de chaque CFSM versus la moyenne nationale dans les CFSM



4.9. Population immigrante récente francophone et population immigrante récente âgée de 15 à 44 ans – clientèle cible par province et territoire

Le Tableau 5 présente la population notamment ciblée par la recherche, soit les immigrants nouveaux, arrivés au Canada entre 2001 et 2006. Ce sont ces immigrants qui auront les plus grands besoins de services en justice en lien avec leur établissement. La recherche a aussi visé les immigrants arrivés au Canada depuis 2006 et n'a pas exclu les immigrants arrivés au Canada avant 2001. Le nombre total d'immigrants nouveaux se chiffre à 31 515 personnes.

Tableau 5 – Population immigrante récente et population immigrante récente âgée de 15 à 44 ans dans les CFSM

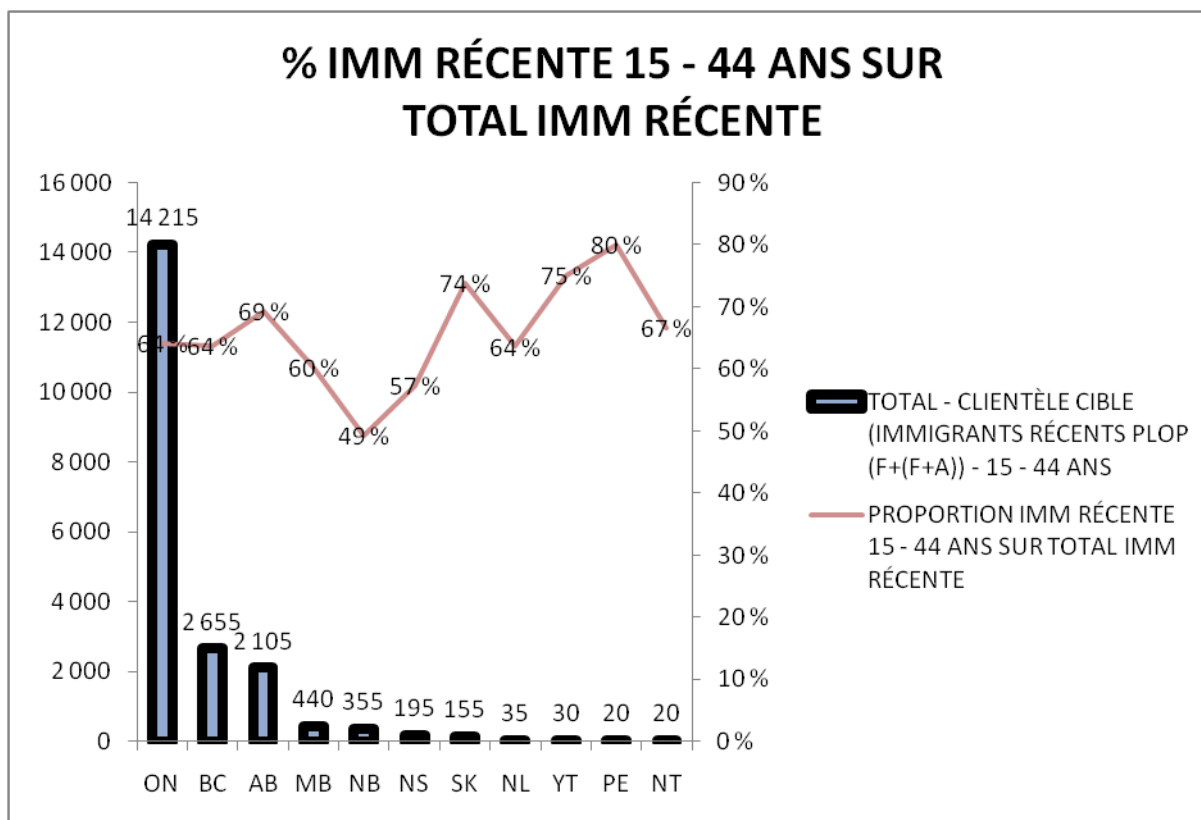
P/T	POP IMM TOTALE F + (F + A)	IMMIGRANTS NOUVEAUX PLOP F	IMMIGRANTS NOUVEAUX PLOP (F + A)	IMMIGRANTS NOUVEAUX TOTAL F + (F + A)	IMMIGRANTS NOUVEAUX F 15 - 24 ANS	IMMIGRANTS NOUVEAUX (F + A) 15 - 24 ANS	IMMIGRANTS NOUVEAUX F 25 - 44 ANS	IMMIGRANTS NOUVEAUX (F + A) 25 - 44 ANS	TOTAL - CLIENTÈLE CIBLE (IMMIGRANTS NOUVEAUX PLOP [F + (F + A)] - 15 - 44 ANS	% IMM NOUVELLE 15 - 44 ANS SUR TOTAL IMM NOUVELLE
NL	255	15	40	55	10	10	0	15	35	64 %
NB	3 660	500	220	720	90	25	160	80	355	49 %
PE	150	10	15	25	0	0	10	10	20	80 %
NS	1 610	230	110	340	15	10	130	40	195	57 %
ON	96 010	9 145	13 005	22 150	1 570	2 290	4 170	6 185	14 215	64 %
MB	2 705	505	225	730	105	15	240	80	440	60 %
SK	930	70	140	210	15	25	35	80	155	74 %
AB	10 695	1 130	1 905	3 035	205	250	570	1 080	2 105	69 %
BC	20 620	1 300	2 870	4 170	125	490	725	1 315	2 655	64 %
YT	190	25	15	40	0	0	15	15	30	75 %
NT	95	10	20	30	10	0	0	10	20	67 %
NU	25	10	0	10	0	0	0	0	0	0 %
TOTAL	136 945	12 950	18 565	31 515	2 145	3 115	6 055	8 910	20 225	64 %

Nous avons ressorti des données les populations immigrantes âgées de 15 à 44 ans, puisqu'elles constituent la grande majorité de tous les immigrants francophones récents au Canada. Nous voyons que cette clientèle cible se chiffre à 20 225 personnes. Ce nombre se décompose ainsi :

	PLOP F	PLOP F + A	TOTAL
15 - 24 ans	2 145	3 115	5 260
25 - 44 ans	6 055	8 910	14 965
TOTAL	8 200	12 025	20 225

La cible est donc 8 200 immigrants nouveaux, âgés de 15 à 44 ans en 2006, dans la catégorie PLOP F, et 12 025 immigrants nouveaux, âgés de 15 à 44 ans, dans la catégorie PLOP F + A. Notons dans la dernière colonne du tableau que l'immigration nouvelle francophone est très jeune dans toutes les provinces et territoires puisqu'en moyenne, 64 % du total des immigrants nouveaux francophones sont dans cette catégorie d'âge. Nous répétons que le terme « immigrant nouveau » comprend les personnes arrivées au Canada entre 2001 et 2006.

Figure 4 – Proportion de l'immigration nouvelle âgée de 15 à 44 ans sur le total de l'immigration nouvelle



La Figure 4 permet de constater qu'en dépit des nombres absolus, l'immigration nouvelle dans chaque CFSM est jeune. Ce constat est important et aura un impact sur les besoins en justice de cette clientèle. Cette tendance se vérifie le plus dans l'Ouest.

(Note : Le Nunavut n'apparaît pas dans la figure puisque le nombre indiqué par Statistique Canada est de 0 pour ce territoire. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'immigrants francophones de ces groupes d'âges au Nunavut. Lorsque les nombres sont très petits, Statistique Canada les arrondit pour protéger l'anonymat.)

4.10. Cinq approches en fonction de la démographie de l'immigration francophone dans les CFSM

La Figure 5 présente un graphique à deux axes résumant la situation de l'immigration totale dans les CFSM. Les analyses antérieures permettent de construire un tel graphique, dont l'axe vertical représente la population immigrante francophone totale et l'axe horizontal, le pourcentage de la population totale que représente l'immigration francophone dans chaque CFSM. Ce croisement permet de prévoir des approches qui tiendront compte à la fois du nombre absolu d'immigrants francophones dans chaque CFSM ainsi que de la proportion des immigrants francophones dans chaque CFSM.

Nous avons établi la frontière entre les deux axes à 1 000 immigrants et 10 % de la population totale de la CFSM, 1 000 immigrants et 10 % d'une communauté dans les CFSM représentant une cible importante dans le contexte des plus petites CFSM.

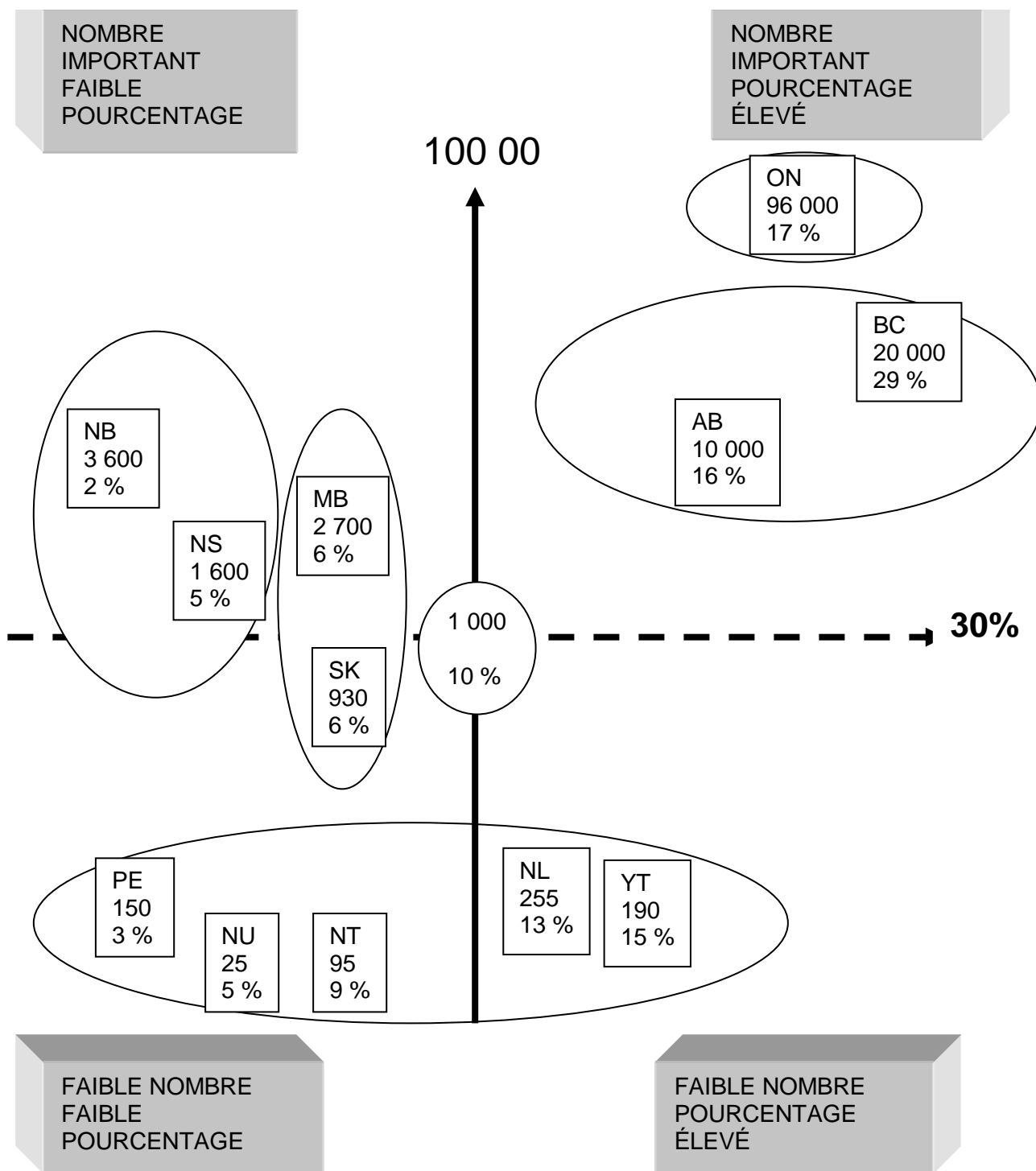
Les quatre quadrants qui se dégagent de l'analyse sont les suivants :

1. Nombre important d'immigrants francophones, mais faible pourcentage d'immigrants francophones sur l'ensemble de la population de la CFSM;
2. Nombre important d'immigrants francophones et pourcentage élevé d'immigrants francophones sur l'ensemble de la population de la CFSM;
3. Faible nombre d'immigrants francophones et faible pourcentage d'immigrants francophones sur l'ensemble de la population de la CFSM;
4. Faible nombre d'immigrants francophones, mais pourcentage élevé d'immigrants francophones sur l'ensemble de la population de la CFSM.

Selon cette analyse, il faudra prévoir cinq approches pour atteindre les populations cibles :

5. Une approche spécifique pour l'Ontario, puisque le nombre et le pourcentage sont très importants;
6. Une approche spécifique pour la Colombie-Britannique et l'Alberta, puisque les nombres et les pourcentages sont importants;
7. Une approche spécifique pour le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse, où les pourcentages ne sont pas élevés, mais où les nombres sont relativement importants;
8. Une approche spécifique pour le Manitoba et la Saskatchewan, pour la même raison;
9. Une approche particulière pour l'Île-du-Prince-Édouard, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest, Terre-Neuve-et-Labrador et le Yukon, où les nombres sont faibles, la population immigrante francophone totale dans ces régions se chiffrant à 715 personnes en 2006.

Figure 5 – Répartition immigrants francophones et poids démographique dans les CFSM – 2006



5. LA MÉTHODOLOGIE UTILISÉE

Pour atteindre le but visé par la recherche, nous avons utilisé la méthodologie suivante. Un questionnaire a été préparé et validé auprès de douze immigrants francophones vivant en milieu minoritaire. Ce questionnaire abordait des enjeux de justice que vivent des immigrants lors de leur arrivée au Canada et des enjeux de l'accès à la justice connus durant leur parcours au Canada. Un autre questionnaire destiné aux diplômés internationaux en justice a aussi été préparé et validé. Ce questionnaire était utilisé lors des groupes témoins qui visaient à recueillir des données qualitatives.

La firme a rejoint 589 immigrants qui ont répondu aux questionnaires. La méthodologie pour rejoindre ces gens est décrite dans les sections suivantes.

5.1. La répartition géographique des répondants

La méthodologie prévoyait l'organisation de 20 groupes témoins repartis de la manière suivante :

- Moncton (1);
- Halifax (1);
- Ottawa (3);
- Toronto (4);
- Hamilton (1);
- London (1);
- Manitoba (2);
- Saskatchewan (1);
- Calgary (1);
- Edmonton (2);
- Vancouver (3).

Dans la mesure du possible, ces groupes témoins ont été constitués en fonction de la proportion d'immigrants francophones dans les CFSM. Comme exemple, on visait à ce que près de 70 % du total des participants soient de l'Ontario, 15 % soient de Colombie-Britannique, et ainsi de suite.

Quant aux participants, ils étaient des étudiants âgés de 12 ans et plus, fréquentant l'école secondaire, le collège ou l'université, ou des adultes de 18 ans et plus. Certains groupes témoins étaient composés d'environ 8 participants et rejoignaient des immigrants ayant reçu une formation dans un domaine de la justice dans leur pays d'origine. Ils sont catégorisés sous la rubrique « diplômés internationaux en justice » ou DIJ.

D'autres groupes témoins étaient plus nombreux et visaient des grands groupes communautaires. Dans certaines localités, nous avons organisé des séances avec des groupes d'étudiants, et dans d'autres, avec des églises et des lieux de culte desservant les immigrants francophones. Nous avons aussi organisé des groupes témoins avec des organismes culturels et sociaux de diverses communautés immigrantes.

Au total, la firme a pu organiser 25 groupes témoins, répartis dans les régions suivantes :

- Colombie-Britannique : 3 groupes;
- Alberta : 2 groupes;
- Manitoba : 2 groupes;
- Sud de l'Ontario – Toronto, Hamilton, Scarborough : 10 groupes;
- Est de l'Ontario – Ottawa : 5 groupes;
- Moncton : 2 groupes;
- Halifax : 1 groupe.

De ces 25 groupes témoins, six ont visé spécifiquement la participation des diplômés internationaux en justice (DIJ), dont un au Nouveau-Brunswick, trois en Ontario, un au Manitoba et un en Alberta, comprenant environ 50 personnes, et six autres ont visé spécifiquement la participation des jeunes âgés de 12 à 18 ans. Ces groupes ont eu lieu à Ottawa, à Winnipeg, à Toronto (2), à Hamilton et à Vancouver et ont rejoint environ 85 jeunes. Ces 12 groupes témoins, d'une durée d'environ 90 minutes, ont permis de recueillir des données qualitatives, d'approfondir les défis des DIJ qui voudraient poursuivre une carrière en justice au Canada et de mieux comprendre les perspectives des adolescents concernant des carrières en justice.

Tous les participants à ces groupes témoins ainsi que ceux aux grands groupes communautaires ont répondu par écrit à un questionnaire afin de fournir des données quantitatives. (Voir Annexe 1 : Questionnaire.) Un animateur était sur place pour expliquer les questions et s'assurer que les gens qui répondaient au questionnaire comprenaient bien chacune des questions. Une discussion générale a suivi, portant sur les défis à relever lors de l'établissement et sur les défis d'accès à la justice.

Les données ont été analysées à l'aide du logiciel Excel. La banque de données a été remise à la FAJEF puisqu'aucun des répondants ne peut être identifié.

Au total, le projet visait à rejoindre environ 1 000 immigrants et réfugiés d'expression française. Le Tableau 6 donne la répartition qui était visée dans chaque province.

Tableau 6 – Répartition des immigrants francophones par provinces et territoires et répartition prévue des participants aux groupes témoins

PROVINCE / TERRITOIRE	POPULATION TOTALE IMMIGRANTS F + (F + A)	% DE L'IMMIGRATION TOTALE PAR P/T	NOMBRE DE PARTICIPANTS PAR PROVINCE AUX GROUPES TÉMOINS
NL	255	0,19 %	0
NB	3 660	2,67 %	25
PE	150	0,11 %	0
NS	1 610	1,18 %	20
ON	96 010	70,11 %	700
MB	2 705	1,98 %	25
SK	930	0,68 %	15
AB	10 695	7,81 %	100

PROVINCE / TERRITOIRE	POPULATION TOTALE IMMIGRANTS F + (F + A)	% DE L'IMMIGRATION TOTALE PAR P/T	NOMBRE DE PARTICIPANTS PAR PROVINCE AUX GROUPES TÉMOINS
BC	20 620	15,06 %	150
YT	190	0,14 %	0
NT	95	0,07 %	0
NU	25	0,02 %	0
TOTAL	136 945		

Nous avons jugé important de rejoindre un nombre d'immigrants et de réfugiés qui soit proportionnel au nombre d'immigrants et de réfugiés de leur province de résidence, puisque plusieurs questions et enjeux légaux dépendent de la province de résidence des répondants.

Les groupes témoins ont eu lieu en mars, en avril et en mai 2010, ainsi qu'en septembre et en octobre de la même année. Au total, nous avons réussi à rejoindre 589 personnes et chacune d'elles a complété un questionnaire.

Le Tableau 7 suivant présente la répartition des répondants rejoints par province et territoire.

Tableau 7 – Répartition des répondants par province

PROVINCE / TERRITOIRE	POPULATION TOTALE IMMIGRANTS F + (F + A)	% DE L'IMMIGRATION TOTALE PAR P/T	NOMBRE DE PERSONNES DANS L'ÉCHANTILLON	% DE L'ÉCHANTILLON PAR P/T
NL	255	0,19 %		0,00 %
NB	3 660	2,67 %	17	2,89 %
PE	150	0,11 %		0,00 %
NS	1 610	1,18 %		0,00 %
ON	96 010	70,11 %	465	78,95 %
MB	2 705	1,98 %	42	7,13 %
SK	930	0,68 %		0,00 %
AB	10 695	7,81 %	44	7,47 %
BC	20 620	15,06 %	21	3,57 %
YT	190	0,14 %		0,00 %
NT	95	0,07 %		0,00 %
NU	25	0,02 %		0,00 %
TOTAL	136 945		589	

À notre connaissance, il s'agit d'un des plus grands échantillons d'immigrants francophones rejoints dans les communautés minoritaires francophones lors de la réalisation d'une étude pour un organisme communautaire.

Le Tableau 7 précédent démontre que l'étude a rejoint la proportion prévue d'immigrants dans les provinces, sauf en Colombie-Britannique, où il aurait fallu rejoindre 88 personnes alors que nous n'en avons rejoint que 21. Cela ne reflète pas un manque d'effort. Nous pouvons affirmer qu'il est très difficile de rejoindre les immigrants francophones en groupe dans le « Lower Mainland » de la Colombie-Britannique. La région urbaine est vaste et il est difficile de s'y déplacer par les transports en commun. Nous avons donc tenu des groupes témoins qui ont accueilli 3 ou 4 participants, même si une dizaine de personnes s'étaient engagées à s'y rendre. Nous avons connu des situations semblables dans la région du Grand Toronto. Étant donné que le nombre de participants de ces grandes villes était moins élevé que prévu, nous avons réduit le nombre de groupes ailleurs en Ontario afin de réduire la distribution oblique de l'échantillon.

D'ailleurs, il s'agit là d'un premier constat de l'étude. Il est difficile de rassembler les immigrants francophones dans les grandes zones urbaines de Toronto et du « Lower Mainland » de la Colombie-Britannique. Les gens visés possèdent rarement une voiture, notamment ceux ayant des revenus modestes. Le fait de se rendre à de telles réunions présente donc un défi. Nous avons aussi remarqué que les immigrants francophones moins bien nantis ne vivent pas dans les mêmes quartiers que les francophones non immigrants. Les salles et les locaux des groupes francophones établis ne sont pas situés dans des points centraux faciles d'accès pour les immigrants. La FAJEF, les AJEF et les autres prestataires de services devront tenir compte de ce fait lorsqu'ils prépareront des activités pour les immigrants francophones.

5.2. Les caractéristiques personnelles des répondants

Les répondants devaient remplir une fiche signalétique qui présentait des informations à leur sujet, sans indiquer leur nom. (Voir Annexe 2 : Fiche signalétique.) Les caractéristiques principales relevées sont les suivantes. Il faut noter que certaines personnes n'ont pas complété toutes les informations, ce qui explique que le total n'arrive pas toujours à 589.

- Étudiants : 21 %;
- Femmes : 49 %;
- Hommes : 51 %;
- Moins de 20 ans : 26 %;
- Adultes âgés de 20 à 29 ans : 18 %;
- Adultes âgés de 30 à 39 ans : 23 %;
- Adultes âgés de 40 à 49 ans : 21 %;
- Adultes âgés de 50 à 59 ans : 8 %;
- Adultes âgés de 60 ans et plus : 2 %;
- Travailleurs qualifiés à l'arrivée au Canada : 20 %;
- Réfugiés parrainés par le gouvernement fédéral ou autre : 43 %;
- Étudiants à l'arrivée au Canada : 19 %;
- Investisseurs : 0 %;
- Personnes parlant surtout le français à la maison : 67 %;
- Personnes parlant surtout l'anglais à la maison : 7 %;
- Personnes parlant également le français et l'anglais à la maison : 26 %;
- Personnes parlant d'autres langues : 23 %;

- Nombre de personnes ayant une carrière dans le domaine du droit ou de la justice dans leur pays d'origine : 42, dont 6 poursuivent une carrière dans le domaine du droit ou de la justice au Canada;
- Nombre d'adultes de 20 ans et plus aux études : 170, soit 40 % de tous les adultes de 20 ans et plus.

5.3. Les pays d'origine des répondants

Notre démarche ciblait les nouveaux arrivants d'expression française dans les communautés minoritaires. Notre méthodologie consistait à approcher des groupes sociaux, culturels, sportifs et religieux de minorités ethnoculturelles francophones.

Nous savons que les immigrants ayant à la fois l'anglais et le français comme première langue officielle parlée (PLOP) ont tendance à adopter les comportements des immigrants non francophones.

Nous nous attendions donc, dans le cadre de notre démarche, à rejoindre davantage de nouveaux immigrants et de personnes ayant le français comme seule PLOP.

Il est à noter que parmi les personnes dont nous connaissons le pays d'origine et l'année d'arrivée, l'échantillon compte 35 % de personnes venues d'Afrique subsaharienne dans les cinq dernières années (165 sur 471).

La composition de l'échantillon est la suivante :

Période d'arrivée au Canada	Nombre	Pourcentage provenant d'Afrique subsaharienne
Tous les immigrants dont le pays d'origine est connu	541	
Afrique subsaharienne	435	80 %
Immigrants dont le pays d'origine et l'année d'arrivée sont connus	471	
Afrique subsaharienne	394	84 %
Arrivés en 1995 ou avant	67	
Afrique subsaharienne	50	75 %
Arrivés entre 1996 et 2000	94	
Afrique subsaharienne	83	88 %
Arrivés entre 2001 et 2005	112	
Afrique subsaharienne	96	86 %
Arrivés entre 2006 et 2010	198	
Afrique subsaharienne	165	83 %

Le tableau suivant présente le nombre total d'immigrants qui ont le français comme seule PLOP et le nombre de ces immigrants provenant d'Afrique, puis d'Afrique subsaharienne :

Statistique Canada Recensement de 2006 CANADA MOINS LE QUÉBEC	PLOP Français	En pourcentage des immigrants PLOP F	Pourcentage Afrique subsaharienne sur Afrique
Immigrants	60 895		
Afrique	20 305	33 %	
Afrique subsaharienne	13 720	23 %	68 %
Immigrants - 2001 à mai 2006	12 945		
Afrique	7 130	55 %	
Afrique subsaharienne	5 955	46 %	84 %

Sans égard à la période d'arrivée au Canada, un tiers des immigrants ayant le français comme seule PLOP sont originaires d'Afrique (20 305 sur 60 895) et les deux tiers de ces personnes (13 720) sont originaires d'Afrique subsaharienne.

On observe une augmentation du nombre d'immigrants francophones d'Afrique dans les communautés francophones en situation minoritaire entre 1996-2001 et 2001-2006.

- Au cours de la période s'étendant de 1996 à mai 2001 (recensement de 2001), on dénombrait 4 770 nouveaux arrivants originaires d'Afrique et ayant le français comme seule PLOP. Le détail par sous-région n'est pas disponible pour l'Afrique dans les données de 2001, mais on peut considérer qu'une proportion importante de ces 4 770 immigrants francophones provenait d'Afrique subsaharienne.
- Au cours de la période s'échelonnant de 2001 à mai 2006, l'Afrique représentait 55 % des nouveaux arrivants ayant le français comme seule PLOP (7 130 personnes, dont 5 955 provenaient d'Afrique subsaharienne, sur un total de 12 945). Durant cette période, les personnes provenant d'Afrique subsaharienne représentaient 84 % des immigrants africains ayant le français comme seule PLOP.

Il s'agit d'une tendance lourde. D'après nos observations et selon la composition de notre échantillon, les données du prochain recensement (2011) devraient montrer une nouvelle augmentation du nombre d'immigrants francophones provenant de l'Afrique subsaharienne dans les communautés francophones en situation minoritaire.

Cela n'exclut pas qu'il y a des immigrants de PLOP français et anglais qui proviennent de l'Asie, de certains pays d'Europe (du Portugal par exemple) et de l'Amérique latine. Certaines communautés francophones, comme celle de Kingston en Ontario, ont lancé des projets qui cherchent à intégrer ces immigrants dans la communauté francophone locale. Ces types de projets sont cependant plutôt rares.

Dans l'échantillon, nous observons aussi que pour les immigrants dont nous connaissons le lieu d'établissement et le lieu de résidence actuel, plus la date d'arrivée est récente, plus l'immigration primaire en milieu minoritaire est importante. L'augmentation des nombres observée pour la période s'étendant de 2006 à 2010 est due en partie à l'adhésion plus grande des immigrants récents aux groupes que nous avons approchés, mais elle est fort probablement attribuable en grande partie à la mise en œuvre du Plan stratégique pour

favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire qui a été adopté en 2006.

	Lieu d'établissement et lieu de résidence actuel						
	Total	Arrivés au Québec et résidant en milieu minoritaire		Arrivés et résidant en milieu minoritaire		Arrivés en milieu minoritaire et résidant au Québec	
Année d'arrivée au Canada	Total	N	%	N	%	N	%
Tous	489	137	28 %	347	71 %	5	1 %
Arrivés avant 2001	158	67	42 %	89	56 %	2	1 %
Arrivés entre 2001 et 2005	112	30	27 %	80	71 %	2	2 %
Arrivés entre 2006 et 2010	150	23	15 %	126	84 %	1	1 %

En somme, la méthodologie a permis de rejoindre la clientèle ciblée. L'échantillon est un bon reflet de la réalité des nouveaux arrivants francophones en milieu minoritaire et confirme une tendance lourde : l'augmentation d'immigrants en provenance de l'Afrique subsaharienne dont les premiers lieux d'établissement seront les communautés minoritaires francophones.

Les pays d'origine soulignés sont présents dans l'échantillon.

Aux fins de notre analyse, nous avons considéré comme faisant partie de l'Afrique subsaharienne les trois sous-régions suivantes : l'Afrique occidentale, l'Afrique orientale et l'Afrique centrale.

Afrique occidentale

Bénin
Burkina Faso
 Cap-Vert
Côte d'Ivoire
 Gambie
Ghana
Guinée
 Guinée-Bissau
 Libéria
Mali
 Mauritanie
 Niger
Nigéria
 Sainte-Hélène
Sénégal
 Sierra Leone
Togo

Afrique orientale

Burundi
 Comores
Djibouti

Érythrée

Éthiopie

Kenya

Madagascar

Malawi

Maurice

Mayotte

Mozambique

Ouganda

Réunion

Rwanda

Seychelles

Somalie

Tanzanie, République unie de

Zambie

Zimbabwe

Afrique centrale

Angola

Cameroun

Centrafricaine, République

Congo, République démocratique du

Congo, République du

Gabon

Guinée équatoriale

Sao Tomé-et-Principe

Tchad

Afrique méridionale

Afrique du Sud, République d'

Botswana

Lesotho

Namibie

Swaziland

Afrique du Nord

Algérie

Égypte

Libye

Maroc

Sahara occidental

Soudan

Tunisie

En plus des pays d'Afrique subsaharienne et du Maroc, l'échantillon incluait des gens des pays suivants :

États-Unis
Haïti
Jamaïque
Belgique
France
Suisse

Croatie
Chine
Hong-Kong
Vietnam
Nouvelle-Zélande

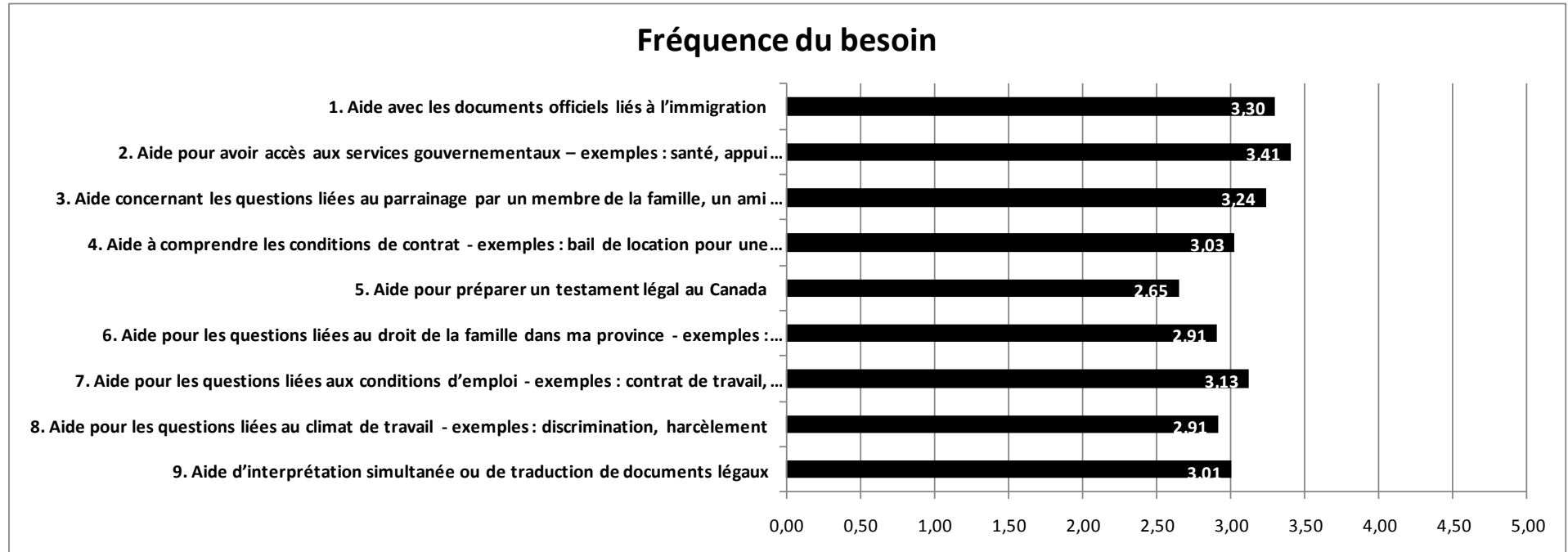
6. LES CONSTATS RELATIFS AUX ENJEUX DE L'ACCÈS À LA JUSTICE

6.1. Les besoins dans le domaine de la justice

La Figure 6 présente la moyenne des réponses obtenues à chaque question relative à l'accès à la justice comprise au questionnaire. Les directives étaient les suivantes :

Voici une série de besoins possibles dans le domaine de la justice. SVP indiquer si vous-mêmes ou des personnes immigrantes que vous connaissez avez eu besoin de ce service par le passé ou en avez encore besoin. Utiliser l'échelle de 1 à 5 où 1 = aucunement et 5 = souvent.

Le point du milieu sur cette échelle se situe à 3. Donc, les réponses cotées 3 ou plus indiquent un besoin plus élevé, comparativement aux réponses inférieures à 3.

Figure 6 – Moyenne des réponses aux questions relatives à l'accès à la justice

Le Tableau 8 présente en détail la moyenne, l'écart-type et la répartition des réponses pour chacun des besoins possibles.

Tableau 8 – Accès la justice – la moyenne, l'écart-type et la répartition des réponses pour chacun des besoins possibles

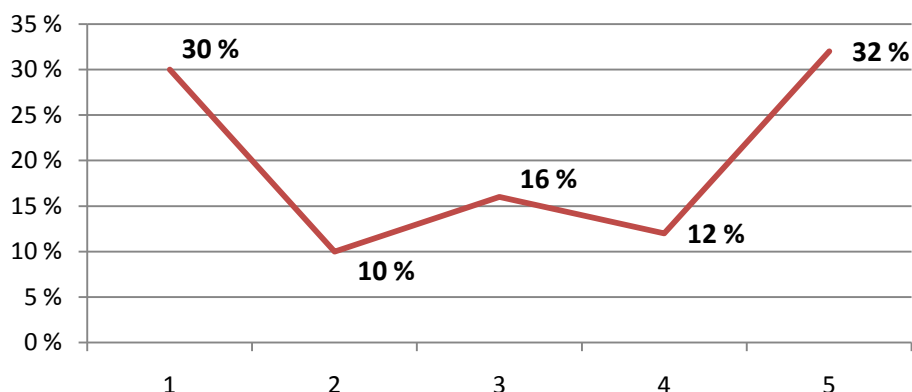
Besoins	Fréquence du besoin		Répartition des réponses									
	Moyenne	Écart-type	1		2		3		4		5	
			N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
1. Aide avec les documents officiels liés à l'immigration	3,30	1,63	114	25 %	43	9 %	66	14 %	60	13 %	175	38 %
2. Aide pour avoir accès aux services gouvernementaux – exemples : santé, appui financier, assistance sociale, logement	3,41	1,56	98	21 %	45	9 %	80	17 %	70	15 %	182	38 %
3. Aide concernant les questions liées au parrainage par un membre de la famille, un ami ou autre	3,24	1,60	120	25 %	38	8 %	83	18 %	70	15 %	160	34 %
4. Aide à comprendre les conditions de contrat - exemples : bail de location pour une résidence, contrat d'achat d'automobile, contrat de carte de crédit	3,03	1,62	143	30 %	43	9 %	93	20 %	51	11 %	146	31 %
5. Aide pour préparer un testament légal au Canada	2,65	1,65	191	41 %	53	11 %	59	13 %	47	10 %	113	24 %

Besoins	Fréquence du besoin		Répartition des réponses									
	Moyenne	Écart-type	1		2		3		4		5	
			N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
6. Aide pour les questions liées au droit de la famille dans ma province - exemples : mariage, partage de biens entre membres du couple, distribution éventuelle de biens aux enfants	2,91	1,64	156	33 %	54	11 %	77	16 %	51	11 %	136	29 %
7. Aide pour les questions liées aux conditions d'emploi - exemples : contrat de travail, embauche, congédiement, sécurité au travail	3,13	1,63	125	27 %	58	13 %	69	15 %	54	12 %	156	34 %
8. Aide pour les questions liées au climat de travail - exemples : discrimination, harcèlement	2,91	1,65	160	34 %	49	10 %	75	16 %	54	11 %	137	29 %
9. Aide d'interprétation simultanée ou de traduction de documents légaux	3,01	1,68	154	33 %	48	10 %	62	13 %	54	11 %	153	32 %

À première vue, les moyennes semblent relativement basses puisque six questions dépassent à peine la moyenne de 3 et trois questions sont en dessous de cette moyenne. Une analyse plus détaillée des réponses démontre que les écarts-types sont très élevés pour chacune des réponses. Cela confirme que la répartition des réponses est bimodale. Dans ce cas, beaucoup de gens ont peu de besoins (réponses 1 et 2) et beaucoup de gens ont de grands besoins (réponses 4 et 5). Globalement, la réponse 3 (besoin modéré) n'est pas très fréquente.

Pour illustrer ce phénomène de la répartition bimodale, la figure suivante présente la moyenne des fréquences observées pour les neuf besoins.

Fréquence moyenne des réponses, exprimée en pourcentage



Afin d'identifier les groupes qui ont les plus grands besoins en matière d'accès à la justice, nous avons isolé les réponses exprimant un besoin élevé (4 et 5) pour chacun des neuf besoins possibles et nous avons vérifié s'il y avait un lien entre le besoin et les facteurs suivants : sexe, groupe d'âge, pays d'origine, lieu de résidence actuel au Canada et revenu familial.

Pour l'ensemble des besoins possibles, il n'y a pas de différence significative selon le pays d'origine, le lieu de résidence ou le revenu familial parmi les gens qui expriment un besoin élevé (4 et 5).

Les détails de la répartition par sexe et par groupe d'âge, pour les gens ayant exprimé un besoin élevé (4 et 5), sont présentés ci-après.

1. Aide avec les documents officiels liés à l'immigration

Fréquence du besoin		Répartition des réponses									
Moyenne	Écart-type	1		2		3		4		5	
		N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
3,30	1,63	114	25 %	43	9 %	66	14 %	60	13 %	175	38 %

Parmi les 235 personnes (51 % des répondants) qui ont coché 4 ou 5, nous pouvons isoler les éléments suivants :

- Il y a plus de femmes (126) que d'hommes (107);
- Les gens sont surtout âgés de 30 ans et plus (146 personnes).

2. Aide pour avoir accès aux services gouvernementaux – exemples : santé, appui financier, assistance sociale, logement

Fréquence du besoin		Répartition des réponses									
Moyenne	Écart-type	1		2		3		4		5	
		N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
3,41	1,56	98	21 %	45	9 %	80	17 %	70	15 %	182	38 %

Parmi les 252 personnes (53 % des répondants) qui ont coché 4 ou 5, nous pouvons isoler les éléments suivants :

- Il y a plus de femmes (134) que d'hommes (115);
- Les gens sont surtout âgés de 30 ans et plus (161 personnes).

3. Aide concernant les questions liées au parrainage par un membre de la famille, un ami ou autre

Fréquence du besoin		Répartition des réponses									
Moyenne	Écart-type	1		2		3		4		5	
		N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
3,24	1,60	120	25 %	38	8 %	83	18 %	70	15 %	160	34 %

Parmi les 230 personnes (49 % des répondants) qui ont coché 4 ou 5, nous pouvons isoler les éléments suivants :

- Il y a plus de femmes (121) que d'hommes (108);
- Les gens sont surtout âgés de 30 ans et plus (148 personnes).

4. Aide à comprendre les conditions de contrat – exemples : bail de location pour une résidence, contrat d'achat d'automobile, contrat de carte de crédit

Fréquence du besoin		Répartition des réponses									
Moyenne	Écart-type	1		2		3		4		5	
		N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
3,03	1,62	143	30 %	43	9 %	93	20 %	51	11 %	146	31 %

Parmi les 197 personnes (42 % des répondants) qui ont coché 4 ou 5, nous pouvons isoler les éléments suivants :

- Il y a plus de femmes (103) que d'hommes (93);
- Les gens sont surtout âgés de 30 ans et plus (119 personnes).

5. Aide pour préparer un testament légal au Canada

Fréquence du besoin		Répartition des réponses									
Moyenne	Écart-type	1		2		3		4		5	
		N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
2,65	1,65	191	41 %	53	11 %	59	13 %	47	10 %	113	24 %

Parmi les 160 personnes (34 % des répondants) qui ont coché 4 ou 5, nous pouvons isoler les éléments suivants :

- Il y a plus de femmes (87) que d'hommes (72);
- Les gens sont surtout âgés de 30 ans et plus (92 personnes).

6. Aide pour les questions liées au droit de la famille dans ma province – exemples : mariage, partage de biens entre membres du couple, distribution éventuelle de biens aux enfants

Fréquence du besoin		Répartition des réponses									
Moyenne	Écart-type	1		2		3		4		5	
		N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
2,91	1,64	156	33 %	54	11 %	77	16 %	51	11 %	136	29 %

Parmi les 187 personnes (40 % des répondants) qui ont coché 4 ou 5, nous pouvons isoler les éléments suivants :

- Il y a plus de femmes (102) que d'hommes (83);
- Les gens sont surtout âgés de 30 ans et plus (113 personnes).

7. Aide pour les questions liées aux conditions d'emploi – exemples : contrat de travail, embauche, congédiement, sécurité au travail

Fréquence du besoin		Répartition des réponses									
Moyenne	Écart-type	1		2		3		4		5	
		N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
3,13	1,63	125	27 %	58	13 %	69	15 %	54	12 %	156	34 %

Parmi les 210 personnes (46 % des répondants) qui ont coché 4 ou 5, nous pouvons isoler les éléments suivants :

- Il y a plus de femmes (115) que d'hommes (94);
- Le besoin est exprimé par les gens de tous les groupes d'âge.

8. Aide pour les questions liées au climat de travail – exemples : discrimination, harcèlement

Fréquence du besoin		Répartition des réponses									
Moyenne	Écart-type	1		2		3		4		5	
		N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
2,91	1,65	160	34 %	49	10 %	75	16 %	54	11 %	137	29 %

Parmi les 191 personnes (40 % des répondants) qui ont coché 4 ou 5, nous pouvons isoler les éléments suivants :

- Il y a plus d'hommes (99) que de femmes (92);
- Le besoin est exprimé par les gens de tous les groupes d'âge.

9. Aide d'interprétation simultanée ou de traduction de documents légaux

Fréquence du besoin		Répartition des réponses									
Moyenne	Écart-type	1		2		3		4		5	
		N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
3,01	1,68	154	33 %	48	10 %	62	13 %	54	11 %	153	32 %

Parmi les 207 personnes (43 % des répondants) qui ont coché 4 ou 5, nous pouvons isoler les éléments suivants :

- Il y a plus de femmes (109) que d'hommes (95);
- Le besoin est exprimé par les gens de tous les groupes d'âge.

6.2. Les constats concernant les besoins

L'analyse des réponses au questionnaire et les discussions de groupe qui ont suivi permettent de dégager les constats suivants relatifs à l'accès à la justice. Ces constats devront alimenter les stratégies des AJEF et de la FAJEF dans les services à offrir aux immigrants francophones.

1. Beaucoup de gens ont peu de besoins (réponses 1 et 2) et beaucoup de gens ont de grands besoins (réponses 4 et 5). Globalement, la réponse 3 (besoin modéré) n'est pas très fréquente. La répartition des réponses est pour la plupart bimodale. Cela indique qu'il est nécessaire de dépasser le premier niveau d'analyse dans la détermination des besoins et de comprendre les besoins des différents segments de la population.

2. Pour l'ensemble des besoins possibles, il n'y a pas de différence significative selon le pays d'origine, le lieu de résidence au Canada ou le revenu familial parmi les gens qui expriment un besoin élevé (4 ou 5).
3. Pour tous les besoins possibles, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à exprimer un niveau élevé de besoin, sauf pour l'aide concernant les questions liées au climat de travail, où les hommes sont plus nombreux à exprimer un besoin élevé. Cela est le reflet de certaines questions liées au genre auxquelles sont confrontées les femmes immigrantes. Le Canada est fondé sur la primauté du droit; les coutumes culturelles et autres doivent se conformer au droit. Un nombre important de femmes immigrantes découvrent les droits dont elles bénéficient au Canada. Le processus de compréhension des incidences de ces droits peut être assez long. Ces incidences causent parfois des différends dans les familles et les femmes portent assez souvent les conséquences de ces différends. Les AJEF et la FAJEF devront être conscients de ces enjeux de genres dans leur travail auprès des immigrants. Il leur sera utile de réaliser des analyses différenciées selon le sexe dans l'élaboration de certains projets, notamment ceux touchant au droit de la famille.
4. Dans tous les cas, ce sont surtout les gens de 30 ans et plus qui expriment un niveau élevé de besoin, sauf pour l'aide concernant les questions liées aux conditions d'emploi, pour lesquelles des gens de tous les groupes d'âge expriment un besoin élevé.
5. En utilisant comme critère le pourcentage global des gens ayant exprimé un besoin élevé, les besoins des immigrants francophones en matière d'accès à la justice sont les suivants, par ordre décroissant :
 - Aide pour avoir accès aux services gouvernementaux – exemples : santé, appui financier, assistance sociale, logement (53 %);
 - Aide avec les documents officiels liés à l'immigration (51 %);
 - Aide concernant les questions liées au parrainage par un membre de la famille, un ami ou autre (49 %);
 - Aide pour les questions liées aux conditions d'emploi – exemples : contrat de travail, embauche, congédiement, sécurité au travail (46 %);
 - Aide d'interprétation simultanée ou de traduction de documents légaux (43 %);
 - Aide à comprendre les conditions de contrat – exemples : bail de location pour une résidence, contrat d'achat d'automobile, contrat de carte de crédit (42 %);
 - Aide pour les questions liées au droit de la famille dans la province – exemples : mariage, partage de biens entre membres du couple, distribution éventuelle de biens aux enfants (40 %);
 - Aide pour les questions liées au climat de travail – exemples : discrimination, harcèlement (40 %);
 - Aide pour préparer un testament légal au Canada (34 %).

6.3. Les connaissances pour l'accès à la justice

Cette section présente les résultats des questions posées dans le questionnaire relatives à la connaissance des ressources permettant un plus grand accès à la justice. La directive était la suivante :

SVP répondre Oui ou Non aux trois questions suivantes :

1. *Je sais où trouver les services d'un avocat si un membre de ma famille ou un ami a des démêlés avec la justice.*
2. *Je sais où trouver les gens pouvant me donner des informations légales - exemples : cliniques juridiques, avocats.*
3. *Je sais où trouver les services de l'aide juridique de ma province.*

Le questionnaire prévoyait également la réponse « incertain ».

1. Je sais où trouver les services d'un avocat si un membre de ma famille ou un ami a des démêlés avec la justice.

oui	incertain	non	Total « non » ou « incertain »	Nombre total de réponses
257	79	184	263	520
49 %	15 %	35 %	51 %	

- 51 % des répondants ne savent pas où trouver les services d'un avocat, ou en sont incertains, si un membre de leur famille ou un ami a des démêlés avec la justice.

Répartition des personnes ayant répondu « non » ou « incertain » selon le sexe	femmes (n=261)	hommes (n=254)	Nombre total de réponses « non » ou « incertain »
Nombre	137	123	260
En pourcentage du total de réponses « non » ou « incertain »	53 %	47 %	
En pourcentage des personnes du même sexe	52 %	48 %	

- Parmi les gens qui ne savent pas ou qui sont incertains, il y a plus de femmes (137) que d'hommes (123); pour chacun des deux sexes, la proportion de personnes dans cette situation est semblable (52 % et 48 % respectivement).

Répartition des personnes ayant répondu « non » ou « incertain » selon le groupe d'âge	20 ans et moins (n=131)	20 à 29 ans (n=83)	30 à 39 ans (n=125)	40 à 49 ans (n=117)	50 à 59 ans (n=68)	60 ans et plus (n=10)	Nombre total de réponses « non » ou « incertain »
Nombre	91	43	54	50	17	5	260
En pourcentage du total de réponses « non » ou « incertain »	35 %	17 %	21 %	19 %	7 %	2 %	
En pourcentage des personnes du même groupe d'âge	69 %	52 %	43 %	43 %	25 %	50 %	

- Parmi les gens qui ne savent pas ou qui sont incertains, il y a un nombre significatif de personnes de tous les groupes d'âge. Les jeunes de moins de 30 ans sont proportionnellement plus nombreux.

2. Je sais où trouver les gens pouvant me donner des informations légales – exemples : cliniques juridiques, avocats.

oui	incertain	non	Total « non » ou « incertain »	Nombre total de réponses
279	55	186	241	520
54 %	11 %	36 %	46 %	

- 46 % des répondants ne savent pas où trouver les gens pouvant leur donner des informations légales ou en sont incertains.

Répartition des personnes ayant répondu « non » ou « incertain » selon le sexe	femmes (n=261)	hommes (n=254)	Nombre total de réponses « non » ou « incertain »
Nombre	126	112	238
En pourcentage du total de réponses « non » ou « incertain »	53 %	47 %	
En pourcentage des personnes du même sexe	48 %	44 %	

- Parmi les gens qui ne savent pas ou qui sont incertains, il y a plus de femmes (126) que d'hommes (112); pour chacun des deux sexes, la proportion de personnes dans cette situation est semblable (48 % et 44 % respectivement).

Répartition des personnes ayant répondu « non » ou « incertain » selon le groupe d'âge	20 ans et moins (n=131)	20 à 29 ans (n=83)	30 à 39 ans (n=125)	40 à 49 ans (n=117)	50 à 59 ans (n=68)	60 ans et plus (n=10)	Nombre total de réponses « non » ou « incertain »
Nombre	84	42	50	43	14	5	238
En pourcentage du total de réponses « non » ou « incertain »	35 %	18 %	21 %	18 %	6 %	2 %	
En pourcentage des personnes du même groupe d'âge	64 %	51 %	40 %	37 %	21 %	50 %	

- Parmi les gens qui ne savent pas ou qui sont incertains, il y a un nombre significatif de personnes de tous les groupes d'âge; les jeunes de moins de 30 ans sont proportionnellement plus nombreux.

3. Je sais où trouver les services de l'aide juridique de ma province.

oui	incertain	non	Total « non » ou « incertain »	Nombre total de réponses
257	73	188	261	518
50 %	14 %	36 %	50 %	

- 50 % des répondants ne savent pas où trouver les services de l'aide juridique de leur province ou en sont incertains.

Répartition des personnes ayant répondu « non » ou « incertain » selon le sexe	femmes (n=261)	hommes (n=254)	Nombre total de réponses « non » ou « incertain »
Nombre	136	121	257
En pourcentage du total de réponses « non » ou « incertain »	53 %	47 %	
En pourcentage des personnes du même sexe	52 %	48 %	

- Parmi les gens qui ne savent pas ou qui sont incertains, il y a plus de femmes (136) que d'hommes (121); pour chacun des deux sexes, la proportion de personnes dans cette situation est semblable (52 % et 48 % respectivement).

Répartition des personnes ayant répondu « non » ou « incertain » selon le groupe d'âge	20 ans et moins (n=131)	20 à 29 ans (n=83)	30 à 39 ans (n=125)	40 à 49 ans (n=117)	50 à 59 ans (n=68)	60 ans et plus (n=10)	Nombre total de réponses « non » ou « incertain »
Nombre	97	43	51	44	19	4	258
En pourcentage du total de réponses « non » ou « incertain »	38 %	17 %	20 %	17 %	7 %	2 %	
En pourcentage des personnes du même groupe d'âge	74 %	52 %	41 %	38 %	28 %	40 %	

- Parmi les gens qui ne savent pas ou qui sont incertains, il y a un nombre significatif de personnes de tous les groupes d'âge; les jeunes de moins de 30 ans sont proportionnellement plus nombreux.

6.4. Constats concernant les connaissances des ressources juridiques

Il est notable de constater qu'environ la moitié des répondants ne savent pas où trouver les ressources juridiques ou en sont incertains, que ce soit les services d'un avocat, de l'aide juridique de leur localité ou de gens pouvant leur donner des informations légales. La répartition des répondants par type de service de justice est la suivante :

- Services d'un avocat (51 %);
- Services de l'aide juridique (50 %);
- Gens pouvant donner des informations légales (46 %).

Parmi les gens qui ne savent pas ou qui sont incertains, les femmes sont légèrement plus nombreuses que les hommes. Pour chacun des deux sexes, la proportion de personnes dans cette situation est semblable (entre 48 % et 52 % des femmes et entre 44 % et 48 % des hommes, l'écart entre les deux sexes étant de 4 points de pourcentage pour les trois questions).

Parmi les gens qui ne savent pas ou qui sont incertains, il y a un nombre significatif de personnes de tous les groupes d'âge. Les jeunes de moins de 30 ans sont proportionnellement plus nombreux et cette proportion diminue avec l'âge :

- Chez les moins de 20 ans, le pourcentage de gens qui ne savent pas ou qui sont incertains est d'environ 70 %;
- Chez les 20 à 29 ans, il est d'environ 50 %;
- Chez les 30 à 49 ans, il est d'environ 40 %;
- Chez les 50 à 59 ans, il est d'environ 25 %;
- Chez les 60 ans et plus, il est de près de 50 %, mais les nombres sont modestes (4 ou 5 personnes sur 10).

6.5. L'âge idéal pour préparer un testament – enjeux culturels

La question 9 avait été élaborée suite à la tenue du premier groupe témoin visant à valider les questions. Le tableau suivant présente la répartition des réponses.

9. Selon vous, à quel âge environ doit-on préparer un testament?		
Réponse	Nombre	Pourcentage
19 ans et moins	102	28 %
20 à 39 ans	124	34 %
40 ans et plus	122	33 %
Ne sais pas	19	5 %
Total des réponses	367	

Les discussions autour de cette question ont fait ressortir une série d'enjeux culturels. Dans presque tous les groupes témoins, la question a suscité une forte réaction d'humour. Plusieurs répondants indiquaient qu'il fallait préparer un testament au moment de devenir une personne aînée, soit autour de l'âge de 60 ans. D'autres disaient qu'il n'était pas nécessaire de préparer des testaments dans l'absence de bien matériels importants.

Les enjeux tels ceux liés aux pensions, aux bénéfices du Régime de pensions du Canada et à la garde d'enfants mineurs advenant le décès des deux parents ne sont généralement pas connus par les immigrants, notamment les nouveaux arrivants. Dans plusieurs pays, ces questions font partie du droit coutumier. Durant les discussions dans les plus petits groupes, les femmes notamment exprimaient des inquiétudes face à l'absence d'un testament de leur conjoint. Elles en craignaient les conséquences advenant leur décès. Plusieurs maris indiquaient qu'ils ne voyaient aucunement la nécessité de préparer un testament avant l'âge avancé. Cette question confirme à nouveau que les AJEF et la FAJEF devront tenir compte des enjeux culturels et des enjeux de genres dans leur travail avec les immigrants.

7. LES CONSTATS DE LA RECHERCHE RELATIFS AUX CARRIÈRES EN JUSTICE

Pour définir les carrières, nous avons utilisé la terminologie des carrières en justice telles que décrites dans l'étude intitulée *Analyse pancanadienne des besoins de formation en langues officielles dans le domaine de la justice*, réalisée par la firme PRA Inc. pour le ministère de la Justice du Canada en mars 2009. Cette section présente les résultats du questionnaire complété par 589 immigrants francophones ainsi que les résultats des groupes témoins.

7.1. Le degré de connaissance des carrières en justice

La Figure 7 présente la moyenne des réponses de chaque question concernant le degré de connaissance des différentes carrières en justice, dans la séquence du questionnaire.

Les gens devaient répondre à une série de questions concernant le degré de connaissance des carrières en justice. (Voir Annexe 1 : Questionnaire.) Les directives étaient les suivantes : *Voici une liste de carrières en justice. Quel est votre degré de connaissance par rapport à ce que font les gens qui entreprennent les carrières suivantes? Utilisez l'échelle de 1 à 5, où 1 = aucune connaissance et 5 = une très grande connaissance.*

Le point du milieu sur cette échelle se situe à 3. Donc, une réponse égale ou supérieure à 3 indique un degré de connaissance plus élevé de la carrière mentionnée, comparativement à une réponse inférieure à 3, qui reflète un degré de connaissance moins élevé.

Le degré de connaissance des carrières est le suivant, des carrières les plus connues à celles moins connues :

1. Policier – 3,66;
2. Avocat – 3,65;
3. Traducteur ou interprète – 3,48;
4. Travailleur social – 3,40;
5. Juge de paix – 2,74;
6. Agent des services correctionnels – 2,58;
7. Huissier (*sheriff*) – 2,57;
8. Greffier – 2,45;
9. Agent de probation – 2,44;
10. Technicien juridique (parajuriste) – 2,36;
11. Sténographe – 2,31;
12. Commis du greffe – 2,14.

Le Tableau 9 présente la moyenne, l'écart type et la distribution des réponses sur l'ensemble de l'échelle en ordre décroissant, de la moyenne la plus haute à la moyenne la plus basse. L'écart-type est de l'ordre de 1,3 et 1,4. Les réponses reflètent donc une distribution normale et non une distribution bimodale. La moyenne de connaissance de l'ensemble des carrières se situe à 2,81, ce qui est inférieur à 3.

L'analyse permet de conclure qu'il faut présumer que les différentes carrières en justice ne sont pas généralement connues par les immigrants francophones. Même les carrières les plus connues (avocat et policier) atteignent des moyennes de 3,66 et 3,65, qui ne sont pas des moyennes élevées.

Figure 7 – Moyenne des réponses aux questions relatives à la connaissance des carrières en justice

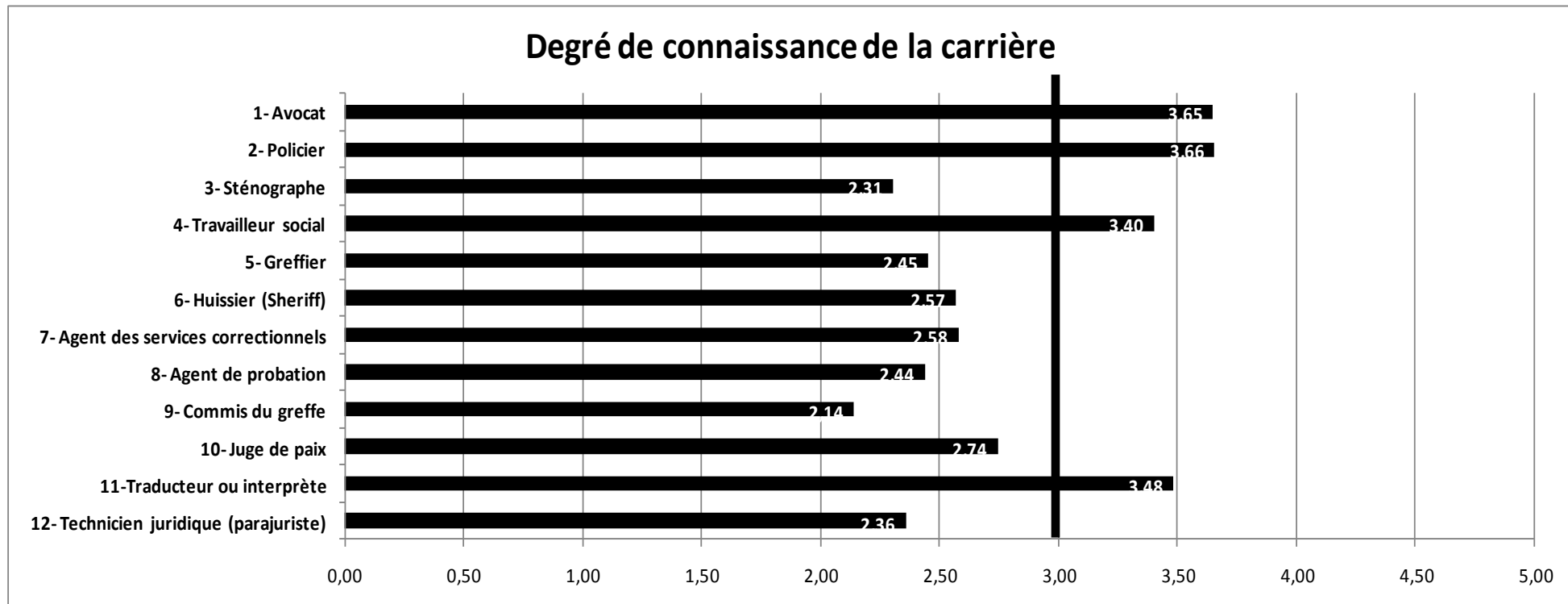


Tableau 9 – Rang du degré de connaissance des carrières en justice, moyenne et écart-type

Carrière	Degré de connaissance de la carrière		Répartition des réponses									
	Moyenne	Écart-type	1		2		3		4		5	
1. Policier	3,66	1,36	57	11 %	62	12 %	92	17 %	125	23 %	202	38 %
2. Avocat	3,65	1,34	52	10 %	67	12 %	95	18 %	128	24 %	196	36 %
3. Traducteur ou interprète	3,48	1,43	81	15 %	54	10 %	103	19 %	112	21 %	180	34 %
4. Travailleur social	3,40	1,37	66	12 %	82	15 %	112	21 %	117	22 %	155	29 %
5. Juge de paix	2,74	1,41	141	27 %	99	19 %	134	25 %	67	13 %	89	17 %
6. Agent des services correctionnels	2,58	1,41	166	32 %	105	20 %	114	22 %	67	13 %	74	14 %
7. Huissier (<i>sheriff</i>)	2,57	1,39	164	31 %	109	21 %	112	21 %	72	14 %	69	13 %
8. Greffier	2,45	1,40	187	35 %	115	22 %	97	18 %	63	12 %	68	13 %
9. Agent de probation	2,44	1,41	189	36 %	120	23 %	93	18 %	56	11 %	72	14 %
10. Technicien juridique (parajuriste)	2,36	1,39	206	39 %	108	20 %	97	18 %	53	10 %	64	12 %
11. Sténographe	2,31	1,45	237	44 %	93	17 %	76	14 %	57	11 %	70	13 %
12. Commis du greffe	2,14	1,32	244	46 %	100	19 %	94	18 %	40	8 %	48	9 %
Moyenne de l'ensemble	2,81											

7.2. Les croyances, les attitudes et les motivations relatives aux carrières en justice

En plus des connaissances sur les carrières en justice, l'étude cherchait à mieux comprendre les croyances et les attitudes des immigrants francophones relatives aux carrières en justice en général. Les gens devaient répondre à 12 questions en suivant les directives suivantes : *Sur une échelle de 1 à 5, où 1 = pas du tout d'accord et 5 = tout à fait d'accord, quelle est votre réponse par rapport aux opinions ou affirmations suivantes?*

La Figure 8 présente les réponses globales aux 12 questions. Le Tableau 10 présente les croyances et les attitudes relatives aux carrières en justice, la distribution des réponses, la moyenne et l'écart-type.

Il est essentiel de bien comprendre les constats qui se dégagent de cette figure puisque les pistes de suivi de cette étude en découlent en partie. L'analyse des résultats suit le Tableau 10.

Les questions des catégories étaient placées sans aucun ordre particulier pour éviter que les gens ne cochent les cases sans égard à la question. En plus, certaines questions ont été posées à la négative, pour obliger les répondants à bien les comprendre et à réfléchir s'ils voulaient donner une réponse positive. Les résultats confirment d'ailleurs que les répondants comprenaient les questions avant d'y répondre.

Figure 8 – Degré d'accord avec diverses affirmations reflétant des croyances et des attitudes relatives aux carrières en justice

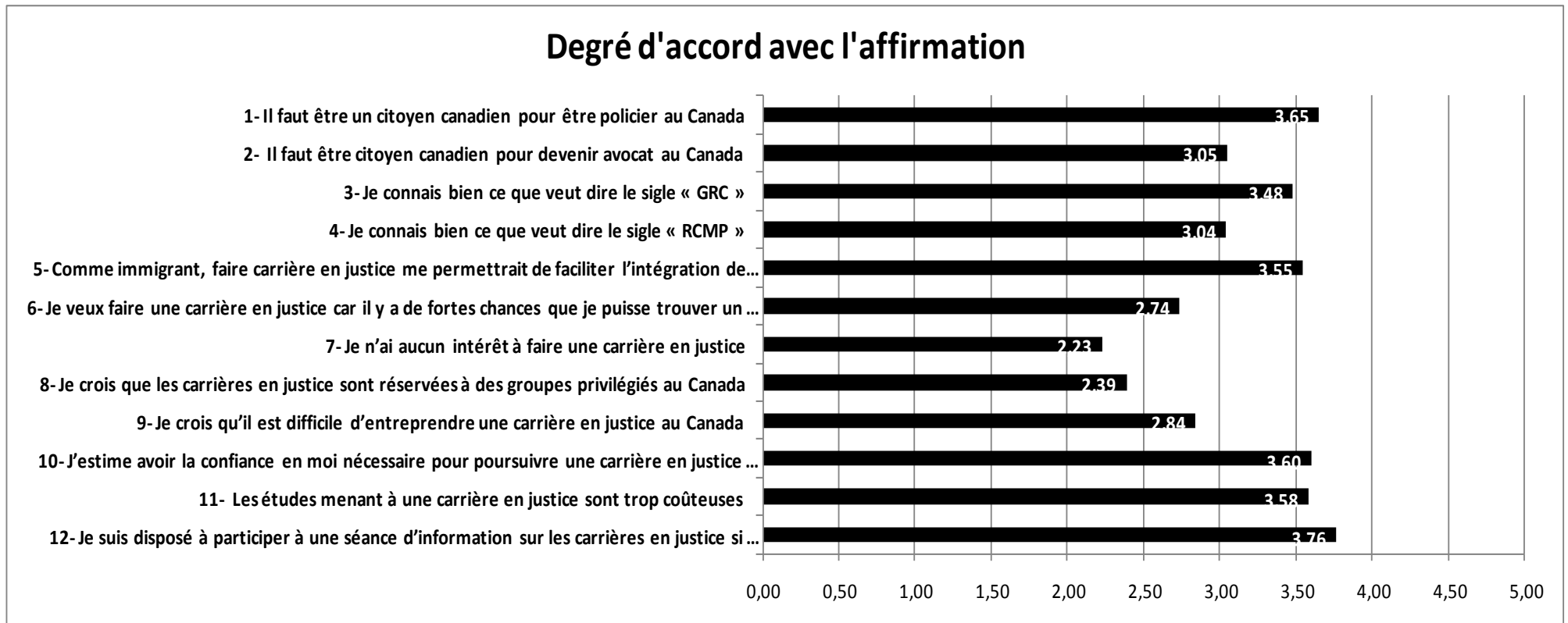


Tableau 10 – Croyances et attitudes relatives aux carrières en justice, distribution des réponses, moyenne et écart-type

Affirmations relatives aux carrières en justice	Degré d'accord avec l'affirmation	Répartition des réponses										
		Écart-type	1		2		3		4		5	
1. Il faut être un citoyen canadien pour être policier au Canada.	3,65	1,72	129	25 %	22	4 %	38	7 %	33	6 %	291	57 %
2. Il faut être citoyen canadien pour devenir avocat au Canada.	3,05	1,76	176	35 %	41	8 %	51	10 %	43	9 %	188	38 %
3. Je connais bien ce que veut dire le sigle « GRC ».	3,48	1,70	120	25 %	41	8 %	53	11 %	30	6 %	243	50 %
4. Je connais bien ce que veut dire le sigle « RCMP ».	3,04	1,77	169	36 %	38	8 %	52	11 %	31	7 %	183	39 %
5. Comme immigrant, faire carrière en justice me permettrait de faciliter l'intégration de nouveaux immigrants.	3,55	1,59	93	20 %	35	8 %	72	16 %	48	10 %	212	46 %
6. Je veux faire une carrière en justice car il y a de fortes chances que je puisse trouver un emploi dans ce domaine.	2,74	1,49	144	32 %	59	13 %	107	24 %	59	13 %	85	19 %
7. Je n'ai aucun intérêt à faire une carrière en justice.	2,23	1,51	233	52 %	50	11 %	67	15 %	31	7 %	69	15 %
8. Je crois que les carrières en justice sont réservées à des groupes privilégiés au Canada.	2,39	1,60	240	49 %	52	11 %	61	12 %	42	9 %	95	19 %

Affirmations relatives aux carrières en justice	Degré d'accord avec l'affirmation	Répartition des réponses										
		Écart-type	1		2		3		4		5	
9. Je crois qu'il est difficile d'entreprendre une carrière en justice au Canada.	2,84	1,57	155	32 %	56	12 %	97	20 %	59	12 %	116	24 %
10. J'estime avoir la confiance en moi nécessaire pour poursuivre une carrière en justice au Canada.	3,60	1,52	78	17 %	39	8 %	82	18 %	58	12 %	208	45 %
11. Les études menant à une carrière en justice sont trop coûteuses.	3,58	1,47	65	15 %	42	10 %	88	20 %	59	13 %	184	42 %
12. Je suis disposé à participer à une séance d'information sur les carrières en justice si elle avait lieu dans ma ville.	3,76	1,51	69	16 %	30	7 %	67	15 %	50	11 %	229	51 %

7.3. Questions concernant les connaissances relatives aux carrières en justice

Questions

1. Il faut être un citoyen canadien pour être policier au Canada – moyenne de 3,65.
2. Il faut être citoyen canadien pour devenir avocat au Canada – moyenne de 3,05.
3. Je connais bien ce que veut dire le sigle « GRC » – moyenne de 3,48.
4. Je connais bien ce que veut dire le sigle « RCMP » – moyenne de 3,04.

Constats

La moyenne des réponses à la question 1 était 3,65, ce qui indique que les répondants croient fermement qu'il faut être citoyen canadien pour être policier au Canada. Environ 29 % des gens indiquaient qu'ils n'étaient pas d'accord avec l'énoncé et presque 70 % des gens étaient d'accord avec cet énoncé. Il s'avère qu'il n'est pas toujours obligatoire d'être citoyen canadien pour être policier au Canada. Les sites Web des forces policières à travers le pays indiquent leurs exigences et dans plusieurs cas, il suffit d'être résident permanent. Le site Web du Collège canadien de police confirme que *pour devenir policier au Canada vous devez être un [citoyen canadien](#) ou un [résident permanent au Canada](#). (Les exigences varient dépendant du service de police)*. Source : <http://www.cpc.gc.ca/police-fra.html>. Il faut avoir obtenu la citoyenneté canadienne pour devenir membre de la Gendarmerie Royale du Canada. Source : <http://www.rcmp-grc.gc.ca/recruiting-recrutement/selection/requirements-exigences-fra.htm>

La moyenne des réponses à la question 2 était aussi relativement élevée, atteignant la marque de 3,05. Presque 50 % des gens étaient tout à fait d'accord avec cet énoncé. Il s'avère que l'énoncé est faux. Une personne peut devenir avocat au Canada sans avoir obtenu la citoyenneté canadienne. Les sites Web des facultés de droit fournissent des informations sur les admissions. En plus, il n'est pas obligatoire d'être un citoyen canadien pour pratiquer le droit au Canada. Comme exemple, le site Web du Barreau du Haut-Canada affirme qu'une personne peut être admise au Barreau de l'Ontario sans avoir obtenu la résidence permanente ou la citoyenneté. Voir <http://rc.lsuc.on.ca/jsp/membershipServices/becomingALawyer.jsp>. Nous avons tenu une conversation avec le Bureau du registraire du Barreau, qui a confirmé que la loi à cet effet avait changé en 2007. Pour pratiquer le droit en Ontario, il est nécessaire d'avoir obtenu les permis de travail appropriés de Citoyenneté et immigration Canada et du Barreau, mais il n'est pas obligatoire, selon le Barreau, d'être résident permanent ou citoyen canadien.

Durant les discussions qui ont suivi le questionnaire, nous avons observé que les immigrants obtiennent souvent leurs informations de la famille, des amis ou des chefs de file de la communauté. Cela est bon, du moment que ces personnes possèdent les bonnes informations. Certains répondants diplômés internationaux en justice affirmaient sans l'ombre d'un doute qu'il fallait avoir obtenu sa citoyenneté avant de devenir policier ou juriste au Canada. De par leur formation, ces gens influençaient le groupe. Les organismes qui feront la promotion des carrières en justice auprès des immigrants francophones dans les communautés minoritaires francophones devront spécifier les exigences de citoyenneté pour chacune des carrières dans tout le matériel de promotion. Cette information est essentielle puisque les gens se disqualifient eux-mêmes à priori s'ils n'ont pas les informations exactes. Recenser les exigences de citoyenneté pour les carrières en justice dans les différentes provinces et territoires et les villes représentera un effort important. Certains sites Web sont explicites et fournissent clairement ce

type d'information. Sur d'autres sites par contre, l'information est soit disponible, mais difficile à trouver, soit inexistante.

Les questions 3 et 4 cherchaient à connaître si les immigrants étaient familiers avec les sigles utilisés couramment au Canada. Nous avons noté que les organismes communautaires francophones, comme bien d'autres d'ailleurs, utilisent souvent des sigles dans leurs rapports, dépliants et sites Web. Il est frappant de noter que près du tiers des répondants n'ont aucune idée de la signification du sigle « GRC » et que cette proportion est plus élevée pour le sigle « RCMP ». Durant les discussions qui ont suivi, nous avons noté que même des gens qui affirmaient connaître le sigle n'étaient pas certains de sa signification.

Les prestataires de services doivent éviter d'utiliser les sigles en tout temps lorsqu'ils produisent du matériel pour les immigrants francophones.

7.4. Questions concernant les croyances et les attitudes relatives aux carrières en justice

Questions

8. Je crois que les carrières en justice sont réservées à des groupes privilégiés au Canada – moyenne de 2,39.
9. Je crois qu'il est difficile d'entreprendre une carrière en justice au Canada – moyenne de 2,84.
11. Les études menant à une carrière en justice sont trop coûteuses – moyenne de 3,58.

Constats

La question 8 était posée pour vérifier si les répondants croyaient que les carrières en justice leur étaient fermées. La moyenne de 2,39 est très basse, ce qui signifie que les répondants sont en désaccord avec l'énoncé affirmant que les carrières en justice au Canada sont réservées à des groupes privilégiés. Environ 60 % des répondants ont coché 1 ou 2 à cette question, ce qui confirme que les immigrants croient que les carrières en justice au Canada sont en fait ouvertes à tous. Cette perception a été confirmée lors des discussions qui ont suivi. Il faut noter que près du tiers des répondants ont répondu 4 ou 5 à cette question. Ces derniers croient effectivement que les carrières en justice sont réservées à des classes privilégiées.

La question 9 cherchait à comprendre les croyances des immigrants en termes de difficultés d'accès à des carrières en justice. La moyenne de 2,84 indique que les immigrants voient un certain degré de difficulté, mais qu'il ne s'agit pas de défis insurmontables. Il faut noter qu'environ un tiers des répondants ont répondu 4 ou 5 à cette question. Ils croient effectivement qu'il est très difficile d'accéder à des carrières en justice au Canada.

La question 11 cherchait à comprendre les croyances des immigrants relatives au coût des études menant à des carrières en justice. La moyenne de 3,58 indique que les immigrants croient effectivement que les études menant à des carrières en justice sont dispendieuses. Environ 55 % des répondants ont coché 4 ou 5 à cette question.

Les réponses à ces trois questions présentent certaines pistes de suivi pour les AJEF, la FAJEF, les ministères et les organismes qui cherchent à encourager les immigrants à se lancer dans des carrières en justice. D'une part, il sera important de renforcer la croyance de la

majorité que les carrières en justice au Canada sont ouvertes à tous et ne sont pas limitées à une classe privilégiée. Les responsables pourront constituer une banque de personnes ressources composée d'immigrants qui exercent déjà diverses carrières en justice. Ces derniers seraient les meilleurs recruteurs auprès des jeunes immigrants, qui se reconnaîtraient dans les modèles devant eux.

Il sera nécessaire d'expliquer aux jeunes comment accéder à des carrières en justice, en précisant les exigences des différentes carrières et les lieux de formation dans les provinces. Il faudra aussi expliquer en détail le système de prêts et bourses au Canada. Durant les discussions, il était surprenant de constater jusqu'à quel point les jeunes immigrants, notamment les immigrants récents, ne connaissaient pas ce système. Ils expliquaient que leurs parents ou familles paient les études dans leur pays d'origine et que le système de prêts et bourses ne leur était pas familier. Certains avaient aussi une aversion à s'endetter de la sorte.

7.5. Questions concernant la motivation des gens à faire carrière en justice

Questions

5. Comme immigrant, faire carrière en justice me permettrait de faciliter l'intégration de nouveaux immigrants – moyenne de 3,55.
6. Je veux faire une carrière en justice car il y a de fortes chances que je puisse trouver un emploi dans ce domaine – moyenne de 2,74.
7. Je n'ai aucun intérêt à faire une carrière en justice – moyenne de 2,23.
10. J'estime avoir la confiance en moi nécessaire pour poursuivre une carrière en justice au Canada – moyenne de 3,60.

Constats

Ces questions cherchaient à explorer des éléments qui motiveraient les immigrants à entreprendre une carrière en justice.

Les réponses à la question 5 confirment que les répondants voudraient aider leurs familles, amis et connaissances issus des communautés immigrantes à mieux s'intégrer au Canada. Une carrière en justice leur donnerait les connaissances pour agir dans ce sens. Ce sentiment altruiste était répandu dans tous les groupes rencontrés.

Les réponses à la question 6 confirment que les avantages financiers ne sont pas la motivation principale pour entreprendre une carrière en justice.

Les réponses à la question 7 sont très importantes en termes de suivi de cette étude. Cette question cherchait à connaître si les gens avaient un intérêt ou non à poursuivre une carrière en justice. Pour confirmer que la question était bien saisie, elle était posée à la négative. En répondant 1 ou 2, les gens indiquaient donc qu'ils avaient de fait un intérêt à poursuivre une carrière en justice. Presque 65 % des répondants ont coché 1 ou 2 à cette question. La moyenne de 2,23 confirme que cet intérêt est élevé.

La moyenne des réponses à la question 10 était parmi les plus élevées du questionnaire. Les gens sentent effectivement qu'ils ont la capacité et les forces personnelles nécessaires pour poursuivre une carrière en justice. Moins du quart des répondants ont coché 1 ou 2 à cette question.

7.6. Question concernant la motivation à obtenir de plus amples informations relatives aux carrières en justice

Question

12. Je suis disposé à participer à une séance d'information sur les carrières en justice si elle avait lieu dans ma ville – moyenne de 3,76.

Constat

La question 12 cherchait à connaître l'intérêt des gens à participer à une séance d'information sur les carrières en justice. La moyenne de 3,76 est la plus élevée du questionnaire. Cela confirme un haut degré d'intérêt à obtenir de plus amples informations concernant des carrières en justice. Les organisateurs des groupes témoins (pasteurs, présidents d'organismes, directions générales) ont tous confirmé qu'ils seraient heureux d'accueillir des personnes ressources pour parler de carrières en justice lors de leurs activités.

7.7. Expériences des répondants qui ont postulé pour des carrières en justice

Les questions 2, 3 et 4 du questionnaire cherchaient à mieux connaître les expériences des immigrants qui avaient déjà postulé à un emploi ou à un autre en justice.

Le Tableau 11 indique que parmi les 589 répondants, 106 personnes avaient postulé pour des emplois dans le domaine de la justice, dont les quelque 50 DIJ qui ont participé aux groupes témoins. Les autres ont participé aux groupes communautaires. Ces 106 personnes avaient postulé à 218 emplois différents, notamment dans les carrières de travailleur social (59 répondants), de traducteur et d'interprète (28 répondants) et d'agent des services correctionnels (27 répondants).

Tableau 11 – Emplois postulés, carrières en justice

Emploi postulé	Nombre de postulants
1. Avocat	15
2. Policier	20
3. Sténographe	10
4. Travailleur social	59
5. Greffier	8
6. Huissier (<i>sheriff</i>)	9
7. Agent des services correctionnels	27
8. Agent de probation	16
9. Commis du greffe	7
10. Juge de paix	7
11. Traducteur ou interprète	28
12. Technicien juridique (parajuriste)	12
Total	218

Le taux de réponse, toutes demandes confondues, est présenté dans le Tableau 12. On constate que 46 % des gens n'ont pas reçu de réponse à leur demande et qu'un tiers des gens ont tout de même obtenu une entrevue. Au total, 9 personnes ont obtenu un emploi, soit 8 % des gens ayant postulé. Pour les autres, les facteurs suivants ont surtout influencé leur démarche : leur expérience antérieure n'était pas reconnue ou ne correspondait pas à la demande du poste, ou leur connaissance de l'anglais était trop faible.

Tableau 12 – Suivi accordé à une demande d'emploi dans une carrière en justice

Information concernant le suivi	Fréquence (sur 100 répondants) (chaque répondant devait donner toutes les réponses applicables)	Pourcentage
1. Pas reçu de réponse	46	46 %
2. Passé une entrevue / un test	33	33 %
3. Expérience ne correspondait pas à la description de tâches	18	18 %
4. Problème de reconnaissance de mon expérience antérieure	21	21 %
5. Niveau de langue française faible	2	2 %
6. Niveau de langue anglaise faible	15	15 %
7. Pas trouvé de lieu pour faire un stage	3	3 %
8. Statut de citoyenneté	7	7 %
9. Obtenu l'emploi	9	9 %

Parmi toutes les réponses, il a été possible d'isoler 28 répondants qui ont postulé pour un poste de travailleur social afin de déterminer le suivi accordé à leur demande. De ce nombre, 14 personnes (50 %) n'ont pas reçu de réponse à leur demande d'emploi, 8 personnes (29 %) ont passé une entrevue et de ces 8 personnes, 5 ont obtenu l'emploi. Donc 18 % des personnes ayant fait une demande d'emploi dans le domaine du travail social ont obtenu l'emploi.

Tableau 13 – Suivi accordé aux demandes d'emploi en travail social

Information concernant le suivi – personnes ayant postulé pour un emploi de travailleur social seulement	Fréquence (sur 28 répondants) (chaque répondant devait donner toutes les réponses applicables)	Pourcentage
1. Pas reçu de réponse	14	50 %
2. Passé une entrevue / un test	8	29 %
3. Expérience ne correspondait pas à la description de tâches	7	25 %
4. Problème de reconnaissance de mon expérience antérieure	4	14 %
5. Niveau de langue française faible	0	0 %
6. Niveau de langue anglaise faible	5	18 %

Information concernant le suivi – personnes ayant postulé pour un emploi de travailleur social seulement	Fréquence (sur 28 répondants) (chaque répondant devait donner toutes les réponses applicables)	Pourcentage
7. Pas trouvé de lieu pour faire un stage	0	0 %
8. Statut de citoyenneté	2	7 %
9. Obtenue l'emploi	5	18 %

7.8. Données qualitatives – ce que les groupes témoins révèlent

7.8.1. Les résultats des groupes témoins des jeunes

Rappelons que six groupes témoins ont été organisés à Ottawa, à Winnipeg, à Toronto (2), à Hamilton et à Vancouver, pour permettre à environ 85 jeunes de partager leurs perspectives sur des enjeux de justice. Il s'agissait principalement de jeunes âgés de 12 à 18 ans. Le groupe témoin de Winnipeg était constitué d'une classe d'éducation pour adultes. La plupart des gens dans ce groupe étaient âgés de 18 à 25 ans. Ces groupes témoins ajoutent des données qualitatives à la recherche. Il faut être prudent dans l'utilisation de ces données. En raison des limites méthodologiques, on ne peut pas tirer de conclusions sur les propos de ces groupes témoins et projeter ces conclusions sur tous les jeunes immigrants francophones vivant en milieu minoritaire.

Les faits saillants qui ressortent des groupes témoins tenus auprès des jeunes immigrants francophones sont les suivants.

La plupart des professions leur sont inconnues, sauf celles d'avocat et de policier. Les jeunes de niveau secondaire avancé ne connaissent pas les termes tels sténographe, huissier et agent de probation. Ils ne connaissent pas les études nécessaires qui conduisent aux différentes carrières.

Les jeunes étaient intéressés à revoir les dépliants préparés par les AJEF de leur province et fournis durant les groupes témoins. Aucun jeune n'avait vu ces dépliants au préalable. Les dépliants ont provoqué des discussions sur des enjeux de justice tels le harcèlement, l'aide juridique, l'assurance emploi et le divorce.

Les jeunes ont une perception négative du système de justice en général. Les adolescents (garçons) âgés de 16 à 18 ans de certains milieux urbains étaient notamment hostiles lorsqu'ils parlaient des policiers. Ils ont déjà connu ou ils connaissent un ami qui a vécu des expériences négatives avec les policiers et cela affecte leur perception des carrières en justice.

Dans tous les groupes, peu de jeunes étaient intéressés à une carrière en justice. Les jeunes commencent à penser à une carrière ou un emploi dès la 7^e ou la 8^e année et font leur choix de cours en conséquence dès la 9^e année. N'ayant pas été exposés aux différentes carrières en justice, les jeunes ont déjà fait des choix dans d'autres domaines.

Le terme « carrières en justice » n'a pas de résonance chez les jeunes. Il y a deux problèmes. D'abord le mot justice n'évoque que deux choses dans leur esprit, soit les juges et les avocats, et rien d'autre. Les seuls avocats nommés pratiquent en droit criminel – l'avocat « te défend » et

le procureur « t'accuse » – et le droit criminel n'est pas vu d'une façon positive. Les jeunes ne connaissaient pas les avocats qui aident les familles et les enfants ou qui travaillent dans le monde des affaires. L'autre problème est le mot « carrière ». Une majorité des jeunes participant aux groupes vivent dans des familles économiquement défavorisées. Peu de ces jeunes se voient dans des « carrières ». Leurs jeunes amis de familles riches peuvent aspirer à des carrières, mais cela n'est pas pour eux. Dans une économie familiale de survie, l'horizon n'englobe pas une carrière professionnelle. Les jeunes mentionnaient le coût inabordable d'études dans le domaine de la justice.

Les jeunes adultes, âgés de 18 à 21 ans, veulent accéder au marché de travail rapidement et faire entrer des fonds à la maison. Les investissements de temps dans les études pour des carrières en justice semblent trop longs.

Aucun jeune participant des groupes témoins ne connaissait une seule personne de son entourage (famille élargie, amis de familles, parenté) qui faisait carrière en justice.

Constats

Les constats suivants se dégagent des groupes témoins tenus auprès des jeunes.

- Les carrières en justice ont peu d'attrait pour les jeunes immigrants francophones. Les jeunes ne connaissent pas ces carrières, n'ont pas de modèles pour ces carrières dans leur entourage familial ou voient le système de justice à travers la lentille d'expériences négatives avec la police.
- Il faudra rejoindre les immigrants et les enfants d'immigrants récents tôt dans le cycle scolaire pour les informer des différentes carrières en justice. Il faut semer l'idée d'une carrière en justice avant la 7^e année.
- Il faut informer les jeunes sur le système canadien de prêts et bourses. Les défis financiers semblent incontournables autrement.
- Les jeunes immigrants devront se voir et se reconnaître dans les gens qui leur parleront de carrières en justice. Si les jeunes n'ont pas de modèles dans leur famille et leur entourage immédiat, il sera nécessaire de trouver des modèles dans les communautés élargies.
- Le matériel (dépliants et pancartes) produit par les AJEF a été apprécié. L'enjeu se situe plutôt au fait qu'aucun jeune n'avait vu ce matériel avant la tenue du groupe témoin.

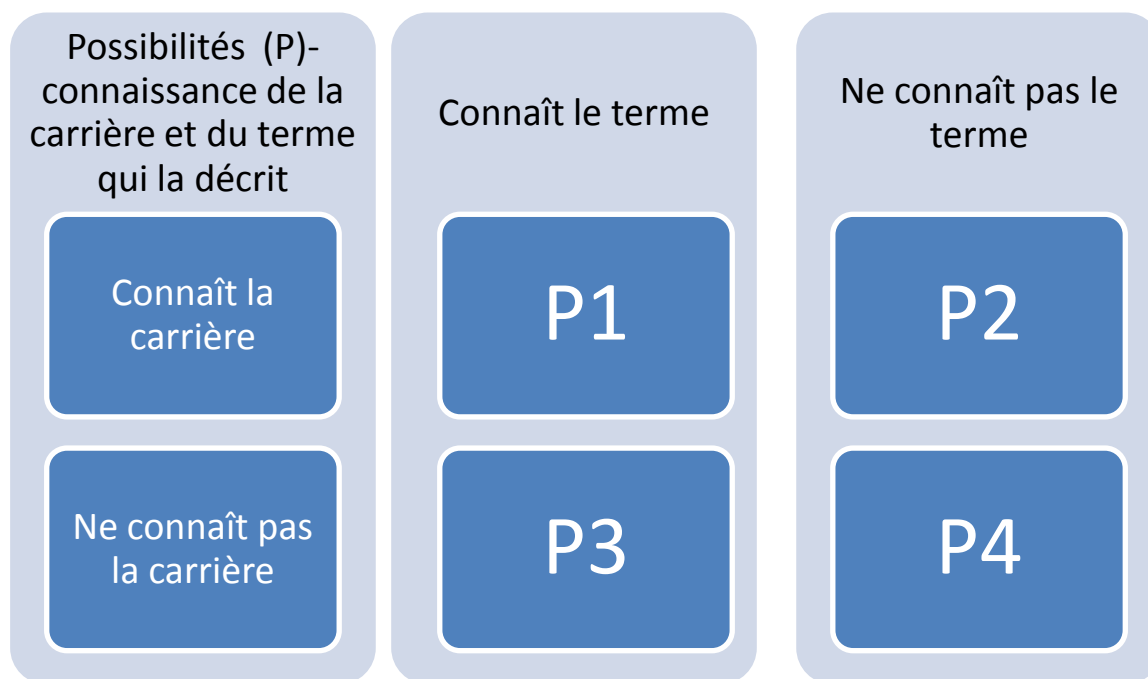
7.8.2. Les résultats des groupes témoins des diplômés internationaux en justice (DIJ)

Rappelons que six groupes témoins ont visé spécifiquement la participation des diplômés internationaux en justice (DIJ), dont trois tenus en Ontario, un au Manitoba, un en Alberta et un en Colombie-Britannique. Au total, environ 50 DIJ ont participé à ces discussions. Il s'agissait de gens formés dans différentes professions, telles celles de juriste, de traducteur et de travailleur social, à titre d'exemples. Les groupes ont été constitués à partir des contacts établis avec des organismes d'accueil francophones dans les communautés ou à partir de contacts effectués auprès d'organismes issus des communautés immigrantes elles-mêmes.

Les faits saillants qui ressortent de ces groupes témoins sont les suivants.

Une très grande majorité des immigrants francophones sont issus de pays civilistes et leur formation dans un domaine de la justice est centrée sur le droit civil. Les DIJ connaissent mal ou ne connaissent pas du tout les carrières en justice au Canada dans les provinces où est exercée la common law. Quatre possibilités se présentent, tel qu'illustré dans la figure suivante :

Figure 9 – Possibilités – connaissance d'une carrière en justice et du terme qui la décrit



- Les gens connaissent le terme utilisé et la carrière en question (possibilité 1). Il s'agit des carrières d'avocat ou de policier, par exemple. Par contre, un certain nombre de participants étaient surpris de voir que la police faisait partie des carrières en justice; les policiers sont connus comme auxiliaires de justice dans leur pays d'origine et cela n'est pas vu comme une « carrière ».
- Les gens ne connaissent pas le terme utilisé, mais connaissent la carrière (possibilité 2). Deux exemples en sont les carrières de *sheriff* ou de sténographe. Une fois que la fonction est expliquée, les gens connaissent la carrière, mais font un lien avec le terme utilisé dans leur pays d'origine, tels commissaire-priseur ou notaire. Le même terme n'est pas nécessairement utilisé d'un pays civiliste à l'autre pour décrire la même fonction.
- Les gens connaissent le terme utilisé pour décrire une carrière, mais ne connaissent pas la carrière (possibilité 3). Ils interprètent le terme selon leurs expériences civilistes – juge de paix, comme exemple. Le terme utilisé dans leur pays d'origine était agent de paix ou juge d'instruction publique.
- Les gens ne connaissent ni le terme utilisé, ni la carrière (possibilité 4). Un exemple était la carrière d'agent de probation.

Presque tous les DIJ ont exprimé une frustration palpable avec le fait que les diplômes de leur pays d'origine ne sont pas reconnus au Canada. Dans certains cas, il a fallu écouter les gens pendant plus d'une heure à ce sujet avant de commencer les discussions autour des questions prévues. Un sentiment exprimé par une grande majorité des DIJ est qu'ils se sentent en quelque sorte trahis par le Canada. Selon eux, le processus d'immigration leur laisse croire qu'ils sont des travailleurs « qualifiés » et qu'ils peuvent donc exercer leur profession en arrivant au Canada. Ils sont surpris d'apprendre qu'il faut refaire plusieurs années d'études avant d'exercer leur profession. La plupart des DIJ rencontrés ont déjà atteint la trentaine avancée et même la quarantaine. Ils ne se voient pas reprendre des études. Plusieurs abandonnent leur profession d'origine et se trouvent un emploi dans un autre domaine.

Environ la moitié des DIJ expriment des opinions très négatives face au système de recrutement et d'embauche dans le domaine de la justice au Canada. Ils croient que ce sont les contacts qui priment, même avant les diplômes. Ils affirment comme un fait que le système de recrutement du gouvernement fédéral rejette leur formulaire de demande d'emploi en raison de leur nom. Somme toute, ces gens ont perdu confiance dans le système et n'ont pas d'intérêt à entamer d'autres démarches pour poursuivre une carrière en justice. Le sentiment de rejet est palpable. Ces gens affirment qu'ils sont victimes d'une discrimination qu'ils ne comprennent pas. Dans certaines localités, les DIJ affirmaient qu'il était préférable de s'intégrer au Canada par l'entremise de la communauté anglophone plutôt que par l'entremise de la communauté francophone minoritaire. Selon eux, ces petites communautés sont fermées sur elles-mêmes et ne font pas de place aux nouveaux arrivants.

Une tendance est notable. Plusieurs DIJ de différentes provinces ont soumis des demandes d'emploi pour des postes d'agent des services correctionnels. Cette carrière s'est présentée comme une niche intéressante à explorer. Aucun de ces DIJ n'a obtenu le poste convoité. Quelques-uns seulement ont franchi l'étape de l'entrevue.

En termes de solutions proposées, presque tous les DIJ affirment la nécessité de mettre en place un système de mentorat qui pourrait orienter les immigrants ayant déjà une formation en justice. Certains recommandent d'assouplir les exigences des postes pour les immigrants qualifiés.

Certains participants ont partagé qu'ils avaient refait leurs études en droit au Canada, mais qu'ils connaissaient des défis énormes à obtenir un lieu de stage. Dans certains cas, les gens ont fait 30, 40 ou 50 demandes de stage et même plus, sans succès.

Les constats

Les organismes qui œuvrent auprès des DIJ devront tenir compte de quelques enjeux clés pour encourager ces personnes à poursuivre une carrière en justice au Canada et les appuyer dans leur démarche.

Les DIJ qui ont participé aux groupes témoins sont motivés à poursuivre leur carrière dans un domaine de justice au Canada, mais il ne faut pas présumer qu'ils connaissent les carrières canadiennes. Les responsables devront fournir des informations détaillées sur chaque carrière pour s'assurer que les DIJ comprennent bien de quoi il s'agit lorsque les différents termes sont utilisés.

La reconnaissance des diplômes et des acquis d'autres pays posera de sérieux problèmes. La firme a demandé à certains participants de partager en détail le nombre d'années d'études postsecondaires terminées pour obtenir leur diplôme dans leur pays. Certaines personnes avaient terminé deux années d'études postsecondaires pour être qualifiées comme travailleur social dans leur pays. D'autres avaient terminé trois ans de droit et étaient qualifiées pour agir comme juriste. Après la tenue des groupes témoins, la firme a invité certaines personnes à remettre un curriculum vitae détaillé, incluant tous les cours suivis lors de leurs études postsecondaires dans leur pays d'origine. Ces informations ont été validées sur les sites Web des universités en question. L'exercice permet de comprendre l'écart entre les attentes des immigrants de certains pays et les réalités canadiennes. Deux années d'études postsecondaires ne forment pas un travailleur social au Canada, pas plus que trois ou quatre années d'études postsecondaires ne forment un juriste spécialisé. Plusieurs DIJ ont affirmé avec conviction et même avec émotion qu'ils peuvent répondre aux exigences et faire le travail au Canada avec leur qualification professionnelle actuelle ou qu'il leur faudrait tout au plus quelques cours d'appoint pour exercer leur carrière au Canada. L'écart entre les croyances des immigrants et la réalité canadienne constitue un immense enjeu qui exigera autant de tact que de réalisme lorsque leur seront expliquées toutes les exigences canadiennes.

Il faudra déterminer s'il sera possible de développer des cours d'appoint et un système d'aiguillage qui permettront aux DIJ de faire des études au Canada afin d'y exercer une carrière en justice, tout en leur évitant de devoir repartir à zéro. Les gens auront des difficultés à refaire des études au Canada. Il s'agit d'une question de retour sur l'investissement. En effet, pendant combien d'années ces gens pourront-ils mener une carrière en justice s'ils refont des études au Canada, considérant qu'ils ont déjà 30 ou 40 ans? Aussi, seront-ils assurés d'obtenir un emploi après avoir refait leurs études?

L'expérience vécue par les gens avec le système de justice dans leur pays les a marqués, surtout les réfugiés. Les gens imaginent que le système est contre eux, que les métiers sont réservés à certains privilégiés, que les contacts seuls conduisent à des emplois. Il faudra donc travailler sur ces perceptions qu'ont certains immigrants.

Ces perceptions peuvent être fondées dans certains cas, mais elles ne le sont certainement pas dans d'autres. Voici deux exemples de perceptions erronées.

Il est clair que les gens ne comprennent pas le fonctionnement du gouvernement fédéral lorsqu'il s'agit de compléter un formulaire de demande d'emploi en ligne. Certains affirmaient que leur nom posait une barrière à l'emploi et que leur demande pour un poste était rejetée à la lecture de leur nom par la personne qui examinait les curriculum vitae. Ils ne savent pas que les curriculum vitae sont examinés par une machine d'abord qui fait un premier tri, en utilisant un algorithme de reconnaissance des mots clés qui apparaissent dans les renseignements à l'intention des candidats. Cela implique qu'il est nécessaire de refaire au complet son curriculum vitae pour chaque poste afin de s'assurer que les exigences demandées se retrouvent dans le dossier soumis en ligne. Lorsque ce fait était expliqué durant les groupes témoins, les gens étaient très surpris d'apprendre qu'il n'y avait pas un individu qui examinait chaque curriculum vitae au point de départ.

D'autres ont indiqué que le site sur lequel ils voulaient soumettre une demande d'emploi était bloqué lorsqu'ils ont soumis leur demande pour un poste dans le gouvernement fédéral. Ils affirmaient que les concours étaient limités à un certain nombre de demandes d'emploi et qu'une fois atteint, le concours était fermé. Évidemment, le système ne fonctionne pas ainsi.

Ces opinions erronées étaient exprimées comme si elles étaient un fait.

La question des stages est un autre enjeu significatif. Il faudra trouver des façons de faciliter l'accès à des stages pour les DIJ après leurs études en droit. Il sera nécessaire d'effectuer une recherche plus approfondie sur cet enjeu. Est-il normal pour un candidat de faire 40 ou 50 demandes de stage, et même plus, sans connaître de succès, même si ses notes de classe sont bonnes? En termes anecdotiques, la firme a communiqué avec des membres non immigrants des AJEF qui indiquaient qu'ils avaient fait 3, 4 ou 5 demandes avant d'obtenir un stage. La firme a aussi communiqué avec certains cabinets privés pour explorer l'enjeu. Il est clair qu'un cabinet privé d'avocats n'est pas une œuvre de bienfaisance. L'expression « *fit* » stratégique dans le sens d'alignement stratégique est revenu dans chaque conversation. Les firmes recherchent des stagiaires qui vont contribuer à leurs objectifs d'entreprise.

La question de la maîtrise de l'anglais est aussi un enjeu. La méconnaissance de l'anglais est certainement une barrière à l'entrée dans les carrières en justice. Là aussi, des recherches supplémentaires seront nécessaires pour répondre à des questions comme celles-ci : Comment fonctionnent la conduite d'analyses comparatives et l'administration de tests pour l'évaluation du niveau de la langue anglaise? Ces processus sont-ils standardisés? Les exigences linguistiques pour les carrières en justice sont-elles normalisées?

8. L'ANALYSE DOCUMENTAIRE

Au cours des dernières années, nous avons réalisé des analyses documentaires sur les enjeux des immigrants francophones relatives à leur établissement et à leur intégration dans les communautés francophones minoritaires au Canada. Nous avons revu ces analyses pour relever plus précisément des études qui traitaient de la question des carrières en justice et de l'accès à la justice.

Certaines études touchaient à des enjeux de délinquance et de victimisation des nouveaux arrivants et des minorités. En voici un exemple : *Concevoir autrement la délinquance et la victimisation des nouveaux arrivants et des minorités : au-delà des crimes haineux*, de Derek Janhevich, Mélanie Bania et Ross Hastings, de l'Institut pour la prévention de la criminalité, Département de criminologie, Université d'Ottawa.

D'autres études touchaient aux enjeux de profilage racial au Canada : Scot Wortley et Julian Tanner, *Discrimination ou « bons » services de police. Le débat concernant le profilage racial au Canada*.

Ces études et beaucoup d'autres se trouvent sur le site Metropolis.

La firme n'a pas recensé de recherches ou d'études académiques qui exploraient spécifiquement les enjeux de carrières en justice ou d'accès à la justice pour les immigrants francophones dans les communautés francophones minoritaires. Certaines études maison ont été recensées. Comme exemple, le Regroupement ethnoculturel des parents francophones de l'Ontario a présenté la *Situation de la communauté somalienne et les défis reliés aux jeunes impliqués dans le réseau des jeunes contrevenants* lors d'une table ronde sur la jeunesse et les minorités raciales et ethnoculturelles tenue à Toronto, en février 2005.

Nous avons remis une étude à la FAJEF qui intéressera les responsables œuvrant auprès des immigrants francophones. Intitulée *Indice des possibilités d'emploi des nouveaux immigrants reposant sur la transférabilité des compétences et les obstacles qui entravent l'accès aux professions*, l'étude a été réalisée en janvier 2003 par Bill Ahamad, Margaret Roberts, Jo-Ann Sobkow et Dan Boothby à l'intention de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC).

Les auteurs ont développé une grille d'analyse complexe qui détermine un indice faisant le lien entre les obstacles (barrières à l'entrée) et la transférabilité des compétences de diverses professions.

L'étude classe les professions les moins transférables, c'est-à-dire celles qui présentent des obstacles très efficaces posant une entrave sérieuse à l'accès à la profession et une faible transférabilité des compétences. Les professions classées dans cette catégorie comprennent notamment les spécialistes du contrôle de la circulation aérienne ainsi que les avocats (partout au Canada) et les notaires (au Québec). Selon les auteurs de l'étude, *comme les obstacles qui entravent l'accès à ces professions sont très efficaces, la plupart des nouveaux immigrants qui les exerçaient (qui ont fait leurs études ou reçu leur formation à l'étranger) n'y auraient pas accès à leur arrivée au Canada*. L'étude affirme que les immigrants dans ces professions *seraient probablement bien avisés d'être disposés à suivre un programme de recyclage ou d'exercer une profession qui exige moins de compétences et de connaissances qu'ils n'en possèdent*. À titre de comparaison, l'étude nomme aussi les professions ne présentant aucun obstacle et une forte transférabilité des compétences. Il s'agit notamment des professions suivantes, à titre d'exemples : comptables, informaticiens et journalistes.

Malgré les limites méthodologiques des groupes témoins, les résultats semblent confirmer les conclusions de l'étude d'Ahamad et coll. En ajoutant les enjeux liés à la maîtrise de l'anglais à ces conclusions, il devient plus facile de comprendre les propos tenus par les DIJ et l'ampleur des défis à relever pour leur permettre d'exercer une carrière dans le domaine du droit. Par contre, l'étude propose aussi une piste de solution intéressante : serait-il possible d'exercer une carrière en justice autre que celle d'avocat?

La prochaine section présente des données concernant le taux de participation des francophones et des immigrants dans diverses carrières en justice.

9. DONNÉES CONCERNANT LA DISTRIBUTION DE LA POPULATION DANS DIVERSES CARRIÈRES EN JUSTICE, PREMIÈRE LANGUE OFFICIELLE PARLÉE ET IMMIGRATION, 2006

9.1. La description des tableaux personnalisés

Les économies d'échelle générées par l'organisation de deux projets complémentaires a permis de faire une commande personnalisée auprès de Statistique Canada en 2010. Nous avons obtenu les données suivantes :

- Géographie : Ontario, Manitoba, Alberta, Colombie-Britannique et Nouveau-Brunswick, au niveau des provinces, ainsi que Toronto et Ottawa en termes de villes en Ontario. Cette géographie nous a permis d'obtenir des données relatives à environ 90 % des immigrants francophones à l'extérieur du Québec.

- Titre du tableau : Nous avons utilisé la première langue officielle parlée (PLOP) – Anglais, Français, Français et Anglais – le statut d'immigrant, la profession exercée dans un domaine du droit selon la Classification nationale des professions (CNP) pour la population de 15 ans. Nous avons additionné le total des catégories PLOP Français et PLOP Français et Anglais pour obtenir Francophones.
- Les professions repérées sont les suivantes. Ce sont les professions disponibles selon la Classification nationale des professions (CNP). Voir : <http://stds.statcan.gc.ca/soc-cnp/2006/ts-rt-fra.asp?crtaria=g>. Le code alphanumérique renvoie à la profession.
 - Juges de paix et officiers de justice B317;
 - Juges E011, avocats (partout au Canada) et notaires (au Québec) E012;
 - Traducteurs, terminologues et interprètes F025 (cette catégorie comprend toutes les personnes exerçant ces professions et non seulement celles œuvrant dans le domaine de la justice; nous voulons connaître ces données puisque nous soupçonnons que l'interprétation et la traduction seront des carrières potentiellement intéressantes pour les DIJ);
 - Personnel des services de protection G612;
 - Shérifs et huissiers de justice G621;
 - Agents de services correctionnels G622;
 - Agents d'application de règlements municipaux G623;
 - Autre personnel de services de protection G625;
 - Gardiens de sécurité et personnel assimilé G631.

Note méthodologique importante

Statistique Canada protège l'anonymat des répondants. Les nombres supérieurs à 10 sont arrondis au multiple de 5 le plus près. Lorsqu'il s'agit de nombres inférieurs à 10, comme c'est le cas pour certaines professions des tableaux suivants, le nombre est arrondi au multiple de 10 le plus près. Tous les nombres inférieurs à 10 sont donc arrondis à 0 ou à 10. Lorsque le chiffre 0 ou le nombre 10 apparaît, cela veut dire qu'il peut n'y avoir aucune personne dans cette catégorie, ou qu'il peut y en avoir jusqu'à 10.

Puisqu'il s'agit d'une commande personnalisée (EO 1564), ces données ne peuvent pas être utilisées pour des fins commerciales sans la permission de Statistique Canada.

Il faut bien comprendre le sens des tableaux 14 à 19. Le nombre dans les colonnes *Immigrants francophones* et *Immigrants anglophones* est déjà compris dans les colonnes *Anglophones* et *Francophones*. L'addition des pourcentages des quatre catégories dépasse donc 100 %.

Voici une description abrégée de chaque profession tirée du site Web de Statistique Canada. Les lecteurs assidus voudront faire la corrélation entre les professions et les nombres dans les tableaux.

B317 Juges de paix et officiers / officières de justice

Les officiers de justice coordonnent les tâches administratives et les formalités des tribunaux fédéraux, provinciaux et territoriaux, telles que fixer la date de procès et surveiller les dossiers de la cour. Les juges de paix assermentent les témoins, délivrent des assignations, des citations à comparaître et des mandats d'arrêt et accomplissent d'autres tâches reliées à la cour telles que

présider les audiences de cautionnement. Ils travaillent dans les tribunaux fédéraux et provinciaux.

Exceptions :

- Les personnes qui accomplissent du travail de bureau dans les tribunaux (B543 - Commis des services judiciaires);
- Les huissiers (G621 - Shérifs et huissiers / huissières de justice);
- Le personnel des professions parajuridiques (E211 - Techniciens / techniciennes juridiques et personnel assimilé).

E01 Juges, avocats / avocates (partout au Canada) et notaires (au Québec)

Les personnes exerçant les professions de ce sous-groupe s'occupent principalement d'administrer la justice, de donner des avis juridiques, de poursuivre ou de défendre des individus devant les tribunaux et de rédiger des documents juridiques.

E011 Juges

Les juges entendent les causes en matière civile ou criminelle et rendent la justice devant les tribunaux. Ils président les tribunaux fédéraux et provinciaux.

Exceptions :

- Les juges de tribunaux administratifs (A331 - Gestionnaires de la fonction publique - élaboration de politiques et administration de programmes sociaux et de santé);
- Tous les autres arbitres (B318 - Agents / agentes d'immigration, d'assurance-emploi et du revenu);
- Les juges de la Cour de la citoyenneté et les juges de paix (B317 - Juges de paix et officiers / officières de justice);
- Les arbitres en matière de conflits de travail (B021 - Spécialistes des ressources humaines).

E012 Avocats / avocates (partout au Canada) et notaires (au Québec)

Les avocats (partout au Canada) et notaires (au Québec) donnent à leurs clients des conseils juridiques, représentent leurs clients devant les comités d'administration et rédigent des documents juridiques tels que des contrats et des testaments. Les avocats plaident également des causes et représentent leurs clients et intentent des poursuites devant les tribunaux. Les avocats travaillent dans des cabinets d'avocats ainsi que dans les bureaux du procureur. Au Québec, les notaires travaillent dans des études de notaires. Les avocats (partout au Canada) et les notaires (au Québec) travaillent au sein des administrations fédérale, provinciales et municipales, ainsi qu'au service de différentes entreprises ou ils peuvent être des travailleurs autonomes. Ce groupe de base comprend aussi les stagiaires en droit.

Exceptions :

- Les notaires publics, ailleurs qu'au Québec (E211 - Techniciens / techniciennes juridiques et personnel assimilé).

G6 Personnel des services de protection

Les personnes exerçant les professions de ce grand groupe s'occupent principalement de fournir des services de défense, de maintenir la loi et l'ordre, d'assurer la protection des personnes et des biens, de surveiller des détenus, d'appliquer des ordonnances des cours de justice et de mener des enquêtes pour des particuliers.

G611 Policiers / policières (sauf cadres supérieurs)

Les policiers assurent la protection de la population et veillent à la détection et à la prévention du crime, et accomplissent des tâches pour le maintien de la loi et de l'ordre. Ils travaillent pour des administrations municipales et le gouvernement fédéral et pour certains gouvernements provinciaux et régionaux. Ce groupe de base comprend les agents de la police de chemins de fer.

Exceptions :

- Les agents de la police militaire (G624 - Autres grades des Forces armées);
- Les agents de police de rang supérieur à celui de sergent-chef sont considérés comme des directeurs (A351 - Officiers / officières de direction des services de police).

G62 Personnel des services de protection

Les personnes exerçant les professions de ce sous-groupe s'occupent principalement d'exécuter les ordonnances des cours de justice, de maintenir l'ordre dans les établissements pénitentiaires, de faire respecter les règlements, de fournir des services de défense, de mener des enquêtes pour des particuliers et de mettre en œuvre des mesures de sécurité.

Puisque la profession G62 inclut la catégorie G624 - Autres grades des Forces armées, nous avons spécifié les professions G621, G622, G623 et G625.

G621 Shérifs et huissiers / huissières de justice

Les shérifs et les huissiers de justice exécutent les ordonnances, les décrets et les brefs de la cour, participent à la saisie et à la vente de biens et effectuent d'autres tâches connexes et liées à la fonction judiciaire. Les huissiers de justice signifient les ordonnances et documents de la cour, saisissent ou reprennent possession de propriétés, expulsent les locataires et effectuent des tâches connexes. Les shérifs et les huissiers de justice travaillent pour les tribunaux provinciaux ou territoriaux. Les huissiers de justice peuvent travailler comme officiers de justice ou dans le secteur privé, comme représentants de crédateurs.

Exceptions :

- Les agents de police du rang de sergent ou d'un rang inférieur qui assistent aux audiences de la cour et qui voient au maintien de l'ordre (G611 - Policiers / policières (sauf cadres supérieurs)).

G622 Agents / agentes de services correctionnels

Les agents de services correctionnels surveillent les contrevenants et maintiennent l'ordre dans les établissements pénitentiaires et dans les autres lieux de détention. Ils travaillent pour les gouvernements fédéral et provinciaux et pour les administrations municipales.

Exceptions :

- Les agents des services de probation et de libération conditionnelle (E025 - Agents / agentes de probation et de libération conditionnelle et personnel assimilé).

G623 Agents / agentes d'application de règlements municipaux et autres agents / agentes de réglementation, n.c.a.

Les agents d'application de règlements municipaux et autres agents de réglementation font respecter les lois provinciales et les règlements municipaux. Ils travaillent pour les organismes et les gouvernements provinciaux et les administrations municipales.

Exceptions :

- Les agents de police du rang de sergent ou d'un rang inférieur (G611 - Policiers / policières (sauf cadres supérieurs)).

G624 Autres grades des Forces armées

Ce groupe de base comprend le personnel des Forces armées qui ne fait pas partie des officiers commissionnés. Ils contribuent aux mesures de défense collective des eaux, des terres, de l'espace aérien et d'autres points d'intérêt du Canada. Ils travaillent dans les Forces armées canadiennes.

Exceptions :

- Les officiers de direction (A353 - Officiers / officières de direction des Forces armées);
- Les employés civils des Forces armées sont classés dans les groupes de base appropriés ailleurs dans la présente classification, en fonction de la nature de leur travail.

G625 Autre personnel de services de protection

Ce groupe de base comprend les travailleurs qui mènent des enquêtes pour le compte de clients ou d'employeurs, appliquent des mesures de sécurité pour protéger la propriété contre le vol ou le feu, et offrent d'autres services de protection qui ne sont pas classés ailleurs. Ils travaillent dans des agences de sécurité et d'investigation, des hôtels, des établissements de vente au détail, des entreprises et des industries, ou ils peuvent être des travailleurs autonomes.

Exceptions :

- Les gardiens de sécurité (G631 - Gardiens / gardiennes de sécurité et personnel assimilé).

G63 Gardiens / gardiennes de sécurité et personnel assimilé

Les personnes exerçant les professions de ce sous-groupe s'occupent principalement de surveiller des propriétés en vue de prévenir le vol et le vandalisme, de contrôler l'accès aux établissements, de maintenir l'ordre et de faire respecter les règlements à l'occasion d'événements publics ou à l'intérieur d'une entreprise.

Nouveau-Brunswick

Tableau 14 – Nouveau-Brunswick – distribution de la population anglophone, francophone, immigrante dans diverses carrières en justice – 2006

	Total	Anglophones		Francophones		Immigrants anglophones		Immigrants francophones		Note : La population francophone du Nouveau-Brunswick constitue environ 33 % du total de la population provinciale en 2006. Les immigrants francophones constituent 2 % de la population francophone totale au Nouveau-Brunswick.
	N	N	%	N	%	N	%	N	%	
B317 Juges de paix et officiers de justice	80	45	56,3	35	43,8	10	12,5	0	0,0	
E01 Juges et avocats	1 310	890	67,9	425	32,4	60	4,6	0	0,0	
E011 Juges	80	30	37,5	50	62,5	0	0,0	0	0,0	
E012 Avocats	1 235	860	69,6	370	30,0	60	4,9	0	0,0	
F025 Traducteurs, terminologues et interprètes	270	55	20,4	215	79,6	0	0,0	10	3,7	
G6 Personnel des services de protection (grand groupe)	9 560	6 910	72,3	2 650	27,7	185	1,9	30	0,3	
G611 Policiers (sauf cadres supérieurs)	1 495	915	61,2	590	39,5	20	1,3	10	0,7	
G62 Personnel des services de protection (sous-groupe)	4 810	3 560	74,0	1 255	26,1	115	2,4	15	0,3	
G621 Shérifs et huissiers / huissières de justice	65	45	69,2	20	30,8	0	0,0	0	0,0	
G622 Agents de services correctionnels	955	540	56,5	415	43,5	0	0,0	0	0,0	
G623 Agents d'application de règlements municipaux et autres agents de réglementation, n.c.a.	150	105	70,0	50	33,3	0	0,0	0	0,0	
G625 Autre personnel de services de protection	185	145	78,4	35	18,9	15	8,1	0	0,0	
G63 Gardiens de sécurité et personnel assimilé	2 530	1 855	73,3	670	26,5	45	1,8	10	0,4	

Ontario

Tableau 15 – Ontario – distribution de la population anglophone, francophone, immigrante dans diverses carrières en justice – 2006

	Total	Anglophones		Francophones		Immigrants anglophones		Immigrants francophones		
	N	N	%	N	%	N	%	N	%	
B317 Juges de paix et officiers de justice	2 300	2 090	90,9	200	8,7	440	19,1	15	0,7	Note : La population francophone de l'Ontario constitue environ 5 % du total de la population provinciale en 2006.
E01 Juges et avocats	32 825	31 225	95,1	1 370	4,2	5 435	16,6	165	0,5	
E011 Juges	805	740	91,9	65	8,1	120	14,9	0	0,0	
E012 Avocats	32 020	30 485	95,2	1 305	4,1	5 315	16,6	160	0,5	
F025 Traducteurs, terminologues et interprètes	5 400	3 210	59,4	1 870	34,6	2 010	37,2	535	9,9	Les immigrants francophones constituent 17 % de la population francophone totale en Ontario.
G6 Personnel des services de protection (grand groupe)	111 260	103 695	93,2	7 005	6,3	22 005	19,8	390	0,4	
G611 Policiers (sauf cadres supérieurs)	27 940	26 255	94,0	1 640	5,9	3 540	12,7	80	0,3	
G62 Personnel des services de protection (sous-groupe)	30 320	27 370	90,3	2 825	9,3	3 970	13,1	80	0,3	
G621 Shérifs et huissiers / huissières de justice	520	505	97,1	10	1,9	70	13,5	0	0,0	
G622 Agents de services correctionnels	6 170	5 880	95,3	280	4,5	690	11,2	0	0,0	
G623 Agents d'application de règlements municipaux et autres agents de réglementation, n.c.a.	3 300	3 180	96,4	100	3,0	735	22,3	0	0,0	
G625 Autre personnel de services de protection	4 945	4 620	93,4	305	6,2	1 170	23,7	25	0,5	
G63 Gardiens de sécurité et personnel assimilé	40 735	38 175	93,7	2 170	5,3	13 480	33,1	215	0,5	

Ottawa – partie Ontario

Tableau 16 – Ottawa – distribution de la population anglophone, francophone, immigrante dans diverses carrières en justice – 2006

	Total	Anglophones		Francophones		Immigrants anglophones		Immigrants francophones		
	N	N	%	N	%	N	%	N	%	<p>Note : La population francophone de la ville d'Ottawa - partie Ontario - constitue environ 18 % du total de la population urbaine en 2006.</p> <p>Les immigrants francophones constituent 16,3 % de la population francophone totale.</p>
B317 Juges de paix et officiers de justice	165	80	48,5	85	51,5	20	12,1	10	6,1	
E01 Juges et avocats	4 230	3 345	79,1	795	18,8	450	10,6	65	1,5	
E011 Juges	95	60	63,2	35	36,8	0	0,0	0	0,0	
E012 Avocats	4 135	3 280	79,3	755	18,3	445	10,8	65	1,6	
F025 Traducteurs, terminologues et interprètes	1 570	595	37,9	885	56,4	300	19,1	215	13,7	
G6 Personnel des services de protection (grand groupe)	10 815	7 915	73,2	2 765	25,6	1 250	11,6	245	2,3	
G611 Policiers (sauf cadres supérieurs)	2 685	1 975	73,6	700	26,1	205	7,6	45	1,7	
G62 Personnel des services de protection (sous-groupe)	3 980	3 030	76,1	930	23,4	425	10,7	45	1,1	
G621 Shérifs et huissiers / huissières de justice	15	15	100,0	10	66,7	0	0,0	0	0,0	
G622 Agents de services correctionnels	245	195	79,6	50	20,4	30	12,2	0	0,0	
G623 Agents d'application de règlements municipaux et autres agents de réglementation, n.c.a.	265	205	77,4	55	20,8	25	9,4	0	0,0	
G625 Autre personnel de services de protection	705	510	72,3	190	27,0	100	14,2	15	2,1	
G63 Gardiens de sécurité et personnel assimilé	3 360	2 215	65,9	1 030	30,7	560	16,7	155	4,6	

Toronto

Tableau 17 – Toronto – distribution de la population anglophone, francophone, immigrante dans diverses carrières en justice – 2006

	Total	Anglophones		Francophones		Immigrants anglophones		Immigrants francophones		
	N	N	%	N	%	N	%	N	%	Note : La population francophone de la ville de Toronto constitue environ 2 % du total de la population de la ville en 2006.
B317 Juges de paix et officiers de justice	910	875	96,2	25	2,7	320	35,2	0	0,0	
E01 Juges et avocats	20 275	19 800	97,7	350	1,7	3 995	19,7	70	0,3	
E011 Juges	340	325	95,6	10	2,9	70	20,6	0	0,0	
E012 Avocats	19 935	19 475	97,7	340	1,7	3 925	19,7	70	0,4	
Les immigrants francophones constituent 53 % de la population francophone totale de Toronto.										
F025 Traducteurs, terminologues et interprètes	2 730	1 825	66,8	695	25,5	1 415	51,8	275	10,1	
G6 Personnel des services de protection (grand groupe)	36 635	35 845	97,8	505	1,4	15 280	41,7	115	0,3	
G611 Policiers (sauf cadres supérieurs)	7 830	7 620	97,3	190	2,4	1 840	23,5	35	0,4	
G62 Personnel des services de protection (sous-groupe)	6 425	6 230	97,0	140	2,2	2 105	32,8	25	0,4	
G621 Shérifs et huissiers / huissières de justice	195	195	100,0	0	0,0	55	28,2	0	0,0	
G622 Agents de services correctionnels	830	820	98,8	10	1,2	220	26,5	0	0,0	
G623 Agents d'application de règlements municipaux et autres agents de réglementation, n.c.a.	1 420	1 385	97,5	15	1,1	500	35,2	0	0,0	
G625 Autre personnel de services de protection	2 310	2 250	97,4	50	2,2	880	38,1	10	0,4	
G63 Gardiens de sécurité et personnel assimilé	18 325	17 975	98,1	135	0,7	10 750	58,7	55	0,3	

Manitoba

Tableau 18 – Manitoba – distribution de la population anglophone, francophone, immigrante dans diverses carrières en justice – 2006

	Total	Anglophones		Francophones		Immigrants anglophones		Immigrants francophones		
	N	N	%	N	%	N	%	N	%	<p>Note : La population francophone de la province du Manitoba constitue environ 4 % du total de la population provinciale en 2006.</p> <p>Les immigrants francophones constituent 6 % de la population francophone totale du Manitoba.</p>
B317 Juges de paix et officiers de justice	155	140	90,3	15	9,7	10	6,5	0	0,0	
E01 Juges et avocats	2 240	2 180	97,3	60	2,7	145	6,5	0	0,0	
E011 Juges	230	215	93,5	15	6,5	20	8,7	0	0,0	
E012 Avocats	2 015	1 965	97,5	45	2,2	125	6,2	0	0,0	
F025 Traducteurs, terminologues et interprètes	390	265	67,9	110	28,2	60	15,4	10	2,6	
G6 Personnel des services de protection (grand groupe)	11 910	11 275	94,7	610	5,1	1 165	9,8	10	0,1	
G611 Policiers (sauf cadres supérieurs)	2 935	2 760	94,0	175	6,0	175	6,0	10	0,3	
G62 Personnel des services de protection (sous-groupe)	3 935	3 665	93,1	260	6,6	315	8,0	0	0,0	
G621 Shérifs et huissiers / huissières de justice	145	140	96,6	0	0,0	30	20,7	0	0,0	
G622 Agents de services correctionnels	1 185	1 165	98,3	20	1,7	135	11,4	0	0,0	
G623 Agents d'application de règlements municipaux et autres agents de réglementation, n.c.a.	190	185	97,4	0	0,0	0	0,0	0	0,0	
G625 Autre personnel de services de protection	375	375	100,0	10	2,7	25	6,7	0	0,0	
G63 Gardiens de sécurité et personnel assimilé	3 745	3 645	97,3	90	2,4	635	17,0	0	0,0	

Alberta

Tableau 19 – Alberta – distribution de la population anglophone, francophone, immigrante dans diverses carrières en justice – 2006

	Total	Anglophones		Francophones		Immigrants anglophones		Immigrants francophones		
	N	N	%	N	%	N	%	N	%	
B317 Juges de paix et officiers de justice	265	255	96,2	10	3,8	20	7,5	0	0,0	<p>Note : La population francophone de la province de l'Alberta constitue environ 2 % du total de la population provinciale en 2006.</p> <p>Les immigrants francophones constituent 16 % de la population francophone totale de l'Alberta.</p>
E01 Juges et avocats	7 955	7 880	99,1	60	0,8	985	12,4	10	0,1	
E011 Juges	230	230	100,0	0	0,0	15	6,5	0	0,0	
E012 Avocats	7 725	7 650	99,0	60	0,8	970	12,6	10	0,1	
F025 Traducteurs, terminologues et interprètes	575	500	87,0	50	8,7	185	32,2	20	3,5	
G6 Personnel des services de protection (grand groupe)	28 765	27 690	96,3	1 005	3,5	3 365	11,7	60	0,2	
G611 Policiers (sauf cadres supérieurs)	6 610	6 345	96,0	255	3,9	490	7,4	0	0,0	
G62 Personnel des services de protection (sous-groupe)	9 450	8 930	94,5	500	5,3	790	8,4	35	0,4	
G621 Shérifs et huissiers / huissières de justice	335	320	95,5	10	3,0	30	9,0	0	0,0	
G622 Agents de services correctionnels	1 980	1 925	97,2	55	2,8	165	8,3	0	0,0	
G623 Agents d'application de règlements municipaux et autres agents de réglementation, n.c.a.	640	625	97,7	15	2,3	55	8,6	0	0,0	
G625 Autre personnel de services de protection	1 435	1 410	98,3	25	1,7	175	12,2	0	0,0	
G63 Gardiens de sécurité et personnel assimilé	9 230	9 005	97,6	175	1,9	1 945	21,1	25	0,3	

Colombie-Britannique

Tableau 20 – Colombie-Britannique – distribution de la population anglophone, francophone, immigrante dans diverses carrières en justice – 2006

	Total	Anglophones		Francophones		Immigrants anglophones		Immigrants francophones		
	N	N	%	N	%	N	%	N	%	
B317 Juges de paix et officiers de justice	475	455	95,8	20	4,4	65	13,7	0	0,0	Note : La population francophone de la province de la Colombie-Britannique constitue environ 2 % du total de la population provinciale en 2006.
E01 Juges et avocats	11 045	10 920	98,9	90	0,8	2 005	18,2	10	0,1	
E011 Juges	405	405	100,0	0	0,0	35	8,6	0	0,0	
E012 Avocats	10 640	10 515	98,8	90	0,9	1 970	18,5	0	0,0	
F025 Traducteurs, terminologues et interprètes	1 465	1 335	91,1	100	7,5	865	59,0	50	3,4	Les immigrants francophones constituent 29 % de la population francophone totale de la Colombie-Britannique.
G6 Personnel des services de protection (grand groupe)	36 475	35 220	96,6	1 160	3,3	7 920	21,7	140	0,4	
G611 Policiers (sauf cadres supérieurs)	8 365	7 970	95,3	365	4,6	1 030	12,3	40	0,5	
G62 Personnel des services de protection (sous-groupe)	11 130	10 535	94,7	570	5,4	1 575	14,2	40	0,4	
G621 Shérifs et huissiers / huissières de justice	695	690	99,3	10	1,4	60	8,6	0	0,0	
G622 Agents de services correctionnels	2 840	2 775	97,7	65	2,3	485	17,1	0	0,0	
G623 Agents d'application de règlements municipaux et autres agents de réglementation, n.c.a.	1 130	1 110	98,2	20	1,8	210	18,6	0	0,0	
G625 Autre personnel de services de protection	1 610	1 575	97,8	25	1,6	330	20,5	10	0,6	
G63 Gardiens de sécurité et personnel assimilé	13 050	12 815	98,2	190	1,5	5 045	38,7	45	0,3	

9.2. Les constats qui se dégagent de l'analyse statistique de la distribution de la population dans les carrières en justice

Les responsables de chaque province voudront approfondir l'analyse pour leur cas particulier.

Le Tableau 21 présente le nombre et le pourcentage de francophones sur l'ensemble des personnes œuvrant dans chaque profession étudiée. Le nombre entre parenthèses après chaque province présente le pourcentage de la population francophone sur le total de la population de chaque province.

Dans l'ensemble, les constats suivants se dégagent de l'analyse de la distribution de la population dans les carrières en justice - Tableau 14 à Tableau 21.

- En général, les francophones occupent différentes professions en justice plus ou moins proportionnellement à leur poids démographique.
- Il y a cependant des exceptions. Dans les cinq provinces étudiées, les francophones sont sous-représentés dans la profession « Avocats » comparativement à leur poids démographique.
- Les francophones sont surreprésentés dans la profession « Juges » au Nouveau-Brunswick, en Ontario et au Manitoba, mais semblent être sous-représentés en Alberta et en Colombie-Britannique. Il pourrait y avoir jusqu'à dix juges francophones dans ces deux provinces, puisque le total est de 0.
- Les francophones sont surreprésentés dans la profession « Traducteurs, terminologues et interprètes », bien que cette profession dépasse le cadre des carrières en justice.
- Les francophones sont surreprésentés dans la profession « Policiers (sauf cadres supérieurs) » dans toutes les provinces étudiées.
- Les immigrants francophones sont sous-représentés dans toutes les carrières en justice, proportionnellement à leur poids démographique sur le total de la population francophone dans toutes les provinces étudiées.

Il est important de comprendre que ces données présentent uniquement la répartition dans les professions en justice selon la première langue officielle parlée. Il est connu que de nombreux professionnels de la justice parlent les deux langues officielles du Canada. L'*Analyse pancanadienne des besoins de formation en langues officielles dans le domaine de la justice*, réalisée par la firme PRA Inc. pour le ministère de la Justice Canada en mars 2009, le confirmait.

Tableau 21 – Nombre et pourcentage – francophones sur le total – diverses professions en justice – 2006

	Nombre et pourcentage – francophones sur le total – diverses professions en justice – 2006									
Professions	Nouveau-Brunswick (33 %)		Ontario (5 %)		Manitoba (4 %)		Alberta (2 %)		Colombie-Britannique (2 %)	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
B317 Juges de paix et officiers de justice	35	43,8	200	8,7	15	9,7	10	3,8	20	4,4
E01 Juges et avocats	425	32,4	1 370	4,2	60	2,7	60	0,8	90	0,8
E011 Juges	50	62,5	65	8,1	15	6,5	0	0,0	0	0,0
E012 Avocats	370	30,0	1 305	4,1	45	2,2	60	0,8	90	0,9
F025 Traducteurs, terminologues et interprètes	215	79,6	1 870	34,6	110	28,2	50	8,7	100	7,5
G6 Personnel des services de protection (grand groupe)	2 650	27,7	7 005	6,3	610	5,1	1 005	3,5	1 160	3,3
G611 Policiers (sauf cadres supérieurs)	590	39,5	1 640	5,9	175	6,0	255	3,9	365	4,6
G62 Personnel des services de protection (sous-groupe)	1 255	26,1	2 825	9,3	260	6,6	500	5,3	570	5,4
G621 Shérifs et huissiers / huissières de justice	20	30,8	10	1,9	0	0,0	10	3,0	10	1,4
G622 Agents de services correctionnels	415	43,5	280	4,5	20	1,7	55	2,8	65	2,3
G623 Agents d'application de règlements municipaux et autres agents de réglementation, n.c.a.	50	33,3	100	3,0	0	0,0	15	2,3	20	1,8
G625 Autre personnel de services de protection	35	18,9	305	6,2	10	2,7	25	1,7	25	1,6
G63 Gardiens de sécurité et personnel assimilé	670	26,5	2 170	5,3	90	2,4	175	1,9	190	1,5

10. LES CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE

Les conclusions suivantes sont fondées sur les analyses statistiques, l'analyse détaillée d'un questionnaire complété par 589 immigrants francophones vivant dans les communautés francophones minoritaires, les résultats de six groupes témoins auprès de diplômés internationaux en justice (DIJ) auxquels participaient environ 50 personnes au Nouveau-Brunswick, en Ontario, au Manitoba et en Alberta, et les résultats de six groupes témoins tenus auprès d'environ 85 jeunes âgés de 12 à 18 ans à Ottawa, à Toronto (2), à Hamilton, à Winnipeg et à Vancouver.

1. Le recensement de 2006 confirme qu'environ 137 000 immigrants francophones vivent dans les communautés minoritaires francophones, dont 70 % habitent en Ontario, 15 % en Colombie-Britannique et 8 % en Alberta. Il y a des immigrants francophones dans toutes les provinces et territoires. Les immigrants constituent 13 % de la population dans les communautés minoritaires francophones.
2. De ce nombre, environ 20 000 immigrants francophones sont âgés de 15 à 44 ans; 8 200 ont le français comme première langue officielle parlée et 12 000 ont à la fois le français et l'anglais comme première langue officielle parlée. Ce segment de 20 000 personnes constitue le bassin potentiel de recrutement pour des personnes intéressées à poursuivre des carrières en justice.
3. La répartition des réponses relatives aux besoins d'accès à la justice est pour la plupart bimodale. Le marché est segmenté en deux. Beaucoup de gens ont peu de besoins et beaucoup de gens ont de grands besoins. Globalement, la réponse 3 (besoin modéré) n'est pas très fréquente. Cela indique qu'il est nécessaire de comprendre les besoins des différents segments de la population visée plutôt que de se fier à une moyenne dans les réponses.
4. Pour l'ensemble des besoins possibles, il n'y a pas de différence significative selon le pays d'origine, le lieu de résidence au Canada ou le revenu familial parmi les gens qui expriment un besoin élevé (4 ou 5).
5. Pour tous les besoins possibles, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à exprimer un niveau élevé de besoin, sauf pour l'aide concernant les questions liées au climat de travail, où les hommes sont plus nombreux à exprimer un besoin élevé. Cela est le reflet de certains enjeux reliés aux genres auxquels sont confrontées les femmes immigrantes. Le processus de compréhension des incidences des droits peut être assez long. Ces incidences causent parfois des différends dans les familles et les femmes portent assez souvent les conséquences de ces différends.
6. Dans tous les cas, ce sont surtout les gens de 30 ans et plus qui expriment un niveau élevé de besoin, sauf pour l'aide concernant les questions liées aux conditions d'emploi, pour lesquelles des gens de tous les groupes d'âge expriment un besoin élevé.
7. Environ la moitié des répondants ne savent pas où trouver les services d'un avocat, où trouver les gens pouvant donner des informations légales et où trouver les services de l'aide juridique de leur province.

8. En utilisant comme critère le pourcentage global des gens ayant exprimé un besoin élevé, les besoins des immigrants francophones en matière d'accès à la justice sont les suivants, par ordre décroissant :
- Aide pour avoir accès aux services gouvernementaux – exemples : santé, appui financier, assistance sociale, logement (53 %);
 - Aide avec les documents officiels liés à l'immigration (51 %);
 - Aide concernant les questions liées au parrainage par un membre de la famille, un ami ou autre (49 %);
 - Aide pour les questions liées aux conditions d'emploi – exemples : contrat de travail, embauche, congédiement, sécurité au travail (46 %);
 - Aide d'interprétation simultanée ou de traduction de documents légaux (43 %);
 - Aide à comprendre les conditions de contrat – exemples : bail de location pour une résidence, contrat d'achat d'automobile, contrat de carte de crédit (42 %);
 - Aide pour les questions liées au droit de la famille dans la province – exemples : mariage, partage de biens entre membres du couple, distribution éventuelle de biens aux enfants (40 %);
 - Aide pour les questions liées au climat de travail – exemples : discrimination, harcèlement (40 %);
 - Aide pour préparer un testament légal au Canada (34 %).
9. En général, les immigrants francophones connaissent peu les carrières en justice au Canada. La moyenne de connaissance de l'ensemble des carrières se situe à 2,81, ce qui est inférieur à 3 sur une échelle de 1 à 5, où 1 = peu de connaissance et 5 = une très grande connaissance. La moyenne de connaissance pour chaque carrière est la suivante :
1. Policier – 3,66;
 2. Avocat – 3,65;
 3. Traducteur ou interprète – 3,48;
 4. Travailleur social – 3,40;
 5. Juge de paix – 2,74;
 6. Agent des services correctionnels – 2,58;
 7. Huissier (*sheriff*) – 2,57;
 8. Greffier – 2,45;
 9. Agent de probation – 2,44;
 10. Technicien juridique (parajuriste) – 2,36;
 11. Sténographe – 2,31;
 12. Commis du greffe – 2,14.
10. Même lorsque les gens pensent connaître une carrière donnée, il y a une confusion dans les termes utilisés pour décrire les carrières dans les pays civilistes, d'où viennent un grand nombre d'immigrants francophones, et dans les provinces où la common law est pratiquée.
11. Les immigrants disposent souvent des mauvaises informations concernant les différentes carrières en justice. Comme exemple, un grand nombre d'immigrants croient qu'il faut être citoyen canadien pour devenir policier au Canada. Cela n'est pourtant pas le cas pour les polices provinciales ou municipales.

12. Les immigrants ont généralement des perceptions positives du système de justice au Canada et croient que les carrières en justice sont ouvertes à tous. Les immigrants ont confiance en eux-mêmes et sentent qu'ils ont le potentiel requis pour exercer une carrière en justice.
13. Les gens croient que les études requises pour exercer une carrière en justice sont dispendieuses.
14. Les immigrants en général expriment un degré d'intérêt élevé à poursuivre des carrières en justice.
15. Les diplômés internationaux en justice (DIJ) francophones n'ont pas une expérience positive au Canada pour ce qui est de poursuivre une carrière en justice. Environ 9 % des immigrants ayant postulé pour un emploi dans une profession en justice ont traversé toutes les étapes et ont obtenu l'emploi. Les diplômes des pays d'origine ne sont pas reconnus. Les années d'études postsecondaires dans les pays d'origine pour obtenir les diplômes ne correspondent pas toujours aux années d'études exigées au Canada. Les DIJ connaissent mal le système d'embauche dans l'appareil fédéral canadien. Un nombre important de postulants attribuent les refus de candidature à la discrimination, même si cela n'est pas la cause réelle du refus. Les immigrants francophones qui refont leurs études en droit au Canada connaissent des difficultés importantes à obtenir un stage.
16. Les carrières en justice ont généralement moins d'attrait pour les jeunes immigrants francophones âgés de 12 à 18 ans. Les jeunes ne connaissent pas ces carrières, n'ont pas de modèles pour ces carrières dans leur entourage familial ou voient le système de justice à travers la lentille d'expériences négatives avec la police. En plus, ils croient que leurs familles n'ont pas les moyens financiers leur permettant de poursuivre des études postsecondaires.
17. Les jeunes immigrants ne connaissent généralement pas le système canadien des prêts et bourses leur permettant de poursuivre des études postsecondaires.
18. Les francophones occupent généralement des carrières en justice selon leur poids démographique proportionnel ou sont sous-représentés dans certaines carrières, dont la carrière d'avocat. Les immigrants francophones sont fortement sous-représentés selon leur poids démographique proportionnel dans toutes les carrières en justice.

Les enjeux et les défis identifiés dans cette recherche confirment qu'il sera nécessaire de développer des stratégies et des actions qui ciblent directement les immigrants francophones pour augmenter l'accès à la justice en français et leur participation aux carrières en justice. Une telle stratégie ne peut pas être tout simplement une série de mesures intégrées dans une stratégie globale visant la communauté francophone en général. Pour rejoindre les immigrants francophones dans les communautés francophones minoritaires, il ne suffira pas d'ajuster à la marge les stratégies et les moyens destinés à rejoindre les francophones en général. Les enjeux et les défis particuliers qui s'appliquent aux immigrants exigent des actions très ciblées.

11. AXES STRATÉGIQUES

La recherche propose quatre axes stratégiques, fondés sur l'analyse de la documentation ainsi que les résultats des groupes témoins et des questionnaires complétés par 589 immigrants. Les

propositions de projets concrets présentés à la section 12 découlent de ces orientations générales. L'accès à la justice et les carrières en justice pour les immigrants francophones forment un tout. Les immigrants francophones devront se voir et s'entendre chez les professionnels de la justice qui leur rendront des services. D'une part, augmenter le nombre d'immigrants francophones qui exercent des carrières en justice favorisera par le fait même l'accès à la justice en français, et d'autre part, améliorer l'accès à la justice encouragera des immigrants, notamment les jeunes, à vouloir faire carrière en justice.

L'étude propose quatre grandes orientations stratégiques qui devront guider la mise en œuvre des projets.

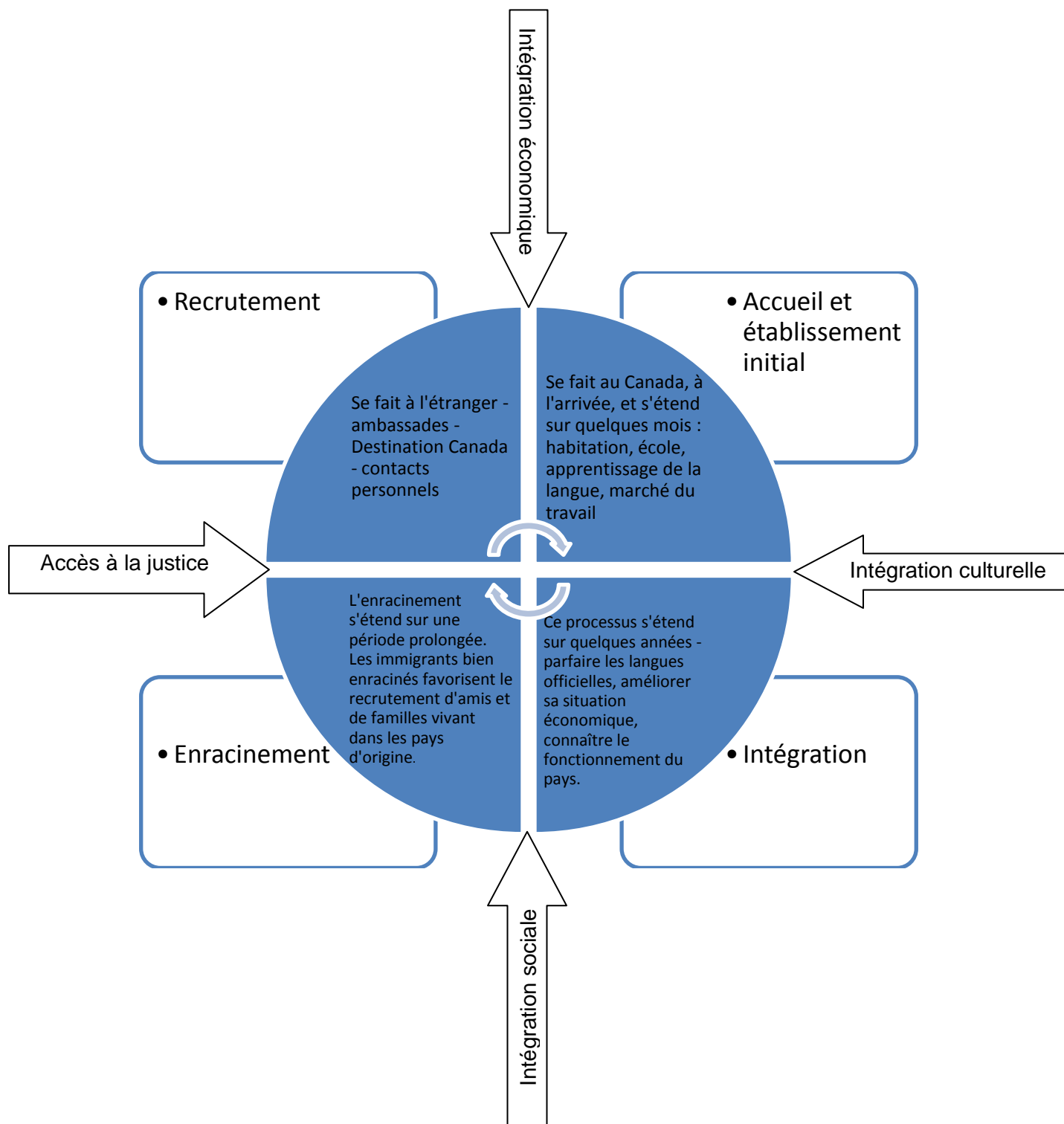
- Positionner l'accès à la justice comme un déterminant d'une immigration réussie;
- Agir sur les croyances et les attitudes des immigrants francophones face à l'accès à la justice;
- Développer une approche concertée entre la FAJEF, les AJEF, les organismes communautaires et les communautés immigrantes francophones;
- Utiliser les lieux de rencontres naturels des communautés immigrantes.

11.1. Positionner l'accès à la justice en français comme un déterminant de l'immigration réussie

La Figure 10 présente un modèle conceptuel où l'accès à la justice devra répondre aux besoins des immigrants francophones, peu importe leur position le long du continuum de l'immigration.

Les cycles de l'immigration comprennent la période de recrutement outre-mer, l'accueil et l'établissement initial, l'intégration et l'enracinement. Par exemple, la recherche a démontré que les besoins des gens arrivés récemment au Canada, dans le cycle de l'accueil et de l'établissement initial, se situent plutôt au niveau de l'aide en matière du processus d'immigration ou de l'aide pour obtenir des services gouvernementaux de base. Les besoins évoluent ensuite au fil des années. Plus longtemps sont les immigrants au Canada, plus leurs besoins ressemblent à ceux des autres Canadiens.

L'accès à la justice est un déterminant d'une immigration réussie, au même titre que l'intégration économique, sociale et culturelle des immigrants francophones et que l'accès à des services de santé en français, par exemple. Un immigrant qui connaît des ennuis causés par des écarts dans la documentation relative à l'immigration de sa famille aura des difficultés à s'insérer sur le marché du travail. Un immigrant qui perd son entreprise parce qu'il a mal compris un contrat d'assurance rédigé en anglais seulement aura des difficultés majeures à se remettre sur pied financièrement. Une femme immigrante qui n'accède pas aux bénéfices qui découlent de la participation de son mari au Régime de pensions du Canada en subira les conséquences pour longtemps.

Figure 10 – Modèle – accès à la justice – un déterminant de l'immigration réussie

11.2. Agir sur les attitudes et les croyances des immigrants francophones face à l'accès à la justice

L'accès à la justice n'est pas vu d'un œil aussi positif que l'accès à la santé, par exemple. Les commentaires de plusieurs répondants ont confirmé la perception qu'une personne devant accéder à un service de justice a un problème. On voit moins souvent le côté bénéfique de l'accès à la justice : sentiment de sécurité suite à l'organisation des testaments d'un couple, tranquillité d'esprit suite à l'achat d'un terrain ou d'une maison, appui pour obtenir des produits ou services dus, etc.

Un nombre important de gens dans les groupes témoins, notamment les réfugiés, ont été marqués par leur propre expérience du système de justice de leur pays d'origine. Ayant connu un système judiciaire faisant preuve d'injustice envers les citoyens ou encore miné par la corruption, ils n'ont aucun intérêt à poursuivre une carrière en justice au Canada. Même des jeunes du niveau secondaire ont partagé des opinions dans ce sens. Certains de ces jeunes dans les grandes villes, ou parfois des amis de ces jeunes, ont eu des expériences malencontreuses avec les policiers. Ils interprètent ces expériences à travers la lentille des expériences des pays d'origine, qu'ils ont connues ou qui leur ont été racontées par leurs parents, et en tirent des conclusions par rapport au système de justice canadien.

Sur un autre plan, certaines personnes croient que les carrières en justice sont réservées à des groupes privilégiés (aux enfants de juristes, par exemple) ou sont attribuées selon des critères préétablis – aux Blancs en premier lieu, aux Autochtones en second lieu et aux minorités visibles en troisième lieu. Les perceptions qu'ont les gens du système de justice en général influencent leurs décisions par rapport aux carrières en justice.

Les AJEF et la FAJEF devront élaborer du matériel de sensibilisation en vue de développer des croyances et des attitudes positives en matière d'accès à la justice et de carrières en justice. Ce matériel devra expliquer, en langage clair et simple, les fondements du système de justice au Canada.

11.3. Organiser une approche concertée entre les AJEF, la FAJEF et les organismes communautaires

Un grand constat qui se dégage de l'analyse démographique est la répartition inégale des immigrants dans les provinces et territoires. À priori, il faudra accepter que les projets diffèrent selon les régions, en fonction de la répartition des immigrants francophones à travers le pays.

Aussi, presque 30 % des immigrants francophones vivent en Alberta et en Colombie-Britannique, deux provinces où on trouve généralement moins de ressources francophones pouvant servir les communautés. En Ontario, une partie importante des immigrants francophones vivent à Toronto et dans le sud de la province, des régions offrant généralement moins de services en français, comparativement à l'est de la province ou à Sudbury, à titre d'exemple.

En termes d'approche, la conception et la livraison des projets pour immigrants francophones ne se feront pas sur une base provinciale puisque la capacité en matière de l'offre ne se trouve pas nécessairement aux mêmes endroits que la demande.

Aussi l'étude n'a pas noté de différences significatives dans les besoins des immigrants, qu'ils demeurent dans l'Ouest, en Ontario ou en Atlantique. Pour éviter les dédoublements, les projets de sensibilisation et de transmission d'information de base et les projets visant les croyances et les attitudes des immigrants, que ce soit en termes d'accès à la justice ou de carrières en justice, pourront être utilisés d'un bout à l'autre du pays. Les informations pour accéder à des services locaux et certaines informations concernant les lois et règlements des juridictions provinciales varieront. Les AJEF et la FAJEF devront donc déterminer quel organisme est le plus apte à concevoir et à élaborer quel type de projet, selon les antécédents et les forces de chacun. Ensuite, ils décideront ensemble comment mieux livrer ces projets sur le terrain. À peu près tous les projets suggérés devront être réalisés par les AJEF et la FAJEF, celles-ci travaillant ensemble et souvent en partenariat avec des groupes communautaires locaux, selon la nature des projets.

11.4. Établir des relations de travail avec les communautés immigrantes en utilisant les lieux de rencontres naturels de ces communautés

L'analyse démographique et l'échantillon confirment la tendance lourde : de plus en plus d'immigrants dans les communautés francophones en situation minoritaire proviennent de l'Afrique subsaharienne et vivent une immigration primaire, c'est-à-dire qu'ils s'établissent directement dans ces communautés dès leur arrivées au Canada. Le système de justice canadien est nouveau pour ces gens. Plusieurs sont habitués au système de droit civil alors que d'autres sont familiers avec un système de droit coutumier.

D'autres études produites par notre firme, tel *l'État des lieux de l'immigration francophone à Ottawa*, ont confirmé que les immigrants, notamment les immigrants récents, ont tendance à se regrouper au sein de leurs groupes culturels ou ethniques, ou encore au sein de leurs lieux de culte. L'étude réalisée à Ottawa en 2009 constatait qu'environ un tiers des immigrants francophones utilisaient les services d'accueil et d'établissement offerts par les groupes communautaires établis à cette fin, qu'un tiers des immigrants se fiaient à leur propre famille et à leurs amis pour des avis et conseils, et que ceux du dernier tiers utilisaient les avis et conseils de leurs pasteurs ou chefs de file communautaires déjà établis au Canada.

Les familles et les réseaux transmettent donc beaucoup d'informations aux nouveaux arrivants. Cela représente un avantage puisque les nouveaux arrivants font confiance à ces personnes et les voient souvent. Cela représente aussi un désavantage. Parfois, les familles, les amis et les chefs de file disposent d'informations partielles ou erronées. Dans ces cas, les nouveaux arrivants sont mal orientés, sans le savoir, et demeurent mal orientés.

Le fond de cette recommandation vise à diffuser les bonnes informations juridiques dans les réseaux naturels des immigrants francophones. Ainsi, les informations exactes seront transmises aux immigrants par les réseaux de familles, d'amis et d'organismes qui constituent leur univers.

Les AJEF et la FAJEF qui veulent rejoindre les immigrants francophones ainsi devront développer des relations de travail avec les organismes formels et informels issus des communautés immigrantes elles-mêmes. Il s'en trouve à peu près dans toutes les villes et les régions, dès qu'une masse critique d'immigrants francophones y sont établis. Ces groupes comprennent les organismes culturels, les organismes patrimoniaux, les clubs d'immigrants sur les campus, les groupes sportifs, les groupes de femmes, et ainsi de suite. Les réseaux de

concertation de l'immigration francophone qui se trouvent dans les communautés francophones minoritaires connaissent ces organismes.

Cette approche a été mise à l'essai et validée dans la réalisation même de cette étude. Lorsqu'une réunion était convoquée pour parler spécifiquement d'enjeux de justice, entre 3 et 5 personnes se présentaient, même lorsque la firme payait une somme nominale aux individus pour participer au groupe témoin. La firme a par la suite approché des présidents d'organismes ethnoculturels, des pasteurs, des responsables de Musallahs, des entraîneurs de ligues de soccer ou des responsables de groupes de danse et a demandé d'ajouter une heure ou deux de discussion à un événement déjà planifié, dans le but d'administrer le questionnaire. La réponse a été positive dans tous les cas. Les responsables étaient heureux d'accueillir la firme et de la présenter aux gens. La question a été posée à ces responsables à savoir s'ils accepteraient que les AJEF et la FAJEF rencontrent les gens pour leur parler d'enjeux de justice. Dans tous les cas, la réponse était positive.

Une telle approche communautaire présente des défis puisque ces rencontres ont typiquement lieu en soirée durant la semaine, les samedis soirs ou les dimanches durant la journée. Aucune des séances dans cette étude n'a eu lieu en semaine entre 9 h et 17 h. Les AJEF et la FAJEF devront donc prévoir des conditions de travail qui facilitent la participation aux rencontres tenues le soir et les fins de semaine.

12. DES PROJETS PROPOSÉS CONCERNANT L'ACCÈS À LA JUSTICE ET LES CARRIÈRES EN JUSTICE

12.1. Rehausser le profil de l'accès à la justice en français en instaurant une *Semaine de l'accès à la justice en français dans les communautés immigrantes francophones*

La Semaine du droit à l'information, le Mois de l'histoire des Noirs et la Semaine de la francophonie sont des événements qui ont lieu chaque année au Canada. Ces événements prestigieux marquent le Canada et rehaussent considérablement le profil des clientèles ciblées.

Les AJEF et la FAJEF pourront organiser une *Semaine de l'accès à la justice en français des communautés immigrantes de la francophonie canadienne*. Un tel événement donnerait l'occasion aux AJEF et la FAJEF, ainsi qu'aux partenaires gouvernementaux et communautaires, de mettre sur pied une série d'événements pour de multiples clientèles cibles afin de rehausser le profil de la justice auprès des communautés immigrantes francophones et des communautés d'accueil. Une telle célébration annuelle présenterait une occasion importante pour lancer du nouveau matériel de sensibilisation, organiser des activités de réseautage, tenir des banquets de reconnaissance, parler des carrières en justice, et ainsi de suite.

Les AJEF et la FAJEF pourront développer un programme de bourses pour les jeunes immigrants francophones voulant poursuivre une carrière en justice. Les sommes ne seraient pas obligatoirement exorbitantes. Il pourrait s'agir de montants de l'ordre de 500 \$ que les AJEF et la FAJEF offriraient à des jeunes immigrants francophones voulant poursuivre des études pour une carrière en justice. Ce type de projet a comme premier objectif de rehausser le profil des carrières en justice auprès des communautés immigrantes francophones. Ces bourses pourraient être remises lors de la *Semaine de l'accès à la justice en français dans les communautés immigrantes francophones*.

12.2. Décerner un prix provincial de reconnaissance en matière de justice et d'immigration

La FAJEF et les AJEF pourraient décerner un prix de reconnaissance à une personne ou à un organisme qui fait la promotion des enjeux de justice auprès des communautés immigrantes francophones. Il pourrait s'agir d'un juriste, d'un travailleur social, d'un policier, d'un employé d'organisme, de toute autre personne ou d'un organisme qui se démarque par la promotion des enjeux de justice dans les communautés immigrantes. Un tel prix servirait à rehausser le profil de la justice dans les communautés immigrantes. Un tel prix pourrait être décerné lors de la *Semaine de l'accès à la justice en français dans les communautés immigrantes francophones*.

12.3. Participer à Destination Canada

Les AJEF et la FAJEF devront participer au projet de Destination Canada dans la phase de recrutement des immigrants, au même titre que le font des organismes économiques, de santé et autres. Les AJEF et la FAJEF pourront profiter de ces occasions pour informer les immigrants potentiels sur des enjeux en matière de justice en français à l'extérieur du Québec. Des contacts pourraient être établis avec les diplômés internationaux en justice pour leur expliquer les avantages et les défis de s'installer dans les communautés francophones minoritaires.

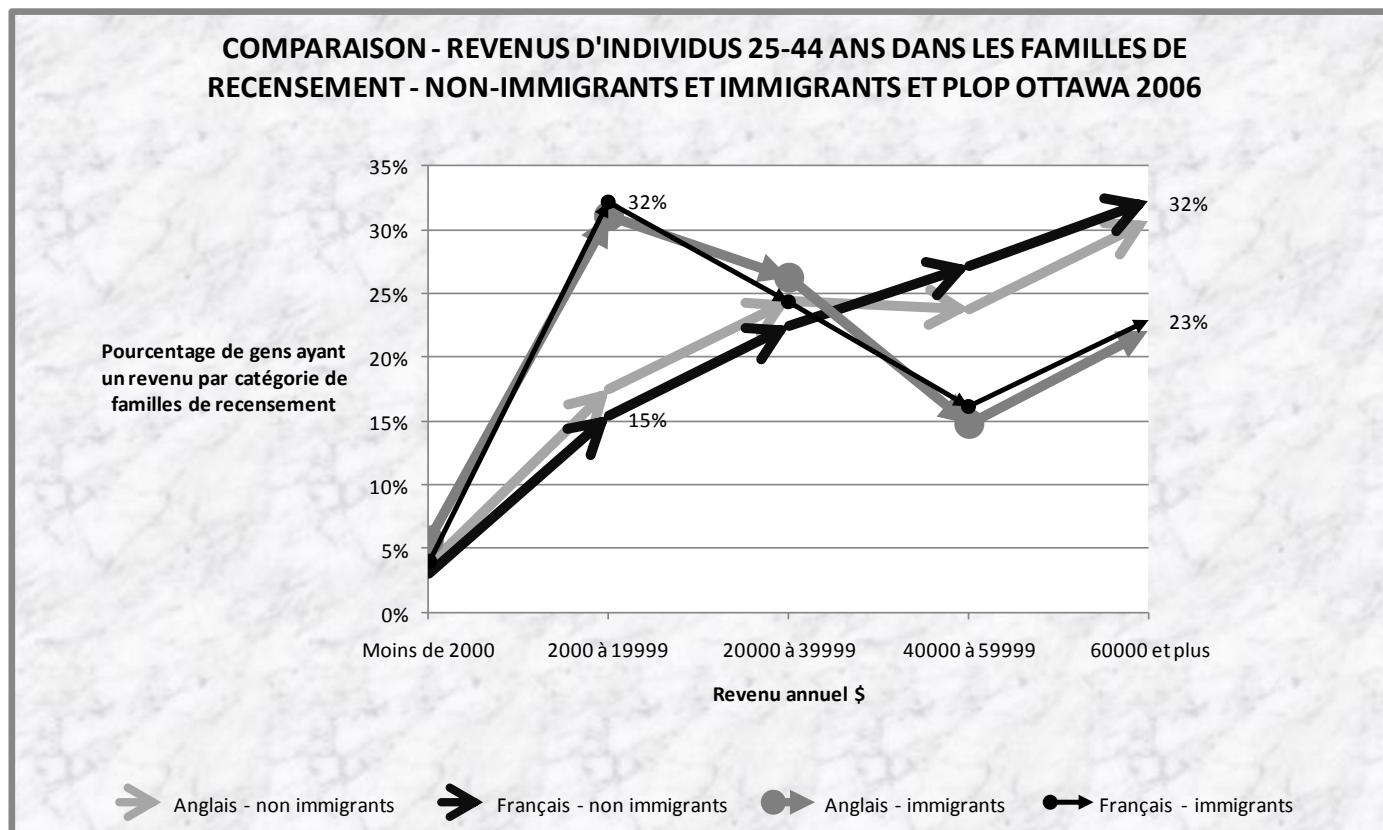
12.4. Concevoir du matériel de sensibilisation adapté à la situation des immigrants

Les AJEF et la FAJEF devront concevoir du matériel de sensibilisation en matière de l'accès à justice qui soit adapté aux immigrants sur différents registres.

En premier lieu, l'étude confirme que les besoins des immigrants évoluent avec le nombre d'années passées au Canada. Il faudra du matériel répondant aux besoins des immigrants, qui évoluent selon les cycles de l'immigration présentés dans la section 11.1.

La Figure 11 présente les niveaux de revenus individuels des résidents vivant en famille de recensement à Ottawa en 2006. Ces données sont compilées d'un tableau personnalisé. Les revenus des immigrants francophones sont inférieurs aux revenus des francophones non immigrants. On constate que 32 % des immigrants, comparativement à 15 % des non-immigrants, ont des revenus variant de 0 \$ à 19 999 \$ et que 23 % des immigrants ont des revenus de 60 000 \$ et plus, comparativement à 32 % des non-immigrants. Le plus grand déterminant qui fait augmenter les revenus des immigrants est le nombre d'années passées au Canada.

Figure 11 – Comparaison – revenus des individus vivant en famille de recensement – immigrants et non-immigrants – francophones et anglophones – Ottawa – 2006



Pour atteindre la masse des nouveaux arrivants, les AJEF et la FAJEF devront concevoir du matériel pour un segment de la population constituée de clientèles pauvres. Cela aura un impact important sur la perception des familles quant à leur capacité de défrayer des études postsecondaires pour leurs enfants.

Le matériel de sensibilisation pour les carrières en justice devra aussi tenir compte des enjeux culturels, des croyances et des attitudes des gens, dont les perceptions négatives à l'égard des policiers, à titre d'exemple.

Tout le matériel devra être en français et rédigé dans un niveau de langue approprié. Il devra aussi utiliser un vocabulaire ayant une signification concrète pour les gens. Par exemple, le concept de droit de la famille n'a pas de résonance pour beaucoup d'immigrants.

Aussi, les immigrants doivent se sentir interpellés par le matériel. Des informations générales préparées pour l'ensemble de la population n'atteindront pas les immigrants. L'étude a permis de vérifier certains dépliants utilisés par les organismes. Il est nécessaire de spécifier que telle trousse ou tel dépliant est spécifiquement destiné à l'usage des immigrants et d'assurer un visuel qui permette aux immigrants de se reconnaître. Dans certains groupes témoins, les gens

croyaient que certain matériel ayant un visuel de personnages caricaturés était destiné aux enfants seulement.

Enfin, nous avons noté qu'il ne faut pas utiliser des sigles courants dans le matériel puisque ces sigles ne sont pas compris des gens. Cela comprend des sigles aussi répandus que celui de la GRC.

12.5. Développer des activités de sensibilisation destinées aux immigrants francophones

La FAJEF et les AJEF pourront collaborer avec les organismes communautaires et les instances gouvernementales et mettre en œuvre différentes activités de sensibilisation pour atteindre directement les communautés ciblées. Voici trois exemples.

- **Pièces de théâtre :** Les pièces de théâtre ayant un message social communautaire sont des excellents outils de sensibilisation communautaire. Quelques AJEF utilisent déjà ce moyen. Les AJEF et la FAJEF devraient monter une pièce de théâtre simple (à 1 ou 2 personnages, d'une durée de 15 minutes) qui pourrait être présentée lors de festivals d'été, de célébrations communautaires ou de tout autre occasion appropriée, incluant des assemblées et des rencontres organisées par des partenaires communautaires. La pièce serait accompagnée d'un outil de sensibilisation remis à chaque participant.
- **Insertion de matériel relatif à la justice dans le matériel pédagogique scolaire des écoles élémentaires et secondaires :** Les enfants des immigrants, notamment les adolescents, transmettent souvent des informations à leurs parents. Nous avons entendu des participants aux groupes témoins expliquer que leur enfant de 3^e année revenait à la maison avec du contenu touchant à la justice dans son matériel scolaire et comment cela leur était utile. Les AJEF et la FAJEF pourront travailler avec les conseils scolaires et les ministères de l'Éducation de leurs provinces pour élaborer du matériel relatif à la justice à l'intention des immigrants. Dans certaines provinces comme l'Ontario, l'AJEF pourrait travailler de près avec les travailleuses et travailleurs en établissement dans les écoles, qui offrent des services d'intégration aux parents et aux enfants immigrants.
- **Insertion de matériel relatif à la justice dans les clubs et associations sur les campus des collèges et universités :** Plusieurs communautés immigrantes francophones ont créé des clubs et des regroupements sur les campus des collèges et universités. Les AJEF et la FAJEF pourront développer des relations de travail avec ces clubs et regroupements pour élaborer et transmettre du matériel de sensibilisation et d'information relatif à la justice. Ces jeunes adultes agissent souvent comme courroie d'information pour leurs parents et leurs jeunes frères et sœurs. Certains clubs ont mis sur pied des tournois de jeux-questionnaires, tel Questions pour un champion. Il serait possible de préparer un contenu justice pour l'insérer dans ce type d'événement.

12.6. Appuyer la formation des diplômés internationaux en justice (DIJ)

Les immigrants formés en droit civil dans leur pays d'origine devront refaire une formation en common law pour pouvoir pratiquer à l'extérieur du Québec. La question qui sera posée concernera le temps qu'ils devront consacrer aux études. Devront-ils compléter le programme au complet ou sera-t-il possible de prévoir des cours d'appoint et de mise à niveau des connaissances? Une étude sur la transférabilité des professions réalisée en 2003 pour RHDCC concluait que la profession du droit était une des moins transférables au Canada, ayant un

indice de transférabilité à peu près identique à celui de la profession de spécialiste du contrôle de la circulation aérienne.

Une recherche approfondie est nécessaire pour mieux connaître et comprendre tous les enjeux concernant la formation initiale des DIJ et les cours qui seront nécessaires pour leur permettre de travailler dans une carrière en justice au Canada.

Les AJEF et la FAJEF devront travailler de près avec les institutions postsecondaires francophones et bilingues dans les communautés minoritaires pour mettre en œuvre ces programmes et ces cours d'appoint, selon les besoins.

Ils devront aussi travailler de près avec les DIJ pour les informer de toutes les exigences du système canadien et leur expliquer clairement les défis qu'ils devront relever. La courbe d'apprentissage peut être assez longue. Dans un groupe témoin, quelques diplômés internationaux en justice étaient surpris d'apprendre que la common law était utilisée à l'extérieur du Québec et ne comprenaient pas pourquoi le droit civil n'était pas utilisé dans leur province.

12.7. Appuyer l'obtention de stages des juristes

La recherche a constaté qu'un certain nombre d'immigrants qui ont refait leurs études au Canada ont connu un obstacle important. Ils ont eu beaucoup de difficultés à obtenir un stage d'avocat. Nous avons eu des témoignages de gens qui avaient soumis des demandes à 20 endroits, d'autres à 60 endroits et un jusqu'à une centaine d'endroits, avant d'obtenir un stage, ou pire, sans réussir à obtenir un stage. Parmi la dizaine de personnes avec qui nous avons tenu une entrevue à ce sujet suite aux groupes témoins, la plupart nous ont confié qu'elles ont été « chanceuses » et ont obtenu un stage dans le gouvernement. Un seul avait réussi à obtenir un stage dans une compagnie privée. Il s'agissait d'une firme qui se spécialise dans la diversité.

L'obtention d'un stage est le résultat de nombreux facteurs, incluant les notes de classe, les contacts de la personne et les antécédents familiaux. Les cabinets privés ne sont pas des œuvres de charité. Ils ne sont pas non plus des organismes d'établissement d'immigrants. Ils n'ont pas d'obligation de créer des places de stage pour les immigrants. Les AJEF et la FAJEF devront approcher les gouvernements pour mettre en œuvre des programmes facilitant l'accès à des stages pour les immigrants, au sein des gouvernements et des cabinets. Certains organismes ont développé des programmes de relais (*bridging programs*) pour les juristes ou les médecins formés à l'étranger. Ces programmes connaissent un certain succès, mais les nombres en question sont très faibles. Comme exemple, l'Université de Toronto a établi un programme de relais qui accepte cent avocats formés à l'étranger par année, pour l'ensemble de la province. Toute proportion gardée, on pourrait s'attendre à ce que quatre de ces candidats soient francophones.

La majorité des répondants ayant participé aux groupes témoins disent qu'ils auront de la difficulté à refaire des études au Canada s'ils ne sont pas assurés d'obtenir un emploi à la fin de leurs études. Étant donné leur âge, travailleront-ils assez longtemps pour amortir le coût de leurs études? Les opinions exprimées étaient assez claires : si les gens n'ont aucune garantie d'emploi, ils ont peu d'intérêt à prendre le risque de refaire des études au Canada. L'obtention d'un stage est un facteur déterminant dans leur processus décisionnel.

La FAJEF devra mettre sur pied un service national pour appuyer les immigrants qui refont leurs études au Canada à obtenir des stages. Le Bureau de la traduction a établi un programme pour améliorer la capacité du secteur langagier du Canada. Un des volets de ce programme appuie l'offre de stages et est mis en œuvre par la Fédération de la jeunesse canadienne-française. Voir <http://www.btb.gc.ca/btb.php?lang=fra&cont=1047>. La FAJEF pourrait s'inspirer de ce modèle et mettre sur pied un service à l'intention des immigrants faisant des études en droit ou dans d'autres carrières en justice dans les communautés francophones minoritaires pour les appuyer dans l'obtention de stages. Les services rendus pourraient varier du plus simple au plus complexe. Par exemple, les immigrants pourraient bénéficier des services suivants :

- Une formation en matière de rédaction de curriculum vitae qui réponde aux impératifs culturels et d'affaires du Canada;
- Une formation pour se préparer aux entrevues pour les stages.
- La création et le maintien d'un réseau de contacts dans les milieux de la justice et des affaires.

La FAJEF devra tenir compte de certains facteurs culturels chez les immigrants. Les participants aux groupes témoins ont affirmé que les immigrants n'aiment pas demander de l'aide. Ils sentent qu'ils doivent se prouver plus que les non-immigrants et cela crée des frustrations.

12.8. Appuyer l'aiguillage vers des carrières en justice

La reconnaissance des diplômes et des acquis d'autres pays est un enjeu complexe. Demander aux gens s'ils ont complété un programme d'études de premier ou de deuxième cycle ne procure aucune information pertinente. Une formation de premier cycle peut correspondre à deux années d'études en travail social dans certains pays. Au Canada, deux années d'études en travail social ne suffisent pas à former un travailleur social. Un diplôme de deuxième cycle peut correspondre à quatre années d'études en droit, ce qui permet à une personne de devenir juriste dans une banque, comme exemple.

L'enjeu est immense. Les gens croient sincèrement qu'ils peuvent répondre aux exigences de l'emploi et accomplir le travail en raison des études terminées dans leur pays. Ils sont souvent blessés d'apprendre, en arrivant au Canada, que leurs qualifications ne suffisent pas. Pourtant, les immigrants doivent signer de nombreux documents avant leur entrée au Canada. Par exemple, ceux qui procèdent par le processus de sélection du Québec doivent signer un document qui dit clairement que *l'obtention d'un certificat de sélection du Québec (CSQ) ne garantit aucunement que j'obtiendrai l'autorisation d'exercer ma profession au Québec*.

Pour sa part, le site Web de Citoyenneté et Immigration Canada indique que *les nouveaux arrivants peuvent faire face à de nombreux défis au moment de trouver un emploi au Canada. Statistique Canada cerne quatre difficultés liées au marché du travail auxquelles font face les nouveaux arrivants au Canada. Une des difficultés est la reconnaissance des titres de compétences étrangers. Certains titres de compétences obtenus à l'extérieur du Canada peuvent ne pas être reconnus comme équivalant aux titres de compétences canadiens. C'est souvent le cas en raison de différences contextuelles entre les pays, particulièrement dans les professions réglementées où la santé et la sécurité sont importantes*.

Le terme « travailleur qualifié » porte à confusion. Les immigrants ont des difficultés à comprendre comment une personne peut être « qualifiée » pour immigrer au Canada mais ne pas être « qualifiée » pour travailler au Canada dans sa profession.

Plusieurs participants aux groupes témoins affirmaient qu'après avoir passé quelques années au Canada, ils comprenaient que le fait de compléter quelques cours ne suffirait pas pour se mettre à niveau et obtenir un emploi au Canada dans leur profession.

Les AJEF et la FAJEF pourront développer un service d'aiguillage vers des carrières en justice, en collaboration avec les organismes d'accueil et d'établissement qui existent déjà dans les communautés. Ce service pourrait appuyer les immigrants dans leur choix de carrière, même si la carrière canadienne choisie n'était pas la même que celle pratiquée dans le pays d'origine. Par exemple, il existe des professions dans le domaine de la justice, comme celles de policier, de traducteur, d'interprète et d'autres encore, dans lesquelles les immigrants pourraient œuvrer sans être obligés de refaire des années d'études. Le fait d'être diplômé en droit offrirait un avantage concurrentiel pour obtenir l'emploi. Certains participants aux groupes témoins formés en droit dans leur pays d'origine s'orientent vers les services correctionnels du Canada, comme exemple, pour travailler comme agent de probation.

Le service d'aiguillage devra être en mesure d'accomplir les tâches suivantes, entre autres :

- Accueillir tout immigrant francophone qui a déjà une formation dans un domaine de justice dans son pays d'origine;
- Analyser en personne le dossier avec l'individu;
- Poser un jugement sur ses meilleures possibilités d'accéder à une carrière en justice au Canada;
- Recommander un plan de carrière personnel en conséquence.

Les recommandations varieront pour chaque individu, qui pourrait :

- Suivre une formation supplémentaire pour accéder à la carrière de son choix;
- S'orienter vers une carrière dans un autre domaine de la justice;
- S'orienter vers une carrière dans un domaine autre que celui de la justice.

Cette proposition de projet exigera un investissement assez intensif de temps de la part du service d'aiguillage. Le défi d'augmenter la participation des immigrants francophones aux carrières en justice est collectif, mais les solutions à apporter sont individuelles puisque chaque candidat possède son propre parcours et chaque dossier est unique. Il faudra donc revoir le dossier de chaque personne concernée.

12.9. Appuyer la maîtrise de l'anglais

La maîtrise de l'anglais est un enjeu qui a été soulevé lors des discussions des groupes témoins. Il est essentiel de maîtriser l'anglais pour exercer à peu près toutes les carrières en justice au Canada. Plusieurs questions ont été posées lors des séances : comment fonctionnent la conduite d'analyses comparatives et l'administration de tests pour l'évaluation du niveau de la langue anglaise? Cette évaluation est-elle uniformisée pour l'ensemble des personnes au sein d'une même province? Entre les diverses provinces canadiennes? Ces évaluations sont-elles reconnues par les professions? Les exigences linguistiques pour les carrières en justice sont-

elles normalisées? Les réponses à ces questions existent pour les immigrants anglophones à l'extérieur du Québec, mais pas pour les immigrants francophones à l'extérieur du Québec.

Les AJEF et la FAJEF devront développer un projet qui analyse tous les enjeux entourant la maîtrise de l'anglais pour les immigrants francophones voulant faire carrière en justice. Cette analyse devra approfondir les connaissances sur ces enjeux et proposer des pistes de solution pour assurer l'apprentissage de l'anglais d'un niveau répondant aux besoins des gens poursuivant des carrières en justice.

12.10. Transmettre des informations pertinentes aux immigrants en matière de carrières en justice

Généralement, les immigrants francophones connaissent mal les carrières en justice au Canada ou n'en savent rien du tout. La grande majorité des immigrants francophones sont originaires de pays civilistes. Ils ne connaissent pas la common law, pas plus que les diverses carrières qui y sont associées. L'image que se font les gens des carrières varie selon leur niveau de connaissance :

- Un grand nombre de répondants n'avaient aucune idée de ce que sont certaines carrières, dont celle d'agent de probation comme exemple.
- Certaines personnes connaissent le terme utilisé pour décrire une carrière, mais l'interprètent selon leurs expériences civilistes. Par exemple, les gens confondaient le terme juge de paix avec celui d'agent de paix du Code civil.
- Certaines personnes ne connaissent pas du tout le terme utilisé, mais une fois que le terme leur est expliqué, ils reconnaissent la carrière qui y est associée – huissier ou *sheriff* comme exemple. Dans certains pays civilistes, le terme commissaire-priseur est utilisé pour désigner cette fonction.

Les AJEF et la FAJEF devront aussi préciser les exigences en matière de citoyenneté pour chacune des carrières en justice présentée dans le matériel. Par exemple, une grande majorité des répondants au questionnaire croyaient qu'il faut être citoyen canadien pour être policier au Canada. Cela est vrai pour être membre de la GRC, mais pas pour les polices provinciales ou municipales. Les gens se disqualifient donc de certaines carrières en se fondant sur une mauvaise croyance.

Les AJEF et la FAJEF devront concevoir du matériel à l'intention spécifique des immigrants. Un matériel conçu pour la population canadienne en général ne répondra pas aux besoins spécifiques des immigrants.

12.11. Éveiller l'intérêt des jeunes à poursuivre des carrières en justice

Les AJEF et la FAJEF devront préparer un projet pour approcher les jeunes immigrants francophones et les intéresser à des carrières en justice. Plusieurs systèmes scolaires francophones utilisent le modèle scolaire primaire-secondaire (maternelle à 6^e année et 7^e à 12^e année). Rendus en 9^e année, les jeunes ont déjà commencé à orienter leurs études en fonction d'une carrière. Les jeunes du secondaire dans les groupes témoins ont confirmé que leur vision d'une carrière se manifestait effectivement vers la 6^e ou la 7^e année. Plusieurs écoles élémentaires organisent une journée des carrières. Une personne a partagé une expérience vécue l'an dernier lorsqu'elle a été invitée à une journée de carrières dans la classe de 1^{re} année de sa fille. Des policiers, des médecins et d'autres parents présentaient leurs

professions. Deux fillettes ont dit qu'elles ne voulaient pas être policières puisque « les polices frappent les gens ».

Un projet intéressant déjà mis en œuvre à Ottawa est l'implantation d'une concentration en justice au niveau secondaire. Le programme amène l'élève à prendre conscience des multiples facettes du milieu de la justice en français en Ontario, au Canada et à l'international. Un élève qui terminera en 12^e année le programme de concentration en justice et recevra son diplôme d'études secondaires et se verra octroyer un certificat en justice en plus de son diplôme. Cette certification lui donnera un accès prioritaire aux nombreux programmes en justice offerts par la Cité collégiale et l'Université d'Ottawa. Les AJEF et la FAJEF devront explorer la possibilité de mettre sur pied une concentration en justice dans au moins une école secondaire de chaque province où sont concentrés les immigrants francophones dans les communautés minoritaires francophones. Ce projet à plus long terme donnerait un visage à la justice pour les élèves immigrants de niveau secondaire intéressés à poursuivre une carrière en justice.

Les AJEF et la FAJEF dans les provinces et territoires devront constituer une banque de personnes ressources composée d'immigrants francophones qui exercent déjà des carrières en justice. Ce sont ces personnes qui devront approcher les jeunes immigrants dans les écoles. Les jeunes doivent se voir et se reconnaître chez les personnes qui leur parleront de ces carrières. Une telle approche comporte un autre bénéfice, puisqu'elle servira sans doute à augmenter le nombre de membres des AJEF. Durant la recherche, notre firme a communiqué avec des immigrants qui exercent des carrières en justice dans différents ministères (juristes et autres). Ces gens ne connaissaient pas tous les AJEF de leur province.

Les AJEF et la FAJEF devront aussi donner des informations précises sur les programmes de prêts et bourses disponibles partout au Canada pour poursuivre des études postsecondaires. Les groupes témoins ont confirmé qu'il ne faut pas prendre pour acquis que les jeunes immigrants connaissent ces programmes.

Les AJEF et la FAJEF devront aussi concevoir du matériel distinct selon le genre pour encourager notamment les jeunes filles et les adolescentes à faire carrière d'abord, et à se diriger vers une carrière en justice par la suite.

Le projet de pièces de théâtre proposé à la section 12.5 sera aussi un excellent outil de sensibilisation auprès des jeunes immigrants.

13. CONCLUSION

L'immigration francophone dans les communautés francophones minoritaires a pris un nouvel essor depuis 1991, suite à la publication d'une étude intitulée *Les communautés francophones et acadiennes du Canada : face au pluralisme*, réalisée pour la FCFA du Canada par Stacy Churchill et Isabel Kaprielian.

L'article 3 de la nouvelle *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, entrée en vigueur le 28 juin 2002, contient de nouvelles normes d'interprétation en matière de langues officielles :

3.(1) *En matière d'immigration, la présente loi a pour objet :*

[...]

b) d'enrichir et de renforcer le tissu social et culturel du Canada dans le respect de son caractère fédéral, bilingue et multiculturel;

b.1) de favoriser le développement des collectivités de langues officielles minoritaires au Canada;

[...]

(3) *L'interprétation et la mise en œuvre de la présente loi doivent avoir pour effet :*

[...]

d) d'assurer que les décisions prises en vertu de la présente loi sont conformes à la Charte canadienne des droits et libertés, notamment en ce qui touche les principes, d'une part, d'égalité et de protection contre la discrimination et, d'autre part, d'égalité du français et de l'anglais à titre de langues officielles du Canada;

e) de soutenir l'engagement du gouvernement du Canada à favoriser l'épanouissement des minorités francophones et anglophones du Canada

[...]

Voir : <http://laws.justice.gc.ca/fra/l-2.5/page-1.html>.

La politique publique canadienne vise à augmenter l'immigration francophone dans les communautés minoritaires. Cela est confirmé sur le site Web de Citoyenneté et Immigration Canada (<http://www.cic.gc.ca/francais/nouveaux/francophone/index.asp>), où on peut lire :

Vous êtes francophone?

Envisagez la possibilité de vivre dans une communauté francophone hors Québec.

Vous pouvez venir visiter, étudier, travailler temporairement, ou vous établir de façon permanente dans une de ces communautés.

Le Canada a deux langues officielles : le français et l'anglais.

La plupart des Canadiens d'expression française vivent au Québec. Pourtant, plus de 1 000 000 de francophones habitent dans neuf provinces (excluant le Québec) et dans trois territoires.

Bâtir votre avenir

Le Canada cherche à attirer plus de ressortissants d'expression française afin d'appuyer les communautés francophones en situation minoritaire.

L'immigration francophone occasionne une transformation de la vie même des immigrants et de la vie des communautés qui les accueillent. En premier lieu, les communautés organisent des services d'accueil, des services éducatifs, des services sociaux et des services de santé pour les immigrants.

Cette étude confirme qu'il est nécessaire aussi d'organiser des services favorisant l'accès à la justice en français pour les immigrants francophones. Les stratégies et les projets sont proposés à titre de suggestion. La forme et les modalités de ces projets varieront selon les circonstances de chaque communauté.

Certains projets pourront être réalisés rapidement (préparer du matériel de sensibilisation) tandis que d'autres exigeront plusieurs années de travail (la mise en place d'un service d'aiguillage vers les carrières en justice). L'élément le plus important qui ressort de cette étude est la nécessité de travailler en concertation. Aucun organisme travaillant isolément, que ce soit une AJEF, un groupe communautaire ou un groupe issu d'une communauté immigrante, ne pourra répondre aux besoins identifiés. Il sera nécessaire aussi d'imaginer une concertation qui déborde du cadre territorial des régions, des provinces et des territoires et dépasse les frontières institutionnelles.

ANNEXE 1 : QUESTIONNAIRE**CARRIÈRES ET BESOINS EN JUSTICE – IMMIGRANTS FRANCOPHONES EN MILIEU MINORITAIRE**

Vous êtes cordialement invités à répondre à toutes les questions. Il n'y a pas de bonne ou de mauvaise réponse. Nous sommes simplement intéressés à connaître votre point de vue. Vos réponses et celles des autres participants seront analysées afin d'en tirer des données statistiques nécessaires à la réalisation de l'étude. Nous vous assurons que les informations recueillies seront traitées en toute confidentialité.

Merci de votre collaboration

1. Voici une liste de carrières en justice. Quel est votre degré de connaissance par rapport à ce que font les gens qui entreprennent les carrières suivantes?

Utilisez l'échelle de 1 à 5, où 1 = aucune connaissance et 5 = une très grande connaissance.

Carrière	1 = aucune connaissance	2	3	4	5 = une très grande connaissance
1. Avocat	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Policier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Sténographe	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Travailleur social	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. Greffier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. Huissier (<i>sheriff</i>)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. Agent des services correctionnels	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8. Agent de probation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Commis du greffe	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10. Juge de paix	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Traducteur ou interprète	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12. Technicien juridique (parajuriste)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

2. Avez-vous déjà soumis au Canada une demande d'emploi pour l'une des carrières mentionnées?

Carrière	Oui	Non	Ne me souviens pas
1. Avocat	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Ne me souviens pas
2. Policier	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Ne me souviens pas
3. Sténographe	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Ne me souviens pas
4. Travailleur social	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Ne me souviens pas
5. Greffier	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Ne me souviens pas
6. Huissier (<i>sheriff</i>)	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Ne me souviens pas
7. Agent des services correctionnels	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Ne me souviens pas
8. Agent de probation	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Ne me souviens pas
9. Commis au greffe	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Ne me souviens pas
10. Juge de paix	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Ne me souviens pas
11. Traducteur ou interprète	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Ne me souviens pas
12. Technicien juridique	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Ne me souviens pas
13. Autre : spécifiez :	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Ne me souviens pas

(Si vous avez répondu non à toutes les cases, allez à la question 5).

3. Si vous avez répondu oui à la question 2, comment avez-vous eu vent de l'offre d'emploi à laquelle vous avez répondu? (Comment obtenez-vous vos informations sur les offres d'emploi?)

- 3.1- ☐ Site Web, terminaux du centre d'emploi ou du gouvernement
 3.2- ☐ Site Web d'un ministère, d'une force policière ou d'une profession
 3.3- ☐ Journaux locaux
 3.4- ☐ Bouche à oreille
 3.5- ☐ Recommandation d'amis ou de connaissances
 3.6- ☐ Recruteur
 3.7- ☐ Autres sources (svp spécifier) _____

4. Si vous avez répondu oui à la question 2, quelle réponse vous a-t-on donnée suite à votre demande d'emploi (choisissez une ou plusieurs réponses)?

- 4.1- ☐ Pas reçu de réponse
 4.2- ☐ Passé une entrevue / un test
 4.3- ☐ Expérience ne correspondait pas à la description de tâches
 4.4- ☐ Problème de reconnaissance de mon expérience antérieure
 4.5- ☐ Niveau de langue française faible
 4.6- ☐ Niveau de langue anglaise faible
 4.7- ☐ Pas trouvé de lieu pour faire un stage
 4.8- ☐ Statut de citoyenneté
 4.9- ☐ Obtenu l'emploi
 4.10- ☐ Autres (svp spécifier) _____

5. Opinions sur différents sujets – carrières en justice

Sur une échelle de 1 à 5, où 1 = pas du tout d'accord et 5 = tout à fait d'accord, quelle est votre réponse par rapport aux opinions ou affirmations suivantes?

Carrière	1 = Pas du tout d'accord	2	3	4	5 = Totalelement d'accord	Pas d'opinion
1. Il faut être un citoyen canadien pour être policier au Canada.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Il faut être citoyen canadien pour devenir avocat au Canada.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Je connais bien ce que veut dire le sigle « GRC ».	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Je connais bien ce que veut dire le sigle « RCMP ».	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. Comme immigrant, faire carrière en justice me permettrait de faciliter l'intégration de nouveaux immigrants.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. Je veux faire une carrière en justice car il y a de fortes chances que je puisse trouver un emploi dans ce domaine.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. Je n'ai aucun intérêt à faire une carrière en justice.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8. Je crois que les carrières en justice sont réservées à des groupes privilégiés au Canada.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Je crois qu'il est difficile d'entreprendre une carrière en justice au Canada.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10. J'estime avoir la confiance en moi nécessaire pour poursuivre une carrière en justice au Canada.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Carrière	1 = Pas du tout d'accord	2	3	4	5 = Totalelement d'accord	Pas d'opinion
11. Les études menant à une carrière en justice sont trop coûteuses.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12. Je suis disposé à participer à une séance d'information sur les carrières en justice si elle a lieu dans ma ville.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

6. Quelle serait la meilleure façon de vous informer des carrières en justice? (Cochez vos trois premiers choix.)

- 1- ☐ Site Web
- 2- ☐ Information par la poste
- 3- ☐ Téléphone
- 4- ☐ Associations ethnoculturelles
- 5- ☐ Églises, paroisses ou Musallahs
- 6- ☐ Centres d'accueil et d'intégration des immigrants
- 7- ☐ Écoles, universités, collèges
- 8- ☐ Annonces – radio, télévision, journaux
- 9- ☐ Autres (svp spécifier) _____

7. Opinions sur différents sujets – accès à la justice en français

Voici une série de besoins possibles dans le domaine de la justice. SVP indiquer si vous-mêmes ou des personnes immigrantes que vous connaissez avez eu besoin de ces services par le passé ou en avez encore besoin. Utiliser l'échelle de 1 à 5 où 1 = aucunement et 5 = souvent.

Accès à la justice en français	1 = Aucunement	2	3	4	5 = Souvent	Pas d'opinion
1. Aide avec les documents officiels liés à l'immigration.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Aide pour avoir accès aux services gouvernementaux – exemples : santé, appui financier, assistance sociale, logement.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Aide concernant les questions liées au parrainage par un membre de la famille, un ami ou autre.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Aide à comprendre les conditions de contrat – exemples : bail de location pour une résidence, contrat d'achat d'automobile, contrat de carte de crédit.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. Aide pour préparer un testament légal au Canada.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. Aide pour les questions liées au droit de la famille dans ma province – exemples : mariage, partage de biens entre membres du couple, distribution éventuelle de bien aux enfants.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Accès à la justice en français	1 = Aucunement	2	3	4	5 = Souvent	Pas d'opinion
7. Aide pour questions liées aux conditions d'emploi – exemples : contrat de travail, embauche, congédiement, sécurité au travail.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8. Aide pour questions liées au climat de travail – exemples : discrimination, harcèlement.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Aide d'interprétation simultanée ou de traduction de documents légaux.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

8. SVP répondre Oui ou Non aux trois questions suivantes.

Accès à la justice en français	OUI	NON	INCERTAIN
1. Je sais où trouver les services d'un avocat si un membre de ma famille ou un ami a des démêlés avec la justice.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Je sais où trouver les gens pouvant me donner des informations légales – exemples : cliniques juridiques, avocats.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Je sais où trouver les services de l'aide juridique de ma province.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

9. Selon vous, à quel âge environ doit-on préparer un testament?

ANNEXE 2 : FICHE SIGNALÉTIQUE

1. Vous êtes : 1. ☐ Homme 2. ☐ Femme

2. Votre catégorie d'âge :

- | | | |
|---|--|---|
| 1. <input type="checkbox"/> Moins de 20 ans | 2. <input type="checkbox"/> De 20 à 29 ans | 3. <input type="checkbox"/> De 30 à 39 ans |
| 4. <input type="checkbox"/> De 40 à 49 ans | 5. <input type="checkbox"/> De 50 à 59 ans | 6. <input type="checkbox"/> De 60 ans et plus |

3. Votre pays d'origine ou, si vous êtes né d'au moins un parent immigrant, le pays d'origine de ce parent : _____

4. Année d'arrivée au Canada si vous êtes immigrant, ou l'année d'arrivée de vos parents : _____

5. Lieu d'établissement original au Canada : _____

6. Lieu de résidence actuel au Canada : _____

7. Statut à l'arrivée :

1. ☐ Travailleur qualifié
2. ☐ Réfugié parrainé par le gouvernement fédéral ou un autre parrain
3. ☐ Étudiant
4. ☐ Investisseur
5. ☐ Autres (svp spécifier) _____

8. Langue parlée à la maison :

1. ☐ Surtout le français
2. ☐ Surtout l'anglais
3. ☐ Les deux également
4. ☐ Autre langue (svp spécifier) _____

9. Profession/travail dans votre pays d'origine : _____

9.1 Profession/travail actuel : _____

9.2 Programme d'études actuel si aux études : _____

10. Le nombre total d'années de scolarité à temps plein terminées depuis l'âge de 6 ans :

1. ☐ 0 à 6 années
2. ☐ 7 à 12 années
3. ☐ 13 à 15 années (études collégiales ou techniques)
4. ☐ 15 années et plus (études collégiales ou techniques)
5. ☐ 13 à 15 années (études universitaires)
6. ☐ 16 à 18 années (études universitaires)
7. ☐ 19 années et plus (études universitaires)

11. Catégorie de revenu familial : (OPTIONNEL)

1. ☐ Inférieur à 10 000 \$
2. ☐ De 10 000 \$ à 19 999 \$
3. ☐ De 20 000 \$ à 29 999 \$
4. ☐ De 30 000 \$ à 39 999 \$
5. ☐ De 40 000 \$ à 49 999 \$
6. ☐ De 50 000 \$ et plus

ANNEXE 3 : OUTIL – GROUPE TÉMOIN**EN JUSTICE POUR IMMIGRANTS FRANCOPHONES
DANS LES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES EN SITUATION MINORITAIRE**

Nous tenons sincèrement à vous remercier de votre participation à ce groupe témoin. Ce projet de recherche est organisé par la Fédération des associations de juristes d'expression française de common law, la FAJEF. <http://www.accesjustice.ca/>.

QUESTIONS DE DISCUSSION

1. Quand vous entendez le terme « carrière en justice », qu'est-ce qui vous vient à l'esprit? Donnez-nous des exemples.
2. Voici une liste de carrières en justice :
 1. Avocat
 2. Policier
 3. Sténographe
 4. Travailleur social
 5. Greffier
 6. Huissier (*sheriff*)
 7. Agent des services correctionnels
 8. Agent de probation
 9. Commis du greffe
 10. Juge de paix
 11. Traducteur ou interprète
 12. Technicien juridique (parajuriste)
 - 2.1 Parmi celles-ci, quelles sont les carrières que vous connaissez ou dont vous avez déjà entendu parler?
 - 2.2 Quelles sont celles qui sont nouvelles pour vous et dont vous n'avez jamais entendu parler?
3. Selon vous, quelle est la formation requise pour accéder à ces carrières?
4. Selon vous, quelles sont les formations reliées aux carrières en justice disponibles dans votre ville? Dans votre province?
5. Discutons maintenant de vos expériences par rapport aux carrières en justice. Je veux savoir si certains d'entre vous ont déjà fait une demande d'emploi dans une ou plusieurs carrières en justice?
 - 5.1 Si oui, comment avez-vous eu vent de l'offre d'emploi à laquelle vous avez répondu (*site Web, terminaux du centre d'emploi ou du gouvernement, site Web du Ministère, journaux, bouche à oreille, recommandation, etc.*)?
 - 5.2 Si oui, est-ce que l'offre d'emploi correspondait à votre formation et à une expérience antérieure?
6. Pour toutes les personnes dans le groupe, j'aimerais savoir quelles sont les raisons qui vous motiveraient à faire une demande d'emploi pour une carrière en justice? (Quels sont vos intérêts dans ce domaine?)
7. Pour toutes les personnes dans le groupe, j'aimerais savoir quelles sont les raisons qui vous motiveraient à ne pas faire une demande d'emploi pour une carrière en justice? (Quelles sont les barrières, les difficultés?)
8. Selon vous, que devraient accomplir les intervenants en justice pour susciter votre intérêt et l'intérêt d'autres nouveaux arrivants francophones envers des carrières en justice? Y a-t-il des choses à faire pour mieux rejoindre les gens qui ont déjà une formation dans le domaine de la justice, notamment les jeunes et les femmes?
9. Avez-vous des commentaires de conclusion?

Merci de votre collaboration

ANNEXE 4 : DÉFINITIONS DE CARRIÈRES EN JUSTICE

Les informations suivantes sont tirées des pages 6, 7 et 8 de l'*Analyse pancanadienne des besoins de formation en langues officielles dans le domaine de la justice*, étude réalisée par la firme PRA Inc. pour le ministère de la Justice du Canada en mars 2009.

Le rôle précis que chaque intervenant est appelé à assumer varie selon les circonstances. Nous définissons ici, de façon sommaire, ces différents rôles :

- ▶ *Policier* : C'est généralement au policier que revient la responsabilité de procéder à la mise en accusation d'une personne, qu'elle soit ou non accompagnée d'une arrestation.¹ C'est donc le policier qui aura le premier contact avec un éventuel accusé. On retrouve, au Canada, plusieurs corps policiers qui relèvent des autorités municipales, provinciales ou fédérales. Notons que la Gendarmerie royale du Canada (GRC) agit parfois, sur une base contractuelle, à titre de service policier pour un gouvernement provincial ou municipal. Le policier joue également un rôle au moment du procès lié à l'accusation qu'il aura portée, à titre de témoin. Soulignons finalement que le policier est souvent appelé à jouer un rôle prédominant auprès des victimes d'actes criminels à qui l'on doit expliquer une démarche judiciaire qui leur est souvent complètement inconnue.
- ▶ *Juge* : Le juge est l'autorité centrale de tous les procès en matière criminelle. En première instance, une cause en droit criminel sera entendue par un juge de la cour provinciale ou par un juge de la cour supérieure, selon le mode de poursuite que le procureur de la Couronne ou l'accusé aura choisi (procédure sommaire ou mise en accusation devant juge seul ou un juge avec jury). Rappelons que les procès en matière de droit criminel se déroulent, dans la très grande majorité des cas, devant un juge de la cour provinciale.
- ▶ *Juge de paix* : Le rôle du juge de paix évolue considérablement au pays et varie d'une juridiction à l'autre. Fondamentalement, le juge de paix a pour mandat de contribuer à l'administration efficace de la justice en présidant certaines étapes d'un procès et en rendant certaines décisions.² Puisqu'un juge de paix n'a pas nécessairement une formation en droit, ses décisions sont essentiellement fondées sur une interprétation des faits qui lui sont soumis, et non sur l'analyse d'une question de droit. Ainsi, en droit criminel et selon la juridiction dans laquelle il évolue, le juge de paix peut être appelé à présider la première comparution d'un accusé, à décider de sa libération sous caution et à délivrer des mandats de perquisition. Il peut en outre présider certaines enquêtes préliminaires.
- ▶ *Avocat de la poursuite* : L'avocat de la poursuite, communément appelé procureur de la Couronne, représente l'État et est chargé d'intenter une poursuite en droit criminel

¹ Au Québec et en Colombie-Britannique, la décision de porter une accusation revient au ministère public plutôt qu'aux autorités policières.

² Le *Code criminel* établit certains des pouvoirs pouvant être attribués à un juge de paix. Voir la partie XVI (première comparution et mise en liberté provisoire) et la partie XVIII (enquête préliminaire) du *Code criminel*.

reposant sur la mise en accusation de l'accusé. Ce sont essentiellement les procureurs de la Couronne provinciaux (relevant du Procureur général de la province) qui intentent les poursuites liées à une infraction au *Code criminel*. Le rôle des procureurs de la Couronne fédéraux est généralement centré sur les poursuites en vertu d'autres lois fédérales, telles que la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*. Dans les trois territoires, c'est aux procureurs de la Couronne fédéraux que revient la responsabilité d'intenter les poursuites liées à une infraction au *Code criminel*.

- ▶ *Avocat de la défense* : Un accusé peut se représenter lui-même devant les tribunaux ou il peut faire appel à un avocat. Advenant qu'il fasse appel à un avocat, l'accusé peut mandater directement un avocat de pratique privée et défrayer les coûts associés à cette représentation ou faire appel à l'aide juridique. En réponse à une demande, un service d'aide juridique appliquera un certain nombre de critères pour décider de l'admissibilité d'un accusé à ses services, dont le niveau de revenu de celui-ci et le mérite de sa cause. Notons que durant l'exercice financier 2007-2008, les Canadiens ont déposé un total de 319 386 demandes d'aide juridique pour des causes liées au droit criminel, dont 263 982 ont été approuvées.³

Un mot sur les services d'avocats de garde. Dans toutes les provinces au pays, à l'exception du Québec, les services d'aide juridique offrent un service d'avocat de garde. Ce service est normalement offert sur les lieux du tribunal et vise à offrir une aide sommaire aux personnes qui ne sont pas représentées par un avocat et qui sont sur le point de comparaître en cour. Dans la même veine, tous les services d'aide juridique offrent un service visant à offrir une aide sommaire aux personnes qui viennent tout juste de se faire arrêter et qui sont détenues, et cela, 24 heures par jour et 7 jours par semaine. Ce service est normalement offert par téléphone.

- ▶ *Greffier* : Dans un contexte de droit criminel, le greffier a pour mandat d'appuyer les travaux de la cour et de contribuer au bon déroulement des audiences qui s'y déroulent. Souvent qualifié de « bras droit » du juge, le greffier prépare le rôle des causes, gère les pièces à conviction, assermente les témoins, prépare le procès-verbal de l'audience, participe à la rédaction des ordonnances et exécute toutes autres tâches connexes. Soulignons que le rôle précis du greffier varie considérablement d'une juridiction à l'autre et même à l'intérieur d'une même province ou d'un même territoire, selon le volume de causes entendues, les règles de procédures propres au tribunal et le rôle qu'assument les autres personnes qui y œuvrent.
- ▶ *Sténographe* : L'avènement de l'enregistrement numérique des discussions se tenant dans un tribunal a considérablement modifié le rôle du sténographe. Encore ici, la situation varie beaucoup d'une juridiction à l'autre. Dans plusieurs cours, on retrouve toujours un sténographe (*Court Reporter*) qui a pour mandat de superviser l'enregistrement des travaux et de prendre des notes facilitant, au besoin, la transcription de la bande sonore. À

³ Statistique Canada. (2009). *L'aide juridique au Canada : statistiques sur les ressources et le nombre de cas*. Ottawa, tableaux 10 et 13-1.

d'autres endroits, c'est au greffier que revient la tâche de superviser l'enregistrement des travaux de la cour.

- ▶ *Huissier* : Toujours dans le contexte du droit criminel, le rôle de l'huissier est largement associé à la notion de sécurité. Tout comme dans le cas du greffier et du sténographe, les fonctions précises de l'huissier varient d'une région à l'autre du pays. Au Québec, par exemple, on retrouve l'huissier-audiencier, qui est chargé de voir à l'ordre et au bon déroulement des travaux à l'intérieur de la salle d'audience. Dans plusieurs autres juridictions, l'huissier (*Sheriff*) est responsable de la sécurité de l'ensemble du palais de justice. Ce sont les huissiers qui procèdent à l'inspection ou à la fouille des personnes entrant au palais de justice et qui veillent à la sécurité à l'intérieur des salles d'audience. Dans certains cas, les huissiers sont en outre responsables du transport et de la supervision des prisonniers devant comparaître devant le tribunal (à certains endroits, ce rôle revient aux services policiers). Notons finalement qu'un huissier peut être appelé à procéder à l'arrestation d'une personne se présentant aux greffes de la cour en réponse à un mandat d'arrestation émis contre elle.
- ▶ *Services correctionnels* : Dès qu'un policier procède à l'arrestation d'un accusé, cette personne est prise en charge par les services correctionnels qui seront responsables de sa détention. Qu'il s'agisse d'une détention en attente d'un procès ou à la suite d'un verdict de culpabilité, cette responsabilité revient aux agents des services correctionnels. Selon la peine imposée, une personne trouvée coupable d'un acte criminel sera détenue à l'intérieur d'une prison provinciale (peine de moins de deux ans) ou d'un pénitencier fédéral (peine de deux ans ou plus).
- ▶ *Agent de probation* : L'agent de probation intervient dès qu'il y a libération conditionnelle d'un accusé, soit en attendant le moment du procès ou en suivi à une peine imposée. Il communique et tient des rencontres avec l'accusé ou le coupable et voit au respect des conditions prévues dans une ordonnance de probation. En cas de violation de ces conditions, l'agent de probation peut être appelé à délivrer un mandat d'arrestation. Soulignons en outre que l'agent de probation peut être appelé à rédiger un rapport présentenciel, lequel sera considéré par le juge au moment de fixer sa sentence.
- ▶ *Le commis aux greffes* : Le commis aux greffes exécute une série de tâches liées à l'administration des causes entendues par le tribunal et offre des services directs au public. Ainsi, le commis aux greffes peut être appelé à entrer des données à l'intérieur de banques de données utilisées pour l'administration des dossiers de la cour. Il peut aussi servir les membres du public qui se présentent au comptoir des greffes avec une question concernant leur dossier, qui désirent payer une amende ou apporter un suivi à une décision de la cour.